



**Unité de Coordination  
des Ressources en Eau**

# **GUIDE DE FINANCEMENT**

**Eau et Assainissement - Gestion des  
eaux usées - Gestion Intégrée des  
Ressources en Eau - Irrigation  
(Afrique de l'Ouest)**

Financé par :



DANEMARK

202.8-06GU-18684

mai 2006

# GUIDE DE FINANCEMENT

LIBRARY IRC  
PO Box 93190, 2509 AD THE HAGUE  
Tel: +31 70 30 689 80  
Fax: +31 70 35 899 64

BARCODE: 18684

LO:

202.8 06 g4

Document produit par :



International Water and Sanitation Centre

## Table des matières

Remerciements	5
Liste des acronymes	6
<b>PARTIE I – Introduction au Guide de financement</b>	<b>8</b>
1. <b>A qui s'adresse ce guide ?</b>	<b>8</b>
1.1 Organisations ouest africaines	8
2. <b>Quel est le cadrage de ce guide ?</b>	<b>8</b>
2.1 Approvisionnement en eau et assainissement, Gestion Intégrée des Ressources en Eau, gestion des eaux usées, irrigation	8
2.2 Cadrage sur les aides (et les prêts bonifiés)	8
2.3 Sources de crédit	9
3. <b>Que ne contient pas ce guide ?</b>	<b>9</b>
4. <b>Contexte du Guide de financement</b>	<b>11</b>
4.1 Le contexte	11
4.2 Le guide de financement de l'Initiative de l'Union Européenne pour l'eau	12
5. <b>Recommandations</b>	<b>12</b>
6. <b>Comment utiliser ce guide : structure des fiches descriptives</b>	<b>15</b>
<b>PARTIE II – Guide de financement</b>	<b>17</b>
Aperçu des mécanismes de financement appropriés du sous secteur de l'eau et de l'assainissement :	18
Aperçu des mécanismes de financement appropriés pour le sous-secteur de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau :	21
Aperçu des mécanismes de financement appropriés pour le sous secteur de la Gestion des eaux usées :	24
Aperçu des mécanismes de financement appropriés du sous secteur de l'irrigation :	27
<b>Fiches d'information sur les mécanismes de financement</b>	<b>30</b>
A. <b>Programmes de financement de l'Union Européenne</b>	<b>30</b>
B. <b>Bailleurs de fonds bilatéraux</b>	<b>37</b>

<b>C.</b>	<b>Banques de développement et Programmes bancaires</b>	<b>70</b>
<b>D.</b>	<b>Facilités de financement</b>	<b>101</b>
<b>E.</b>	<b>Fonds divers</b>	<b>123</b>
	<b>PARTIE III – Annexes et Bibliographie</b>	<b>189</b>
	<b>Annexe 1 : Indice général des mécanismes de financement décrits dans ce guide</b>	<b>190</b>
	<b>Annexe 2 : Autres mécanismes de financement – non applicables aux parties prenantes du secteur de l'eau de l'Afrique de l'Ouest</b>	<b>194</b>
	<b>Bibliographie et autres liens web substantiels</b>	<b>196</b>

Tout point de vue exprimé dans ce guide est et demeure la seule propriété de son auteur initial et ne saura refléter en aucun cas ni l'opinion ni les intentions de la CEDEAO, de DANIDA, de l'EUWI, de ERM ou de l'IRC en tant qu'organisations.

Le contenu des fiches de généralités se fonde sur les informations recueillies sur les sites web des organisations de financement concernées. Ce contenu a été adapté et présenté à l'organisation de gestion des fonds avant son intégration définitive dans ce guide. Dans certains cas, il n'a pas été possible de recevoir un feedback. Par conséquent toutes les fiches de données n'ont pu bénéficier d'un contrôle qualité.

Ni l'Unité de Coordination des Ressources en Eau de la CEDEAO ni l'IRC ne sauront être tenus responsables pour violation de droits d'auteur dans le cadre du présent guide.

## Remerciements

Les auteurs de ce guide, Catarina Fonseca, Ewen Le Borgne, Cor Dietvorst, Ingeborg Krukkert du Centre International de l'Eau et de l'assainissement de l'IRC et Diego Mejia-Vélez de WaterLearn ont produit ce guide en janvier 2006. L'Unité de Coordination des Ressources en Eau de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a commandé la compilation de ce guide grâce à l'appui de l'Agence Danoise de Développement International (DANIDA).

Ce guide ne prétend aucunement être complet et mériterait certainement davantage de recherche et d'actualisation afin de devenir et de rester un annuaire financier convenable et utilisé par les parties prenantes du secteur de l'eau. Malgré ses limites, le présent document offre une richesse d'informations qu'il n'aurait pas été possible de collecter en l'absence de travaux similaires menés à bien les années antérieures. Les auteurs voudraient exprimer leur gratitude et leur considération au Groupe de travail pour le financement de l'Initiative de l'Union Européenne pour l'eau pour les travaux préalables qu'il a menés à bien. Rachel Cardone de ERM - Gestion Ressource et Environnement – en particulier, a apporté un appui adéquat et bien apprécié et a considérablement amélioré le cadrage de cet annuaire.

Toutes les personnes mentionnées dans les fiches descriptives (également appelées fiches d'information) contenues dans ce guide ont été approchées afin d'assurer la qualité des informations. Nous voudrions remercier toutes ces personnes qui ont répondu positivement et qui ont bien voulu passer en revue les fiches descriptives.

En conclusion, les auteurs voudraient exprimer leur reconnaissance à l'équipe future qui prendra la charge d'améliorer et d'actualiser les informations contenues dans ce guide, de la manière la plus utile afin d'apporter un appui aux populations en attente d'accès durable aux services d'eau et d'assainissement.

## Liste des acronymes

ACBF	Fondation Africaine pour le Renforcement des Capacités
ACP	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
ADA	Agence Autrichienne de Développement
ADF	Fondation Africaine de Développement
AECI	Agence Espagnole de Coopération Internationale
AFD	Agence Française de Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
BADC	Agence Belge de Coopération pour le Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
CDM	Concours national (programme de la Banque Mondiale)
OCB	Organisation Communautaire de Base
CGIAR	Groupe Consultatif International de Recherche Agricole
ACDI	Agence Canadienne de Développement International
DANIDA	Agence Danoise de Développement International
DfID	Service du Développement international (GB)
DG	Direction Générale (départements dans l'UE)
BERD	Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
CE	Commission Européenne
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest [ECOWAS en Anglais]
BEI	Banque Européenne de l'Investissement
ENRECA	Perfectionnement de la capacité de Recherche (programme de financement de DANIDA)
ERM	Gestion Ressource et Environnement
UE	Union Européenne
EUWI	Initiative de l'Union Européenne pour l'Eau
EVD	Entreprise et Coopération Internationales [Economische VoorlichtingsDienst en Néerlandais]
FAO	Organisation de l'Alimentation et de l'Agriculture
FFEM	Fonds Français pour l'Environnement Mondial
FMO	Société Néerlandaise de Financement du Développement [Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden en Néerlandais]
FP6	Programme-Cadre 6
GDM	Concours mondial (programme de la Banque Mondiale)
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
BIRD	Banque Internationale pour la Reconstruction
CIRD	Centre International de Recherche pour le Développement
IEHA	Initiative contre la Faim en Afrique
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
SFI	Société Financière Internationale
IPAD	Institut Portugais de Coopération pour le Développement [Instituto Português de Apoio ao Desenvolvimento]
IRC	Centre International de l'Eau et de l'Assainissement
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature et des Ressources
SWP	Naturelles - Petites Subventions pour le programme de Zones Humides
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
JICA	Agence Internationale de Coopération Japonaise
JSDF	Fonds Japonais de Développement Social
NDF	Fonds Nordique de Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
NORAD	Agence de Coopération Norvégienne pour le Développement
ODA	Aide au Développement Outre-mer
OPEP	Organisation des pays Exportateurs de Pétrole
ORET	Transactions d'Exportation Pour le Développement [OntwikkelingsRelevant ExportTransacties en Néerlandais]

OXFAM	Comité d'Oxford de Lutte contre la Famine
PEP	Partenariat Privé d'Entreprise
PESP	Programme de coopération économique dans les projets [Programma Economische Samenwerking Projecten en Néerlandais]
CPCS	Cadre Permanent de Coordination et de Suivi
PHRD	Développement de politique et des ressources humaines
PIDG	Groupe de Donateurs Privés pour les infrastructures
PPIAF	Facilité consultative Public-Privé des infrastructures
CRCRE	Conseil Régional de Concertation pour les Ressources en Eau
SECO	Secrétariat d'Etat suisse pour les Affaires économiques
ASDI	Agence Suédoise de Développement International
PME	Petites et Moyennes Entreprises
SSA	Actions Spécifiques Complémentaires
TAC	Comité Technique Consultatif
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
RU	Royaume Uni
FENU	Fonds d'Equipement des Nations Unies
USA	Etats-Unis d'Amérique
USAID	Agence des États-Unis pour le Développement International
UCRE	Unité de Coordination des Ressources en Eau (de la CEDEAO)
WSSD	Sommet Mondial sur le Développement Durable



## **PARTIE I – Introduction au Guide de financement**

### **1. A qui s'adresse ce guide ?**

Ce guide est destiné aux organisations ouest africaines à la recherche d'aides et/ou prêts bonifiés pour financer des projets et des programmes portant sur l'eau et l'assainissement, la Gestion Intégrée des Ressources en eau (GIRE), la gestion des eaux usées et/ou l'irrigation.

Ce Guide de Financement ne constitue pas une recette de financement ni ne garantit qu'un demandeur donné – organisation ou individu – recevra les fonds requis. Nous espérons, cependant, que le lecteur trouvera utiles les fiches descriptives avec les informations essentielles sur les sources de financement disponibles et qu'il (elle) pourra prendre des décisions avisées quant aux meilleures options de financement de son programme ou projet.

#### **1.1 Organisations ouest africaines**

Ce guide espère apporter des informations significatives spécifiques au contexte. Par conséquent, ce guide particulier met en évidence les mécanismes de financement auprès desquels les organisations basées en Afrique de l'Ouest peuvent postuler. Nous espérons que notre cadrage réduit le choix aux sources de financement adéquates pour les populations et les organisations de l'Afrique de l'Ouest intervenant dans le secteur de l'eau, de nature publique ou privée, ou les acteurs de la société civile.

### **2. Quel est le cadrage de ce guide ?**

#### **2.1 Approvisionnement en eau et assainissement, Gestion Intégrée des Ressources en Eau, gestion des eaux usées, irrigation**

Un certain niveau de distinction devra être fait dans le secteur élargi de l'eau pour tenir compte des besoins de la CEDEAO. Le guide fournit des informations sur :

- 1 L'approvisionnement des ménages en eau et assainissement;
- 2 la Gestion Intégrée des Ressources en Eau;

Dans ces derniers, nous avons également envisagé séparément les sous-secteurs suivants :

- 3 la Gestion des eaux usées;
- 4 l'Irrigation.

Cette typologie, sans le mentionner nécessairement comme tel dans les sources de financement, reflète les sous-domaines essentiels dans lesquels les parties prenantes du secteur de l'eau interviennent. Les différents mécanismes de financement ont été ensuite examinés à la lumière de leur pertinence pour n'importe lequel de ces sous-secteurs spécifiques.

#### **2.2 Cadrage sur les aides (et les prêts bonifiés)**

Les aides sont des fonds octroyés et non remboursables. Dans le secteur de l'eau, les aides peuvent être octroyées par les agences bilatérales (donateurs) pour utilisation au niveau projet, ou pour d'autres objectifs spécifiques, sous forme d'argent comptant, de biens ou de services. Les subventions et les prêts privilégiés sont les principales catégories de financement offertes comme "aide au développement" qui se précisent comme Aide au développement Outre-mer (ODA) ou aide officielle. Les fondations ou les organisations non gouvernementales peuvent aussi accorder des subventions au profit de projets.

Le cadrage de ce guide porte sur les subventions et les autres fonds basés sur l'aide. Nous avons également inclus des ressources qui pourraient offrir une combinaison de subventions et de prêts bonifiés. Cependant, certaines subventions exigent un cofinancement par le demandeur, qui peut s'élever jusqu'à 50%.

## 2.3 Sources de crédit

Nous espérons que le lecteur trouvera ce guide facile à lire et assez facile à adapter à la mesure de ses besoins. Pour faciliter la lecture, nous avons proposé la typologie suivante des sources de crédit :

1. Fonds africains locaux et régionaux :  
Mécanismes de financement gérés par des organisations africaines nationales ou régionales.
2. Aide de l'Union Européenne :  
Programmes de financement offerts par l'Union Européenne et ses divers organes officiels.
3. Aide bilatérale :  
Mécanismes de financement offerts par les agences de coopération de développement nationales des pays européens et les autres donateurs bilatéraux (tels que le Canada, le Japon et les Etats-Unis).
4. Banques de développement et Programmes bancaires :  
Mécanismes de financement mis à disposition par la Banque Mondiale, les Banques et les programmes régionaux de développement (en particulier la Banque Africaine de développement) de même que les autres Banques de développement ayant des activités en Afrique de l'Ouest.
5. Facilités de financement :  
Les facilités de financement constituent une nouvelle modalité d'octroi de fonds au secteur de l'eau. L'objet de la facilité (de financement) est de consacrer des fonds à des types particuliers de projets ou de secteurs et de réaliser ceci grâce à divers moyens, y compris l'appui à la préparation de projet.
6. Fondations et autres fonds :  
Cette dernière catégorie inclut tous les autres types de mécanismes de financement, c'est-à-dire les fondations, les divers fonds philanthropiques et les associations du secteur privé.

Les intermédiaires financiers (Les ONG internationales qui canalisent le financement par exemple) n'ont pas été traités dans ce guide.

Pour une liste des organisations et réseaux intervenant dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, organisés par région et par pays vous pourrez consulter les Organisations InterWATER sur <http://www.irc.nl/page/126> [en anglais].

InterWATER offre des informations sur plus de 650 organisations et réseaux intervenant dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, concernant les pays en développement. Chaque organisation dispose d'une brève description, des coordonnées de contact, une adresse E-mail et un site Web, et des sites corrélés selon le cas.

## 3. Que ne contient pas ce guide ?

Le secteur de l'eau est vaste et divers. Ses frontières avec les autres secteurs tendent à évoluer. Autant que la Gestion Intégrée des Ressources en Eau devient de plus en plus populaire, avec une perspective plus élargie sur les enjeux de la gestion de l'eau, le secteur de l'eau lui-même explore constamment ses pourtours avec les autres secteurs ou sous-secteurs tels que l'agriculture ou la santé et l'hygiène. Tandis

que le flou des frontières peut être vu comme marque d'enrichissement et d'intégration, pour les secteurs de l'eau (et adjacents), ils rendent le recensement des mécanismes de financement disponibles plus exigeant et plus difficile. Dans cette optique, des choix ont dû être faits par rapport aux préférences attendues de notre principal lectorat.

Ce guide a pour cadrage principal le secteur de l'eau. Le secteur de l'assainissement a aussi été traité dans ces pages, bien qu'à moindre échelle. À ce jour, l'assainissement n'est toujours pas aussi manifeste et reconnu comme nécessité fondamentale autant que l'eau. L'intérêt politique pour l'assainissement semble également plus limité. En conséquence, peu de mécanismes de financement décrits dans ce guide traitent spécifiquement de l'assainissement. Ces mécanismes guidés par l'assainissement seront, si tout va bien, renforcés et davantage promus, comme l'intérêt et l'engagement envers l'assainissement se développent en Afrique de l'Ouest et dans le reste du monde.

En termes de portée géographique, ce guide ne couvre pas les mécanismes de financement ouverts exclusivement aux organisations basées hors d'Afrique de l'Ouest. Par exemple les fonds destinés aux organisations sud-africaines ne sont pas traités ici, ni les appels à propositions de l'Union Européenne destinés (uniquement) aux Pays asiatiques, même s'ils concernent l'eau et l'assainissement. Cependant, un mécanisme financier applicable aux pays asiatiques pourra se trouver décrit dans ce guide aussi longtemps qu'il s'applique également aux organisations Ouest Africaines. La Facilité de l'UE pour l'eau en est un bon exemple car il s'applique à de nombreuses organisations établies dans le Pacifique ou les îles Caraïbes mais il est toujours un instrument de financement important pour les parties prenantes du secteur en Afrique de l'Ouest.

Dans la mesure du possible, les fiches d'information décrites dans ce guide ont été passées en revue par les organisations offrant les mécanismes de financement. Cependant, ce guide ne fournit pas de feedback de la part des utilisateurs des mécanismes de financement. En outre, le guide ne fournit pas de jugement sur la qualité de l'appui accordé par les donateurs.

Dans le processus de compilation des fiches d'information, un certain nombre de mécanismes de financement ont été explorés et se sont révélés non pertinents pour le cadrage de ce guide. Cependant, les résultats de cette recherche peuvent présenter un intérêt pour le lecteur. Pour cela, nous les avons inclus en Annexe 2 : 'Autres mécanismes de financement – non applicables au secteur de l'eau'. Nous espérons que ces références supplémentaires offriront un point de départ utile pour la recherche de fonds au profit d'autres types de projets et de secteurs au besoin.

## 4. Contexte du Guide de financement

### 4.1 Le contexte

Les Etats ouest africains sont conscients du fait que les problèmes liés à l'eau entravent leur développement économique et social et savent que l'adoption de nouveaux modèles de gestion de l'eau, tels qu'il a été suggéré à Rio, est devenue une nécessité. Par conséquent, ils ont accueilli favorablement l'initiative d'organiser à Ouagadougou une conférence régionale sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau pour l'Afrique de l'Ouest.

Cette conférence s'est tenue en mars 1998 et a été considérée comme tournant important en ce qui concerne les approches de gestion de l'eau dans la région. Entre autres conclusions, "la Déclaration de Ouagadougou" a été adoptée et un comité ministériel a été mis en place pour le suivi et la mise en œuvre des recommandations à l'issue de cette conférence.

Le processus de suivi a abouti aux résultats suivants :

Mars 2000	Adoption d'un plan d'action régional GIRE pour l'Afrique de l'Ouest par le Comité Ministériel de Suivi et en Décembre 2000 par les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO réunis à Bamako.
Décembre 2001	Création du Cadre permanent de coordination et de suivi (CPCS) de la GIRE et du plan d'action régional au sein de la CEDEAO, comprenant quatre organes, par les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO: 1. Un Comité Ministériel de Suivi formalisant le comité de suivi fondé pendant la conférence de 1998. 2. Un Conseil régional de concertation sur les ressources en eau (CRCRE), un organe consultatif associé au Comité Ministériel de Suivi – impliquant les représentants de toutes les parties prenantes régionales du secteur de l'eau. 3. Un Comité Technique d'Experts (TAC) institutionnalisant le rassemblement des points focaux nationaux créés dans le processus de suivi et renforcé par les représentants de toutes les organisations régionales de bassin. 4. Une Unité régionale de Coordination des Ressources en Eau (UCRE) ayant rang de département du Secrétariat Exécutif de la CEDEAO. Cette unité fonctionne depuis le 12 Mars 2004.

Le processus a en outre contribué à sensibiliser les décideurs et les utilisateurs du secteur régional de l'eau autour de la GIRE. Il a également contribué aux activités de plaidoyer auprès des partenaires au développement, en vue de canaliser le financement requis pour la mise en œuvre du CPCS et du plan d'action régional GIRE de l'Afrique de l'Ouest.

Les statuts du cadre institutionnel dans la région sont mis en place. Les premiers projets du plan d'action régional GIRE pour l'Afrique de l'Ouest sont à présent financés. Dans cette optique, il est essentiel de définir une stratégie de financement pour financer les autres projets du plan d'action GIRE qui ont été définis mais n'ont pas encore été financés, de même que les futurs projets GIRE qui seront conçus dans le cadre du CPCS.

Dans ce contexte, l'Unité de Coordination des Ressources en Eau a demandé à l'IRC – Centre international de l'Eau et de l'assainissement basé aux Pays Bas de compiler un document contenant des "fiches de données" sur les éventuels programmes et fonds disponibles pour le secteur de l'eau. La réalisation de ce document a été facilitée par l'appui financier de l'Agence Danoise de Développement Internationale (DANIDA).

## 4.2 Le guide de financement de l'Initiative de l'Union Européenne pour l'Eau

La CEDEAO a convenu de laisser le Groupe de Travail pour le financement de l'Initiative de l'Union Européenne pour l'eau (EUWI) présenter les informations fournies dans ce guide en ce qui concerne le site web du guide de financement, qui devrait être disponible au premier semestre de 2006. Le guide de financement de l'Initiative de l'Union Européenne pour l'Eau (EUWI) vise à offrir aux utilisateurs des fonds des pays en développement, les moyens d'identifier les différents types de mécanismes de financement à leur disposition pour le secteur de l'eau, comment ils fonctionnent (en général) et fournir enfin les liens avec d'autres sites sur Internet, proposant des détails et des informations complémentaires.

Cet effort est une première étape vers la création d'une source "intégrée" complète d'informations relatives à la gamme des mécanismes de financement disponibles pour le secteur de l'eau et de l'assainissement, en vue de développer les connaissances et les capacités d'accès aux financements.

Il est prévu que cet outil puisse être développé pour offrir aux utilisateurs une "promenade" à travers les différents processus relatifs aux mécanismes y compris, par exemple :

- Comment obtenir une réputation de solvabilité, comment postuler à certains types de financement, des conseils sur les types de financement possibles, étant donné les circonstances actuelles ;
- Les démarches nécessaires pour accéder aux différents mécanismes et au processus global d'accès aux différents mécanismes de financement (par exemple les hyperliens aux formulaires de demande, les personnes à contacter, ou même un réseau d'experts "vivant", des conseils et des outils standard pour remplir les formulaires, des informations sur les obstacles courants qui ralentissent le processus et comment surmonter ceux-ci, etc.).

## 5. Recommandations

Ce Guide de financement fournit une liste étendue et non complète des sources de crédit. Nous avons réduit la portée du document en nous concentrant essentiellement sur ces subventions dont certaines comportent un volet "contribution propre". Cependant, il y a un nombre croissant de mécanismes de financements pour le secteur et qui incluent la microfinance, les garanties, les prêts bonifiés, les facilités de préparation de projet, etc., qui mériteraient d'être explorés. La grande partie de ces informations sera disponible sur le site Web de l'Initiative de l'Union Européenne pour l'Eau (EUWI) mentionné dans [bibliographie et autres liens web substantiels](#).

Le processus de remplissage des formulaires de demande d'accès aux financements est un exercice complexe et long. Il reste entendu que beaucoup de programmes de financement obéissent à une période pour l'appel à projets et que beaucoup d'organisations suivent une approche opportuniste pour développer des projets suivant spécifiquement des appels. Cependant, ce qui se passe habituellement c'est que les propositions prennent toujours beaucoup plus de temps et d'effort pour être élaborées que lorsqu'elles sont anticipées et la proposition finale n'est pas toujours du niveau de qualité désirée.

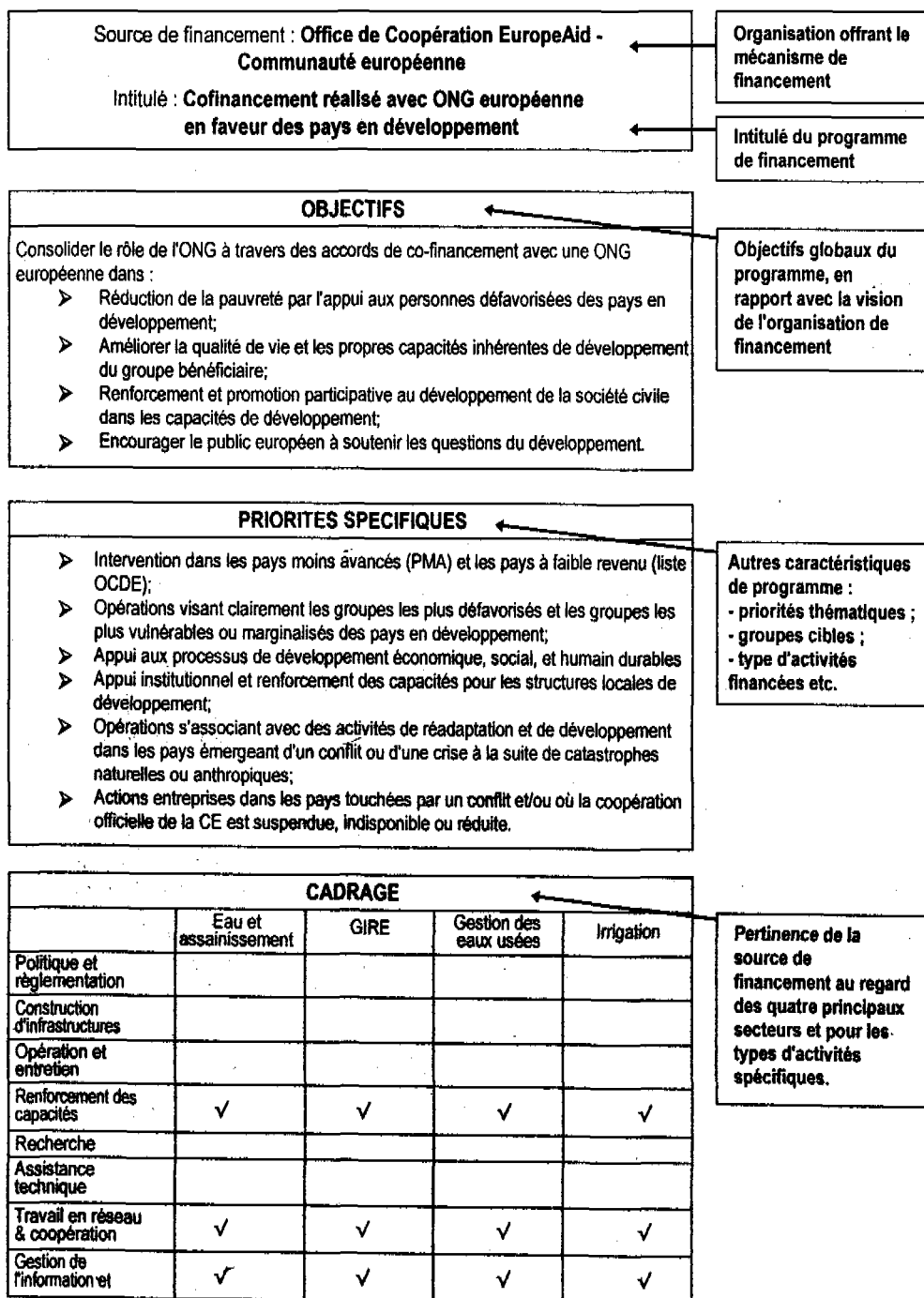
Par conséquent, afin d'utiliser au mieux du temps et des ressources limités nous recommandons ce qui suit :

- Il est plus utile de développer des propositions qui contribuent au renforcement de l'organisation ou qui produisent l'impact désiré dans le secteur lorsque la vision de l'organisation est claire sur la façon dont elle souhaiterait que le monde (ou l'organisation elle-même) soit à un horizon donné dans l'avenir. Par exemple, dans une zone spécifique, une organisation pourrait souhaiter réaliser une couverture à 100% pour l'approvisionnement en eau dans les 10 années à venir. Ou elle pourrait souhaiter que la production agricole dans cette province augmente de 10% dans les 5 années à venir ou qu'il y ait une réduction de 50% de la proportion de personnes vivant en dessous de la ligne de pauvreté.

- Partant de cette vision, il devient possible de concevoir une stratégie. Une stratégie est un cadre de planification à long ou moyen terme pour aller vers la vision au sein de laquelle les activités concrètes ont été identifiées. Les stratégies concernent les facteurs influençables pour une organisation, elles comprennent les activités et les services offerts. Les projets développés devraient entrer dans cette stratégie pour réaliser la vision.
- Développer des programmes qui aident à créer un environnement favorable à d'autres investissements et des réformes. Penser à l'échelle et aux impacts à long terme. Les projets pilotes sont mis en œuvre par de grandes équipes de projets bien outillées qui travaillent intensivement avec les communautés. Il n'est pas réaliste de s'attendre à une extension réussie d'une telle base si des ressources semblables ne peuvent pas être déployées plus largement ou si du personnel ayant des qualifications semblables n'est pas disponible dans la région ou le pays.
- les chercheurs, les ONG, les donateurs et les autres exécutants arrivent généralement dans une communauté, font leur recherche (participative ou autre), produisent un rapport et des articles académiques, tiennent un "atelier de dissémination" et passent au prochain projet. Souvent il n'y a aucune consolidation des leçons d'expériences, aucun partage réel des résultats et aucun travail d'appropriation au niveau national ou local. La compréhension et l'extension sont abandonnées à des processus de 'dissémination' et de 'plaidoyer' mal définis. Ce type de programme de recherche ne tient pas compte du renforcement des capacités dans le cadre des institutions de réglementation et d'exécution compétentes telles que le gouvernement local, le secteur privé, les ONG et les services de vulgarisation. Le personnel de ces agences ne reçoit pas les qualifications requises pour étendre ces innovations.
- Les volets d'apprentissage doivent se faire à travers tout le processus de la mise en œuvre du programme et non à la fin. Dans les approches conventionnelles la plupart des réunions de programme tendent se faire autour de la planification et de la négociation, et non de l'apprentissage. Il faut prévoir des échecs et les discuter ouvertement. Pour que cela se fasse, la documentation, la production de rapports et la diffusion devraient être correctement planifiés et budgétisés. Quand la documentation est l'affaire de tous elle finit par être rapidement l'affaire de personne !
- le secteur de l'eau et de l'assainissement souffre de sa fragmentation en un certain nombre de sous-secteurs, principalement ceux qui traitent a) de l'approvisionnement en eau à usage domestique, b) de système d'égouts et d'eaux usées, c) d'irrigation, d) de gestion des ressources en eau, et naturellement e) de santé. En même temps le secteur est apparenté à beaucoup d'autres secteurs tels que le gouvernement local, le développement rural, le bien-être social et la santé. La planification centralisée du passé n'a pas facilité le rassemblement des parties prenantes gouvernementales pour travailler ensemble efficacement au niveau local ou pour obtenir des synergies entre elles. La planification, le financement et la mise en œuvre conjoints des interventions a donc été difficile. Les plus récentes tendances à la décentralisation offrent l'occasion de réunir ces acteurs pour une planification plus 'articulée'.
- Chaque agence pourrait avoir ses idées pour l'élaboration de proposition mais il pourrait être plus efficace, pour toutes les raisons mentionnées ci-dessus, de se concentrer sur les activités qui font partie des compétences centrales de l'organisation et de s'associer avec d'autres organisations qui feront également ce qu'elles savent réussir le mieux.
- Une idée pratique consisterait à organiser un atelier de 1-2 jours avec les principales parties prenantes pour élaborer la fiche de projet. Les fiches de projet constituent les idées initiales autour de l'élaboration de projets. Présenter une ou deux idées basées sur les besoins réels dans le secteur et discuter et développer ces fiches de projet au sein de petits groupes. Les fiches peuvent alors être présentées et discutées en session plénière. La phase suivante comprend la vérification du type de ressources le plus indiqué pour développer davantage les propositions. Le processus pour recueillir un feedback élargi et pour rassembler les partenaires potentiels à une seule réunion est d'une valeur inestimable pour stimuler davantage de coopération.

- Pour l'élaboration des projets, il est essentiel d'évaluer les besoins locaux réels, d'indiquer les objectifs à atteindre, les activités requises pour atteindre les objectifs, calculer le financement nécessaire, et voir la meilleure façon d'obtenir ce financement. La transparence de bout en bout du processus est essentielle, particulièrement comme les différents partenaires et parties prenantes ont des motivations différentes -- par exemple, les bénéficiaires potentiels d'un projet, tels que les entreprises privées anonymes et les consultants, peuvent avoir un droit acquis à ce que le plus grand montant estimatif des besoins d'investissement soit employé, plutôt que ce qui est le plus durable ou le plus supportable pour la communauté bénéficiaire, en termes de capacité financière et technique.
- Le financement direct des petits projets pourrait ne pas être acceptable pour beaucoup de donateurs, car les coûts de transaction sont trop élevés et l'impact minime. Envisager des programmes plus grands et intégrés à long terme avec beaucoup de sous composantes pour les rendre plus attrayants pour les plus grands donateurs. Entrer en contact avec les représentants directs des programmes de financement pour une présentation des différentes possibilités de financement afin d'adapter la demande et l'offre à une étape précoce de l'élaboration de proposition.

## 6. Comment utiliser ce guide : structure des fiches descriptives





des connaissances				
-------------------	--	--	--	--

ELIGIBILITE	
<b>1. Demandeurs</b> ←	
Cadrage géographique	Etats membres de l'Union européenne mais ceux-ci doivent coopérer avec au moins un partenaire dans le pays en développement
Statut juridique	ONG de développement
<b>2. Activités</b> ←	
Cadrage géographique	Union européenne, Afrique Caraïbes Pacifique, Amérique Latine, Pays de la méditerranée, Asie
Type d'activités financées	n/a
Période	n/a

**Questions relatives au demandeur :**  
- Origine ?  
- Statut ?

**Questions relatives aux actions proposées :**  
- Lieu d'exécution ;  
- Type d'activités spécifiques ;  
- Délai de mise en oeuvre.

CONDITIONS GÉNÉRALES	
Volume moyen de l'aide	300.000 EUR (50.000 à 750.000)
Apport personnel	Un minimum de 25% du budget demandé
Date d'ouverture/ clôture des appels	Une fois l'an en Juillet

EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT		
Intitulé du projet	Description du projet	Infos complémentaire

**Exemples de projets précédents ayant reçu financement dans le cadre de ce fonds.**

QUI CONTACTER	
Contact	Pierre GHILAIN
Adresse électronique	<a href="mailto:pierre.ghilain@cec.eu.int">pierre.ghilain@cec.eu.int</a>
Numéro de téléphone	+32 2 295 8027
Page web	<a href="http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/ong_cd/index_en.ht">http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/ong_cd/index_en.ht</a>

**Contact, numéro de téléphone, adresse électronique et page Web officielle pour de plus amples informations sur les procédures.**

## **PARTIE II – Guide de financement**

Aperçu des mécanismes de financement appropriés du sous secteur de l'eau et de l'assainissement :

Mécanisme de financement/ Intitulé	Politique et réglementation	Construction d'infrastructures	Opération et entretien	Renforcement des capacités	Recherche	Assistance technique	Travail en réseau et coopération	Gestion de l'information et des connaissances	Numero de page
<b>PROGRAMMES DE FINANCEMENT DE L'UNION EUROPEENNE</b>									
Office de coopération Europeaid - CE - Coopération décentralisée				✓		✓	✓		31
Pro € Invest							✓		33
Office de coopération Europeaid - CE - Réadaptation et reconstruction dans les Pays en développement				✓		✓			35
<b>BAILLEURS DE FONDS BILATERAUX</b>									
Autriche/ Agence autrichienne de développement (ADA) - Cofinancement réalisé avec Organisations non gouvernementales autrichiennes (ONG) et l'Union européenne		✓		✓	✓		✓		38
Autriche/ Agence autrichienne de développement (ADA) - Coopération bilatérale pour le développement		✓		✓	✓		✓		40
Canada/ Agence canadienne de développement international (ACDI) - Programme africain de gouvernance locale	✓			✓	✓		✓	✓	42
Danemark/ Agence danoise de développement international (DANIDA) - Aide bilatérale au développement	✓	✓		✓		✓			44
France/ Agence Française de Développement (AFD) - Fonds Gari		✓	✓				✓	✓	48
Japon/ Agence japonaise de coopération internationale (JICA) - Subventions	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	52
Pays Bas/ Société Néerlandaise de Financement du Développement (FMO) - Transactions d'exportation pour le développement (ORET) - Facilité de l'eau		✓							54
Norvège/ Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD) - Programmes d'appui du NORAD					✓		✓		56
Portugal/ Institut portugais de coopération pour le développement (IPAD) - Portugal - Institut de coopération portugaise	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	58
Espagne/ Agencia Española de Cooperación Internacional (AECI) - Subventions pour la mise en oeuvre de projets par les ONG intervenant dans la coopération pour le développement	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	60
Suède/ Agence suédoise de développement international (ASDI) - Subventions - Appui aux organisations non gouvernementales	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	62
Suède/ Conseil de Recherche de l'ASDI pour les pays en développement - Recherche suédoise pour le développement				✓	✓				64
RU/ Service du développement international (DfID) - Programme CE- PREP de la communauté européenne pour une efficacité de la réduction de la pauvreté			✓	✓		✓			68
<b>BANQUES DE DEVELOPPEMENT ET PROGRAMMES BANCAIRES</b>									
Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) - Prêts bonifiés		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	71
Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) - Lignes de crédit		✓				✓			73
Banque Européenne des Investissements - Prêts, garanties et fonds au profit des sociétés privées des Pays ACP		✓							75

Mécanisme de financement/ Intitulé	Politique et réglementatio n	Construction d'infrastructu res	Opération et entretien	Renforcement des capacités	Recherche	Assistance technique	Travail en réseau et coopération	Gestion de l'information et des connaissances	Numéro de page
Banque islamique de développement - Fonds Waqf		√				√			77
Fonds koweïtien pour le développement économique arabe - Aides à l'assistance technique		√				√			79
Banque Mondiale - Fondation africaine pour le renforcement des capacités (ACBF) - Subventions ABCF	√			√	√		√		81
Banque Mondiale - BIRD - Development Marketplace National (CDM)	√	√	√	√	√	√	√	√	84
Banque Mondiale - BIRD - Development Marketplace Mondial (GDM)	√	√	√	√	√	√	√	√	86
Banque Mondiale - BIRD - Fonds japonais de développement social (JSDF)		√		√	√	√	√		88
Banque Mondiale - BIRD - Programme japonais PHRD de subventions de l'assistance technique	√	√	√	√	√	√	√	√	91
Banque Mondiale - BIRD - Programme de petites subventions				√			√	√	94
Banque Mondiale - Société financière internationale - Fonds africain des infrastructures	√	√	√					√	97
Banque Mondiale - Société financière internationale - PEP- Partenariat de l'Entreprise Privée de l'Afrique pour l'Afrique	√	√				√			99
<b>FACILITÉS DE FINANCEMENT</b>									<b>101</b>
Banque Africaine de Développement (BAD) - Facilité Africaine de l'Eau	√	√		√	√			√	102
Groupe des donateurs privés pour les infrastructures (PIDG) - Initiative de réforme et de renforcement du secteur financier (FIRST)						√			104
Groupe des donateurs privés pour les infrastructures (PIDG) - GarantCo - Société de garantie pour le développement		√							108
Groupe des donateurs privés pour les infrastructures (PIDG) - InfraCO		√							110
Groupe des donateurs privés pour les infrastructures (PIDG) - Société de développement des infrastructures		√							112
Facilité consultative publique privée des infrastructures (PPIAF) - Appui PPIAF	√	√	√	√	√	√	√	√	114
Facilité de ONU Habitat pour l'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles		√							117
Agence des Etats Unis pour le Développement International (USAID) & Alliance des Villes - Facilité Communautaire de l'Eau et de l'Assainissement	√	√	√	√	√	√	√	√	119
Agence des Etats Unis pour le Développement International (USAID) - Alliance Mondiale de Développement pour le Financement Municipal du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement	√								121
<b>FONDS DIVERS</b>									<b>123</b>
Fondation Africaine de Développement - Petites Subventions		√				√			124
Coopération Belge pour l'Investissement International - Fonds d'Etude						√			127
Secrétariat du Commonwealth - Programme Renforcement des capacités et de développement institutionnel	√			√		√			129
Secrétariat du Commonwealth - Programme de Développement Durable du point de vue de l'environnement	√			√		√		√	131
Secrétariat du Commonwealth - Programme Genre pour l'Égalité et l'Équité	√			√					133
Secrétariat du Commonwealth - Programme de Développement du Secteur Public	√			√		√		√	135
Fonds Danois de l'Investissement International - Fonds de l'Industrialisation des Pays en	√	√	√	√	√	√	√	√	137

<b>Mécanisme de financement/ Intitulé</b>	<b>Politique et réglementation</b>	<b>Construction d'infrastructures</b>	<b>Opération et entretien</b>	<b>Renforcement des capacités</b>	<b>Recherche</b>	<b>Assistance technique</b>	<b>Travail en réseau et coopération</b>	<b>Gestion de l'information et des connaissances</b>	<b>Numéro de page</b>
développement									
Development Gateway Foundation - E- Programme de subventions publiques							✓	✓	139
Fond de l'Emergence des infrastructures en Afrique - Dette à échéance prioritaire		✓							141
Fondation Ensemble		✓	✓	✓		✓	✓		143
Fondation Jean Paul II pour le Sahel - Subventions de la Fondation Jean Paul II pour le Sahel				✓		✓			150
Centre International de Recherche pour le Développement (CIRD) - Connectivity Africa				✓			✓	✓	159
Centre International de Recherche pour le Développement (CIRD) - Programme de Recherche des Villes Focalisées	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	161
Fonds international pour le développement agricole (FIDA) - Recherche subventionnée						✓			168
Petites subventions pour le Programme Zones Humides, Commission UICN des Pays Bas	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	171
Millennium Challenge Account - Subventions	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	173
Société Néerlandaise de Financement du Développement (FMO) - Prêts bonifiés		✓	✓	✓				✓	175
Fond Nordique de Développement (NDF) - Crédits à très longue échéance à des conditions privilégiées pour les projets du secteur public	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	177
Fonds OPEP pour le Développement International - Programme de Subventions		✓		✓	✓	✓		✓	179
OXFAM - Subventions	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	181
Fonds d'Equipeement des Nations Unies (FENU) - Services Consultatifs Techniques de l'Unité de gouvernance locale (LGU)		✓		✓		✓	✓		183
Fonds des Nations Unies pour l'Habitat - Fonds d'affectation spéciale pour l'Eau et l'Assainissement	✓			✓	✓		✓	✓	186

Aperçu des mécanismes de financement appropriés pour le sous-secteur de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau :

Mécanisme de financement/ Intitulé	Politique et réglementation n	Construction infrastructure s	Opération et entretien	Renforcement des capacités	Recherche	Assistance technique	Travail en réseau et coopération	Gestion de l'information et des connaissances	Numéro de page
<b>PROGRAMMES DE FINANCEMENT DE L'UNION EUROPEENNE</b>									30
Office de coopération Europeaid - CE - Coopération décentralisée				√		√	√		31
Pro € Invest							√		33
Office de coopération Europeaid - CE - Réadaptation et reconstruction dans les Pays en développement				√		√			35
<b>BAILLEURS DE FONDS BILATERAUX</b>									37
Autriche/ Agence autrichienne de développement (ADA) - Cofinancement réalisé avec Organisations non gouvernementales autrichiennes (ONG) et l'Union européenne				√	√		√		38
Autriche/ Agence autrichienne de développement (ADA) - Coopération bilatérale pour le développement				√	√		√		40
Canada/ Agence canadienne de développement international (ACDI) - Programme africain de gouvernance locale	√			√	√		√	√	42
Danemark/ Agence danoise de développement international (DANIDA) - Aide bilatérale au développement	√			√		√			44
Danemark/ Conseil de la Recherche pour le Développement - Perfectionnement des capacités de Recherche (ENRECA)				√	√		√		46
France/ Agence Française de Développement (AFD) - Fonds Gari		√	√				√	√	48
France/ Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) - Programme Petites Initiatives				√			√	√	
Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) - Subventions	√	√	√	√		√	√	√	52
Norvège/ Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement (NORAD) - Programmes d'appui du NORAD						√	√		56
Portugal/ Institut portugais de coopération pour le développement (IPAD) - Portugal - Institut de coopération portugaise	√	√	√	√	√	√	√	√	58
Espagne/ Agencia Española de Cooperación Internacional (AECI) - Subventions pour la mise en oeuvre de projets par les ONG intervenant dans la coopération pour le développement	√	√	√	√	√	√	√	√	60
Suède/ Agence suédoise de développement international (ASDI) - Appui aux organisations non gouvernementales	√	√	√	√	√	√	√	√	62
Suède/ Conseil de Recherche de l'ASDI pour les pays en développement - Recherche suédoise pour le développement				√	√				64
RU/ Service du développement international (DFID) - Programme de la communauté européenne pour une efficacité de la réduction de la pauvreté			√	√		√			68
<b>BANQUES DE DEVELOPPEMENT ET PROGRAMMES BANCAIRES</b>									70
Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) - Prêts bonifiés		√	√	√	√	√	√	√	71

Mécanisme de financement/ Intitulé	Politique et règlementation	Construction infrastructure	Opération et entretien	Renforcement des capacités	Recherche	Assistance technique	Travail en réseau et coopération	Gestion de l'information et des connaissances	Numéro de page
Banque Ouest Africaine de Développement [Afrique de l'Ouest (BOAD)] - Lignes de crédit		✓				✓			73
Banque Européenne des Investissements - Prêts, garanties et fonds au profit des sociétés privées des Pays ACP		✓							75
Banque Mondiale - Fondation africaine pour le renforcement des capacités (ACBF) - Subventions ABCF	✓			✓	✓		✓		81
Banque Mondiale - BIRD - Development Marketplace National (CDM)	✓	✓		✓	✓	✓	✓		84
Banque Mondiale - BIRD - Development Marketplace Mondial (GDM)	✓	✓		✓	✓	✓	✓		86
Banque Mondiale - BIRD - Fonds japonais de développement social (JSDF)	✓	✓		✓	✓	✓	✓		88
Banque Mondiale - BIRD - Programme japonais PHRD de subventions de l'assistance technique	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	91
Banque Mondiale - BIRD - Programme de petites subventions				✓			✓	✓	94
Banque Mondiale - Société financière internationale - Fonds africain des infrastructures	✓	✓	✓					✓	97
Banque Mondiale - Société financière internationale - PEP- Partenariat de l'Entreprise Privée de l'Afrique pour l'Afrique	✓	✓				✓			99
<b>FACILITES DE FINANCEMENT</b>									101
Banque Africaine de Développement (BAD) - Facilité africaine de l'eau	✓	✓		✓	✓		✓	✓	102
Groupe des donateurs privés pour les infrastructures (PIDG) - Initiative de réforme et de renforcement du secteur financier (FIRST)						✓			104
Groupe des donateurs privés pour les infrastructures (PIDG) - GarantCo - Société de garantie pour le développement		✓							108
Groupe des donateurs privés pour les infrastructures (PIDG) - Société de développement des infrastructures		✓							112
Facilité de ONU Habitat pour l'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles		✓							117
<b>FONDS DIVERS</b>									123
Coopération Belge pour l'Investissement International - Fonds d'Etude						✓			127
Secrétariat du Commonwealth - Programme Renforcement des capacités et de développement institutionnel	✓			✓		✓			129
Secrétariat du Commonwealth - Programme de Développement Durable du point de vue de l'environnement	✓			✓		✓		✓	131
Secrétariat du Commonwealth - Programme Genre pour l'Égalité et l'Équité	✓			✓					133
Secrétariat du Commonwealth - Programme de Développement du Secteur Public	✓			✓		✓		✓	135
Fonds Danois de l'Investissement International - Fonds de l'Industrialisation des Pays en développement	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	137
Development Gateway Foundation - E- Programme de subventions publiques							✓	✓	139
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) - Programme spécial de sécurité alimentaire : Aides à l'irrigation pour les petits producteurs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	145
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) - Gouvernement Italien - FAO/ Programme de Coopération Italienne	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	148

<b>Mécanisme de financement/ Intitulé</b>	<b>Politique et réglementatio n</b>	<b>Construction infrastructure s</b>	<b>Opération et entretien</b>	<b>Renforcement des capacités</b>	<b>Recherche</b>	<b>Assistance technique</b>	<b>Travail en réseau et coopération</b>	<b>Gestion de l'information et des connaissances</b>	<b>Numéro de page</b>
Fondation Jean Paul II pour le sahel – Subventions de la fondation Jean Paul II pour le sahel				√		√			150
Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) – Grands Projets FEM : International Waters	√			√	√		√	√	152
Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) – Projets moyens FEM : International Waters	√			√	√		√	√	154
Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) – Programme de Petites Subventions FEM : International Waters				√					156
Centre International de Recherche pour le Développement (CIRD) – Connectivity Africa				√			√	√	159
Centre International de Recherche pour le Développement (CIRD) – Programme de Recherche des Villes Focalisées	√	√		√	√	√	√	√	161
Centre International de Recherche pour le Développement (CIRD) – Pauvreté en milieu rural et Environnement	√			√	√	√	√	√	163
Société financière internationale (SFI) – Fonds d'affectation spéciale						√			166
Fonds international pour le développement agricole (FIDA) – Recherche subventionnée	√		√	√	√	√	√	√	168
Petites subventions pour le Programme Zones Humides, Commission UICN des Pays Bas	√	√	√	√		√	√	√	171
Millennium Challenge Account – Subventions	√	√	√	√		√	√	√	173
Société Néerlandaise de Financement du Développement (FMO) – Prêts bonifiés		√	√						175
Fond Nordique de Développement (NDF) – Crédits à très longue échéance à des conditions privilégiées pour les projets du secteur public	√	√	√	√		√	√	√	177
Fonds OPEP pour le Développement International – Programme de Subventions				√		√		√	179
OXFAM – Subventions	√	√	√	√	√	√	√	√	181
Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU) – Services Consultatifs Techniques de l'Unité de gouvernance locale (LGU)		√		√		√	√		183



Aperçu des mécanismes de financement appropriés pour le sous secteur de la Gestion des eaux usées :

Mécanisme de financement/ Intitulé	Politique et réglementation	Construction d'infrastructures	Opération et entretien	Renforcement des capacités	Recherche	Assistance technique	Travail en réseau et coopération	Gestion de l'information et des connaissances	Numéro de page
<b>PROGRAMMES DE FINANCEMENT DE L'UNION EUROPEENNE</b>									
Pro € invest							✓		33
Office de coopération Européenne - CE - Réadaptation et reconstruction dans les Pays en développement				✓		✓			35
<b>BATTEURS DE FONDS BILATERAUX</b>									
Canada/ Agence canadienne de développement international (ACDI) - Programme africain de gouvernance locale	✓			✓	✓		✓	✓	42
France/ Agence Française de Développement (AFD) - Fonds Gari		✓	✓				✓	✓	48
Japon/ Agence japonaise de coopération internationale (JICA) - Subventions	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	52
Portugal/ Institut portugais de coopération pour le développement (IPAD) - Portugal - Institut de coopération portugaise	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	58
Espagne/ Agencia Española de Cooperación Internacional (AECI) - Subventions pour la mise en oeuvre de projets par les ONG intervenant dans la coopération pour le développement	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	60
Suède/ Agence suédoise de développement international (SIDI) - Appui aux organisations non gouvernementales	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	62
Suède/ Conseil de Recherche de l'ASDI pour les pays en développement - Recherche suédoise pour le développement				✓	✓				64
RU/ Service du développement international (DFID) - Programme de la communauté européenne pour une efficacité de la réduction de la pauvreté			✓	✓		✓			68
<b>BANQUES DE DEVELOPPEMENT ET PROGRAMMES BANCAIRES</b>									
Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) - Prêts bonifiés		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	71
Banque Ouest Africaine de Développement [Afrique de l'Ouest (BOAD)] - Lignes de crédit		✓				✓			73
Banque Européenne des Investissements - Prêts, garanties et fonds au profit des sociétés privées des Pays ACP		✓							75
Fonds koweïtien pour le développement économique arabe - Aides à l'assistance technique		✓				✓			79
Banque Mondiale - Fondation africaine pour le renforcement des capacités (ACBF) - Subventions ABCF	✓			✓	✓		✓		81
Banque Mondiale - BIRD - Development Marketplace National (CDM)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		84
Banque Mondiale - BIRD - Development Marketplace Mondial (GDM)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		86
Banque Mondiale - BIRD - Fonds japonais de développement social (JSDF)		✓		✓	✓	✓	✓		88
Banque Mondiale - BIRD - Programme japonais PHRD de subventions de l'assistance technique	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	91
Banque Mondiale - BIRD - Programme de petites subventions				✓			✓	✓	94
Banque Mondiale - Société financière internationale - Fonds africain des infrastructures	✓	✓	✓					✓	97

Mécanisme de financement/ Intitulé	Politique et réglementation	Construction d'infrastructures	Opération et entretien	Renforcement des capacités	Recherche	Assistance technique	Travail en réseau et coopération	Gestion de l'information et des connaissances	Numéro de page
Banque Mondiale – Société financière internationale - PEP- Partenariat de l'Entreprise Privée de l'Afrique pour l'Afrique	✓	✓				✓			99
<b>FACILITES DE FINANCEMENT</b>									<b>101</b>
Banque Africaine de Développement (BAD) - Facilité africaine de l'eau	✓	✓		✓	✓			✓	102
Groupe des donateurs privés pour les infrastructures (PIDG) - Initiative de réforme et de renforcement du secteur financier (FIRST)						✓			104
Groupe des donateurs privés pour les infrastructures (PIDG) - GuarantCo – Société de garantie pour le développement		✓							108
Groupe des donateurs privés pour les infrastructures (PIDG) – InfraCO		✓							110
Groupe des donateurs privés pour les infrastructures (PIDG) - Société de développement des infrastructures		✓							112
Facilité consultative publique privée des infrastructures (PPIAF) - Appui PPIAF	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	114
Facilité de ONU Habitat pour l'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles		✓							117
Agence des Etats Unis pour le Développement International (USAID) – Facilité Communautaire de l'Eau et de l'Assainissement	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	119
<b>FONDS DIVERS</b>									<b>123</b>
Coopération Belge pour l'Investissement International – Fonds d'Etude						✓			127
Secrétariat du Commonwealth - Programme Renforcement des capacités et de développement institutionnel	✓			✓		✓			129
Secrétariat du Commonwealth - Programme de Développement Durable du point de vue de l'environnement	✓			✓		✓		✓	131
Secrétariat du Commonwealth - Programme Genre pour l'Égalité et l'Équité	✓			✓					133
Secrétariat du Commonwealth - Programme de Développement du Secteur Public	✓			✓		✓		✓	135
Fonds Danois de l'Investissement International – Fonds de l'Industrialisation des Pays en développement	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	137
Development Gateway Foundation - E- Programme de subventions publiques							✓	✓	139
Fondation Ensemble		✓	✓	✓		✓	✓		143
Fondation Jean Paul II pour le Sahel - Subventions de la fondation Jean Paul II pour le Sahel				✓		✓			150
Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) - Grands Projets FEM : International Waters	✓			✓	✓		✓	✓	152
Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) - Projets moyens FEM : International Waters	✓			✓	✓		✓	✓	154
Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) - Programme de Petites Subventions FEM : International Waters		✓		✓					156
Centre International de Recherche pour le Développement (CIRD) - Programme de Recherche des Villes Focalisées	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	161
Centre International de Recherche pour le Développement (CIRD) - Pauvreté en milieu rural et Environnement	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	163
Société financière internationale (SFI) - Fonds d'affectation spéciale						✓			166

Mécanisme de financement/ Intitulé	Politique et règlementation	Construction d'infrastructures	Opération et entretien	Renforcement des capacités	Recherche	Assistance technique	Travail en réseau et coopération	Gestion de l'information et des connaissances	Numéro de page
Petites subventions pour le Programme Zones Humides, Commission UICN des Pays Bas	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	171
Millennium Challenge Account - Subventions	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	173
Société Néerlandaise de Financement du Développement (FMO) - Prêts bonifiés		✓	✓						175
Fond Nordique de Développement (NDF) - Crédits à très longue échéance à des conditions privilégiées pour les projets du secteur public	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	176
Fonds OPEP pour le Développement International - Programme de Subventions		✓		✓	✓	✓		✓	179
OXFAM - Subventions	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	181
Fonds d'Équipement des Nations Unies - Services Consultatifs Techniques de l'Unité de gouvernance locale LGU		✓		✓		✓	✓		183
Fonds des Nations Unies pour l'Habitat - Fonds d'affectation spéciale pour l'Eau et l'Assainissement	✓			✓	✓		✓	✓	186

**Aperçu des mécanismes de financement appropriés du sous secteur de l'irrigation :**

<b>Mécanisme de financement/ Intitulé</b>	<b>Politique et réglementation</b>	<b>Construction d'infrastructures</b>	<b>Opération et entretien</b>	<b>Renforcement des capacités</b>	<b>Recherche</b>	<b>Assistance technique</b>	<b>Travail en réseau et coopération</b>	<b>Gestion de l'information et des connaissances</b>	<b>Numéro de page</b>
<b>PROGRAMMES DE FINANCEMENT DE L'UNION EUROPEENNE</b>									<b>30</b>
Office de coopération Européaid - CE - Coopération décentralisée				✓		✓	✓		31
Fonds Européen de Développement - Centre de développement de l'entreprise							✓		
Office de coopération Européaid - CE - Réadaptation et reconstruction dans les Pays en développement				✓		✓			35
<b>BAILLEURS DE FONDS BILATERAUX</b>									<b>37</b>
Autriche/ Agence autrichienne de développement (ADA) - Cofinancement réalisé avec Organisations non gouvernementales autrichiennes (ONG) et l'Union européenne		✓		✓	✓		✓		38
Autriche/ Agence autrichienne de développement (ADA) - Coopération bilatérale pour le développement		✓		✓	✓		✓		40
Canada/ Agence canadienne de développement international (ACDI) - Programme africain de gouvernance locale	✓			✓	✓		✓	✓	42
France/ Agence Française de Développement (AFD) - Fonds Gari		✓	✓				✓	✓	48
Japon/ Agence japonaise de coopération internationale (JICA) - Subventions	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	52
Portugal/ Institut portugais de coopération pour le développement (IPAD) - Portugal - institut de coopération portugaise	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	58
Espagne/ Agencia Española de Cooperación Internacional (AECI) - Subventions pour la mise en oeuvre de projets par les ONG intervenant dans la coopération pour le développement	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	60
Suède/ Agence suédoise de développement international (ASDI) - Appui aux organisations non gouvernementales	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	62
Suède/ Conseil de Recherche de l'ASDI pour les pays en développement - Recherche suédoise pour le développement				✓	✓				64
Suisse/ Secrétariat d'Etat Suisse aux Affaires Economiques (SECO) - Fonds d'Equité de Fidélité du Ghana	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
RU/ Service du développement international (DFID) - Programme de la communauté européenne pour une efficacité de la réduction de la pauvreté			✓	✓		✓			68
<b>BANQUES DE DEVELOPPEMENT ET PROGRAMMES BANCAIRES</b>									<b>70</b>
Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) - Prêts bonifiés		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	71
Banque Ouest Africaine de Développement [Afrique de l'Ouest (BOAD)] - Lignes de crédit		✓				✓			73
Banque Européenne des Investissements - Prêts, garanties et fonds au profit des sociétés privées des Pays ACP		✓							75
Banque islamique de développement - Fonds Waqf		✓				✓			77
Fonds koweïtien pour le développement économique arabe - Aides à l'assistance technique		✓				✓			79

Mécanisme de financement/ Intitulé	Politique et réglementation	Construction d'infrastructures	Opération et entretien	Renforcement des capacités	Recherche	Assistance technique	Travail en réseau et coopération	Gestion de l'information et des connaissances	Numéro de page
Banque Mondiale – Fondation africaine pour le renforcement des capacités (ACBF) - Subventions ABCF	✓			✓	✓		✓		81
Banque Mondiale - BIRD - Fonds japonais de développement social (JSDF)		✓		✓	✓	✓	✓		88
Banque Mondiale - BIRD - Programme japonais PHRD de subventions de l'assistance technique	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	91
Banque Mondiale - BIRD - Programme de petites subventions				✓			✓	✓	94
Banque Mondiale – Société financière internationale – Fonds africain des infrastructures	✓	✓	✓					✓	97
Banque Mondiale – Société financière internationale - PEP- Partenariat de l'Entreprise Privée de l'Afrique pour l'Afrique	✓	✓				✓			99
<b>FACILITES DE FINANCEMENT</b>									<b>101</b>
Banque Africaine de Développement (BAD) - Facilité africaine de l'eau	✓	✓		✓	✓		✓	✓	102
Groupe des donateurs privés pour les infrastructures (PIDG) - Initiative de réforme et de renforcement du secteur financier (FIRST)						✓			104
Groupe des donateurs privés pour les infrastructures (PIDG) - GarantCo – Société de garantie pour le développement		✓							108
Groupe des donateurs privés pour les infrastructures (PIDG) - Société de développement des infrastructures		✓							110
Facilité de ONU Habitat pour l'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles		✓							117
<b>FONDS DIVERS</b>									<b>123</b>
Fondation Africaine de Développement - Petites Subventions		✓		✓		✓			124
Coopération Belge pour l'Investissement International – Fonds d'Etude						✓			127
Secrétariat du Commonwealth - Programme Renforcement des capacités et de développement institutionnel	✓			✓		✓			129
Secrétariat du Commonwealth - Programme de Développement Durable du point de vue de l'environnement	✓			✓		✓		✓	131
Secrétariat du Commonwealth - Programme Genre pour l'Égalité et l'Équité	✓			✓					133
Secrétariat du Commonwealth - Programme de Développement du Secteur Public	✓			✓		✓		✓	135
Fonds Danois de l'Investissement International – Fonds de l'Industrialisation des Pays en développement	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	137
Development Gateway Foundation - E- Programme de subventions publiques							✓	✓	139
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture - Programme spécial de sécurité alimentaire : Aides à l'irrigation pour les petits producteurs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	145
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture - Gouvernement Italien - FAO/ Programme de Coopération Italienne	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	148
Fondation Jean Paul II pour le Sahel - Subventions de la fondation Jean Paul II pour le Sahel				✓		✓			150
Centre International de Recherche pour le Développement (CIRD) - Connectivity Africa				✓			✓	✓	159
Centre International de Recherche pour le Développement (CIRD) - Programme de Recherche des Villes Focalisées	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	161

<b>Mécanisme de financement/ Intitulé</b>	<b>Politique et réglementation</b>	<b>Construction d'infrastructures</b>	<b>Opération et entretien</b>	<b>Renforcement des capacités</b>	<b>Recherche</b>	<b>Assistance technique</b>	<b>Travail en réseau et coopération</b>	<b>Gestion de l'information et des connaissances</b>	<b>Numéro de page</b>
Centre International de Recherche pour le Développement (CIRD) - Pauvreté en milieu rural et Environnement	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	163
Société financière internationale (SFI) - Fonds d'affectation spéciale						✓			166
Fonds international pour le développement agricole (FIDA) - Recherche subventionnée	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	168
Petites subventions pour le Programme Zones Humides, Commission UICN des Pays Bas	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	171
Millennium Challenge Account - Subventions	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	173
Société Néerlandaise de Financement du Développement (FMO) - Prêts bonifiés		✓	✓						175
Fond Nordique de Développement - Crédits à très longue échéance à des conditions privilégiées pour les projets du secteur public	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	177
Fonds OPEP pour le Développement International - Programme de Subventions		✓		✓	✓	✓		✓	179
OXFAM - Subventions	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	181
Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU) - Services Consultatifs Techniques de l'Unité de gouvernance locale (LGU)		✓		✓		✓	✓		183

**Fiches d'information sur les mécanismes de financement**

**A. Programmes de financement de l'Union Européenne**

Source de financement : **Commission européenne – Bureau de la Coopération de l'EuropeAid F2**

Intitulé : **Coopération décentralisée**

**OBJECTIFS**

- Promouvoir une approche plus participative au développement, sensible aux besoins et aux initiatives des populations des pays en développement.
- Promouvoir la contribution à la diversification et au renforcement de la société civile et de la démocratie à la base dans les pays concernés.

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- Développer les ressources et les techniques humaines, le développement local et urbain dans les secteurs économiques et sociaux des pays en développement;
- Informer et mobiliser les agents de la coopération décentralisée;
- Appui au renforcement institutionnel et au renforcement des capacités d'action des agents;
- Apporter l'appui et le suivi méthodologique des mesures

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche				
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances				

**ELIGIBILITE**

**1. Demandeurs**

Cadrage géographique	Pays ACP, UE, de l'Asie, de l'Amérique Latine et de la Méditerranée.
Statut juridique	Centres de recherche, autorités locales et régionales, centres de formation, fédérations/syndicats, ONG de développement, associations.

**2. Activités**

Cadrage	Pays éligibles en 2004 et en 2005 : Angola, Guinée Conakry, RCA, RDC,
---------	---



## A. Programmes de financement de l'Union Européenne

géographique	Somalie, Togo.
Type d'activités financées	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Renforcement institutionnel et renforcement des capacités d'action des agents;</li> <li>➤ Promotion du dialogue Nord-Sud;</li> <li>➤ Améliorer la participation aux programmes de coopération décentralisée; et</li> <li>➤ Amélioration de la communication avec la société civile et la technique.</li> </ul>
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	200.000 EUR à 1.000.000 EUR.
Apport personnel	En moyenne 20% du budget total éligible.
Date d'ouverture/ clôture des appels	Une fois l'an en fin d'année.

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>			
<i>Intitulé du projet</i>	<i>du</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
		n/a	
		n/a	

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Wiepke VAN DER GOOT
Adresse électronique	<a href="mailto:wiepke.vandergoot@cec.eu.int">wiepke.vandergoot@cec.eu.int</a>
Numéro de téléphone	n/a
Page web	<a href="http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/ong_cd/cdc_page_fr.htm">http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/ong_cd/cdc_page_fr.htm</a>

Source de financement : **Fonds Européen de Développement**  
 – **Centre de développement de l'Entreprise**

Intitulé : **Pro C Invest**

### OBJECTIFS

Pour promouvoir des flux d'investissement et de technologie dans les Pays ACP à travers :

- Développement institutionnel des organisations intermédiaires et des associations commerciales ACP (voir la définition ci-dessous) et
- Activités de contrepartie de société entre l'UE et les ACP;

Accorder une assistance technique directe aux sociétés des pays ACP/UE.

### PRIORITES SPECIFIQUES

Dans le domaine du renforcement institutionnel des organisations ACP intermédiaires :

- Planification et élaboration de propositions de politique d'investissement et d'activités de lobby pour leur mise en oeuvre;
- Renforcement des services d'investissement à développement commercial

Dans le domaine de la contrepartie de société :

- Réunions d'investissement et de partenariat regroupant 40 à 80 sociétés ACP/UE;
- Missions intérieures et extérieures ACP de partenariat de secteur avec environ 15 sociétés ACP ou EU à la rencontre de leurs homologues.
- Missions de jumelage par environ 15 sociétés ACP avec les homologues UE

Dans le domaine de l'assistance technique directe :

- Assistance technique individuelle aux sociétés ACP/UE.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	EU/ Pays ACP.
Statut juridique	Chambres de commerce et de l'industrie, fédérations des

	employeurs, agences de promotion de l'investissement, institutions financières, associations de consultants.
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	EU/ Pays ACP.
Type d'activités financées	Études, ateliers, assistance technique et formation, analyse des besoins, analyse des tendances du secteur, identification et choix de la société, organisation de réunion et suivi, étude etc.
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	Entre 50.000 EUR et 250.000 EUR.
Apport personnel	40% minimum.
Date d'ouverture/ clôture des appels	Un appel, quatre dates limites par an.

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
	n/a	
	n/a	

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Patrick KEENE
Adresse électronique	<a href="mailto:Infos@proinvest-eu.org">Infos@proinvest-eu.org</a>
Numéro de téléphone	+32 2 679 1850
Page web	<a href="http://www.proinvest-eu.org/page.asp?id=378">http://www.proinvest-eu.org/page.asp?id=378</a>

Source de financement : **Commission européenne/ Bureau de la Coopération de l'EuropeAid F4**

Intitulé : **Réadaptation et reconstruction dans les Pays en développement**

### OBJECTIFS

- Aider à rétablir une économie professionnelle et les capacités institutionnelles requises pour reconstituer la stabilité sociale et politique dans les pays concernés et satisfaire les besoins des personnes affectées dans l'ensemble;
- Reprendre progressivement l'action humanitaire et préparer le terrain pour la reprise de l'aide au développement à long et à moyen terme;

La durée de ces opérations est limitée et elles doivent être lancées aussi rapidement que possible sans compromettre la qualité de l'évaluation.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- n/a. Voir les critères d'ELIGIBILITE pour de plus amples informations.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche				
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Organisations régionales et internationales;</li> <li>➤ Organisations Non Gouvernementales;</li> <li>➤ Départements et agences étatiques à tous les niveaux, organisations communautaires et opérateurs privés</li> </ul> <p>La réglementation offre la possibilité de Cofinancement réalisé avec d'autres donateurs.</p>
Statut juridique	n/a

#### 2. Activités

Cadrage géographique	
Type d'activités	➤ Décollage de système de production durable;

financées	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Réadaptation matérielle et fonctionnelle des infrastructures de base (santé et éducation) à travers le déminage, l'intégration sociale et des forces militaires démobilisées;</li> <li>➤ Réintégration des populations réfugiées, rapatriées et déplacées;</li> <li>➤ Restauration des capacités institutionnelles locales.</li> </ul>
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	Un minimum de 25% du projet global.
Date d'ouverture/ clôture des appels	A tout moment. Contacter les délégations nationales de l'UE pour des informations complémentaires.

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Jan TEN BLOEMENDAAL
Adresse électronique	Jan.Ten-Blomendaal@cec.eu.int
Numéro de téléphone	+32 2 299 2817
Page web	<a href="http://europa.eu.int/comm/development/index_fr.htm">http://europa.eu.int/comm/development/index_fr.htm</a>

**B. Bailleurs de fonds bilatéraux**

Source de financement : **Autriche/ Agence Autrichienne de Développement – ADA –**

Intitulé : **Cofinancement réalisé avec Organisations Autrichiennes Non Gouvernementales (ONG) et Union européenne**

### OBJECTIFS

Appuyer :

- Programmes avec différents projets visant principalement la réduction de la pauvreté, la gestion durable des ressources naturelles, l'intégration du Genre, la promotion de l'éducation aux droits de l'homme, le renforcement des groupes de population socialement défavorisés, en particulier les personnes frappées d'invalidité, la prévention des conflits et l'instauration de la paix, la promotion de la bonne gouvernance et de la démocratie conformément aux Objectifs du Millénaire pour le Développement et le programme triennal de la CDA;
- Programmes avec différents projets visant principalement la satisfaction durable des besoins fondamentaux des personnes défavorisées et l'amélioration de la capacité de développement propre au groupe bénéficiaire de même que le renforcement des institutions locales;
- Programmes correspondant aux programmes de pays et de secteur ou tout autre cadrage thématique du CDA conformément à l'actuel Programme triennal.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- eau et assainissement;
- éducation et formation, science et recherche pour le développement;
- développement rural;
- énergie;
- investissement et emploi, promotion des petites et moyennes entreprises; et
- prévention et résolution de conflit, bonne gouvernance et état de droit, développement de structures démocratiques, décentralisation, renforcement des droits de l'homme et de la sécurité humaine.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	✓	✓		✓
Recherche	✓	✓		✓
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération	✓	✓		✓
Gestion de l'information et des connaissances				

<b>ELIGIBILITE</b>	
<b>1. Demandeurs</b>	
Cadrage géographique	Autriche
Statut juridique	Organisations Non Gouvernementales de développement satisfaisant aux conditions de l'Acte Autrichien de Coopération pour le développement. Voir <a href="http://www.ada.gv.at/up-media/1963">www.ada.gv.at/up-media/1963</a> NGO framework programmes explanations.pdf.
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays prioritaires de l'Afrique de l'Ouest : Cap Vert et Burkina Faso, Pays de coopération en l'Afrique de l'Ouest : Sénégal.
Type d'activités financées	Programmes-cadres qui pourraient comprendre des projets pilotes et des initiatives faisant la promotion d'échange d'expérience et d'information.
Période	Les Programmes-cadres durent 3 ans.

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	200.000 EUR minimum pour un projet individuel, 300.000 EUR minimum par an et par Programme-cadre.
Apport personnel	20-30% pour les Programmes-cadres, 50-75% pour les autres projets.
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu.

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
	n/a	
	n/a	

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Robert ZEINER, Directeur des programmes et projets, ADA
Adresse électronique	<a href="mailto:pro.kooperation@ada.gv.at">pro.kooperation@ada.gv.at</a>
Numéro de téléphone	+43 1 903 990
Page web	<a href="http://www.ada.gv.at/view.php3?f_id=8664&amp;LNG=en&amp;version=">www.ada.gv.at/view.php3?f_id=8664&amp;LNG=en&amp;version=</a> <a href="http://www.ada.gv.at/view.php3?f_id=4988&amp;LNG=en&amp;version=">www.ada.gv.at/view.php3?f_id=4988&amp;LNG=en&amp;version=</a> [en anglais ou allemand]



Source de financement : **Agence autrichienne de développement – ADA –**Intitulé : **Coopération Bilatérale Autrichienne pour le développement– CAD****OBJECTIFS**

Appuyer :

- programmes avec différents projets destinés principalement à la réduction de la pauvreté, la gestion durable des ressources naturelles, l'intégration du Genre, la promotion de l'éducation aux droits de l'homme, le renforcement des groupes de population socialement défavorisés, en particulier les personnes frappées d'invalidité, la prévention des conflits et l'instauration de la paix, la promotion de la bonne gouvernance et de la démocratie conformément aux Objectifs du Millénaire pour le Développement et le programme triennal de la CDA;
- Programmes avec différents projets visant principalement la satisfaction durable des besoins fondamentaux des personnes défavorisées et l'amélioration de la capacité de développement propre au groupe bénéficiaire de même que le renforcement des institutions locales;
- Programmes correspondant aux programmes de pays et de secteur ou tout autre cadrage thématique du CDA conformément à l'actuel Programme triennal.

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- eau et assainissement;
- éducation et formation, science et recherche pour le développement;
- développement rural;
- énergie;
- investissement et emploi, promotion des petites et moyennes entreprises; et
- prévention et résolution de conflit, bonne gouvernance et état de droit, développement de structures démocratiques, décentralisation, renforcement des droits de l'homme et de la sécurité humaine.

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	✓	✓		✓
Recherche	✓	✓		✓
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération	✓	✓		✓
Gestion de l'information et des connaissances				

<b>ELIGIBILITE</b>	
<b>1. Demandeurs</b>	
Cadrage géographique	Pays en développement
Statut juridique	n/a
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays prioritaires de l'Afrique de l'Ouest : Cap Vert et Burkina Faso, Pays de coopération en Afrique de l'Ouest : Sénégal
Type d'activités financées	Cap Vert : éducation et formation, décentralisation, approvisionnement en eau et assainissement Burkina Faso : enseignement et formation techniques et professionnels; micro entreprises et petites entreprises; développement rural; et conservation des ressources naturelles. Sénégal : développement rural et agriculture, technologie appropriée et développement communautaire.
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	n/a

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
	n/a	
	n/a	

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Robert ZEINER, Directeur des Programmes et des Projets, ADA
Adresse électronique	<a href="mailto:programme@ada.gv.at">programme@ada.gv.at</a>
Numéro de téléphone	+43 1 903 990
Page web	<a href="http://www.ada.gv.at">www.ada.gv.at</a> <a href="http://www.bmaa.gv.at/view.php3?f_id=1463&amp;LNG=en&amp;version=">www.bmaa.gv.at/view.php3?f_id=1463&amp;LNG=en&amp;version=</a>

Source de financement : **Canada/ Agence canadienne de développement international - ACDI -**

Intitulé : **Programme africain de gouvernance locale**

### OBJECTIFS

- Renforcer la gouvernance locale à travers la décentralisation des services publics.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Ce programme comprend la formation dans les secteurs principaux tels que le Genre et la réforme juridique, et la garantie de l'engagement du Gouvernement et la participation communautaire, en particulier celle des pauvres et des femmes dans le gouvernement local. Il inclut l'élaboration d'un programme national de décentralisation tandis que les autorités locales s'informent de la recherche et de l'analyse en égalité Genre, VIH/SIDA, décentralisation, paix et sécurité, et pérennité environnementale pour relever les défis majeurs qui se présentent aux autorités municipales en Afrique.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓	✓	✓	✓
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche	✓	✓	✓	✓
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓	✓	✓

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	La première phase du programme est centrée sur le Ghana, le Mali, le Mozambique, et la Tanzanie.
Statut juridique	Autorités locales, municipales.

#### 2. Activités

Cadrage géographique	La première phase du programme est centrée sur le Ghana, le Mali, le Mozambique, et la Tanzanie.
Type d'activités financées	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les institutions et réseaux africains intervenant en gouvernance locale afin qu'ils puissent mieux répondre aux besoins de leurs clients;</li> <li>➤ Elaboration d'une politique nationale sur la gouvernance</li> </ul>

	locale et la décentralisation; ➤ Capacité municipale locale pour faciliter la prestation de service dans des secteurs tels que l'eau, l'assainissement et la santé; et, ➤ participation et accès publics au Gouvernement.
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu.

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Carol KARDISH, Fédération des municipalités canadiennes
Adresse électronique	ckardish@fcm.ca
Numéro de téléphone	+ 1 613 241 5221
Page web	<a href="http://www.acdi-cida.gc.ca/cida_ind.nsf/AllDocIds/E10A8BD7181124CD85256FA100598651?OpenDocument#2">http://www.acdi-cida.gc.ca/cida_ind.nsf/AllDocIds/E10A8BD7181124CD85256FA100598651?OpenDocument#2</a>

Source de financement : **Danemark/ Agence danoise pour le développement international**  
- DANIDA -

Intitulé : **Aide bilatérale au développement**

### OBJECTIFS

Pour la période 2006-2010 l'aide danoise au développement portera sur :

- les efforts ciblés vers la promotion des OMD – particulièrement en Afrique
- Cadrage accru sur la promotion de la croissance économique – comme voie de sortie hors de la pauvreté
- Aide au développement plus ciblée et plus concentrée – avantage maximum
- Sécurité et développement – une forte voix danoise
- Efforts renforcés en matière d'environnement – un préalable au développement durable
- Un climat – accent sur les solutions globales
- Droits de l'homme et démocratie – un monde libre et juste
- Régions d'origine – concordance à domicile et à l'étranger

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Les programmes bilatéraux danois de pays accordent une priorité spéciale à l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement
- Une considération particulière est accordée à la prise en compte des femmes et des enfants tant dans la conception que dans la mise en œuvre des activités

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓	✓		
Construction d'infrastructures	✓			
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	✓	✓		
Recherche				
Assistance technique	✓	✓		
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Pays en développement, Danemark
Statut juridique	Gouvernements de Pays en développement, ONG Danois, Secteur

	privé de l'UE
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Ghana
Type d'activités financées	Aide budgétaire, appui politique, renforcement des capacités pour la décentralisation, projets de promotion de l'hygiène, projets d'assainissement en milieu scolaire, projet d'approvisionnement en eau et assainissement en milieu rural
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	n/a

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Programme du secteur de l'Eau au Ghana	Le programme du secteur de l'eau vise globalement à améliorer l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène, et contribuer de ce fait aspire une réduction durable de la pauvreté au Ghana. Afin de réaliser cet objectif le programme se compose de quatre volets : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Volet Eau et assainissement de District</li> <li>➤ Volet Gestion Intégrée des Ressources en Eau</li> <li>➤ Volet Education à l'Hygiène en milieu scolaire</li> <li>➤ Volet Appui à la Gestion du Suivi Politique</li> </ul>	<b>Ambassade Danoise au Ghana</b>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Ministère des affaires étrangères du Danemark
Adresse électronique	um@um.dk
Numéro de téléphone	+45 33 92 0000
Page web	<a href="http://www.um.dk/en/">http://www.um.dk/en/</a>

Source de financement : **Danemark/ Conseil de la Recherche pour le Développement**  
(organe consultatif pour le ministère des affaires étrangères, Danemark)

Intitulé : **Perfectionnement des capacités de recherche - ENRECA -**

### OBJECTIFS

- Promouvoir la recherche d'importance pour le développement économique et social du pays;
- Améliorer la capacité du pays à utiliser les résultats de la recherche internationale;
- Améliorer la qualité de la formation offerte dans les établissements de hautes études.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- S'associer à la stratégie nationale de recherche du pays et/ou à la stratégie du pays pour la réduction de la pauvreté

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités		✓		
Recherche		✓		
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération		✓		
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Les projets sont mis en œuvre en partenariat entre une ou plusieurs institutions danoises et une ou plusieurs institutions des pays en développement.
Statut juridique	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Étudiants du PhD, étudiants post-doctoraux, chercheurs individuels, universités et établissements d'enseignement, Établissements étatiques, entreprises et organisations privées du Danemark de même que des pays en développement ayant un PIB par habitant inférieur à 2.023 dollars US, bien que essentiellement de pays du programme du Danemark sauf circonstances spéciales.</li> <li>➤ Domaine de Recherche et être du niveau PhD</li> </ul>

<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Le Danemark de même que les pays en développement ayant un PIB par habitant inférieur à 2.023 dollars US, bien que essentiellement de pays du programme du Danemark sauf circonstances spéciales.
Type d'activités financées	Recherche
Période	Phases triennales. Pour les projets de renforcement de capacités de recherche où les institutions partenaires ont grandement besoin de renforcement des capacités, il peut être nécessaire de compter avec une période spécifique au delà de la première phase afin de garantir des capacités durables.

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	Minimum : DKK 10. 000 (1. 340 EUR) Le secrétariat à la Recherche achemine les demandes de subventions supérieures à DKK 1.000.000 (134.072 EUR) au panel d'experts critiques externes compétents pour évaluation.
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	1er mars chaque année

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Plusieurs projets	Octroyé au printemps 2003	Voir
Plusieurs projets	Octroyé en automne 2003	Voir

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Neils LABELSTEIN
Adresse électronique	um@um.dk
Numéro de téléphone	+45 33 920 000; +45 32 540 533 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.um.dk/danida/evalueringsrapporter/1996-4-11/1996-4-11.10.asp">www.um.dk/danida/evalueringsrapporter/1996-4-11/1996-4-11.10.asp</a>



Source de financement : **France/ Agence Française de Développement – AFD –**Intitulé : **Fonds Gari****OBJECTIFS**

- Encourager les banques et autres intermédiaires financiers à accorder des crédits à moyen et à long terme aux sociétés de la région.

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- Démarrages de société
- Modernisation
- Amélioration de la productivité
- Extension des capacités de production
- Transfert de propriété
- Restructuration

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien	✓	✓	✓	✓
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓	✓	✓

**ELIGIBILITE****1. Demandeurs**

Cadrage géographique	Membres de la CEDEAO : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger; Cap Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.
Statut juridique	Entreprises privées

**2. Activités**

Cadrage géographique	Membres de la CEDEAO : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger; Cap Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo
Type d'activités financées	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Agriculture;</li> <li>➤ Manufacture;</li> <li>➤ Agro-industrie;</li> <li>➤ Pêche;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mines;</li> <li>➤ Tourisme;</li> <li>➤ Construction;</li> <li>➤ Travaux publics;</li> <li>➤ Transport;</li> <li>➤ Industrie hôtelière; et</li> <li>➤ Services apparentés au secteur de production</li> </ul>
Période	Maximum 10 ans

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	Plus de 50%
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
	n/a	
	n/a	

### QUI CONTACTER

Contact	Mr. Patrick OLIVIER DAIPO, CEO
Adresse électronique	<a href="mailto:gari@gari.café.tg">gari@gari.café.tg</a>
Numéro de téléphone	+228 221 0605; +228 221 3505 (Téléfax)
Page web	

Source de financement : **France/ Fonds Français pour l'Environnement Mondial  
(Fonds Français pour l'Environnement Mondial – FFEM –)**

Intitulé : **Programme Petites Initiatives**

### OBJECTIFS

Pour stimuler les initiatives locales qui contribuent à :

- la protection de l'environnement;
- le Renforcement des capacités et le développement institutionnel;
- la sensibilisation publique;
- le Partage d'expériences / leçons d'expériences des petits projets concernant l'environnement.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Lutte contre les polluants organiques persistants.
- Réduction de l'utilisation des polluants organiques persistants dans l'agriculture.
- Traitement des déchets générés par les polluants organiques persistants.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique règlementation et				
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités		✓		✓
Recherche				
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération		✓		
Gestion de l'information et des connaissances		✓		

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Algérie, Bénin, Burkina Faso, Gabon, Madagascar (pays prioritaires de la première phase)
Statut juridique	ONG, OCB, petites et moyennes entreprises locales

#### 2. Activités

Cadrage géographique	Algérie, Bénin, Burkina Faso, Gabon, Madagascar (pays prioritaires de la première phase).
Type d'activités financées	Interventions locales; formation et information; activités génératrices de revenus.
Période	Maximum 2 ans.

1. Les bailleurs de fonds bilatéraux

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
<b>Volume moyen de l'aide</b>	Entre 10.000 EUR et 50.000 EUR
<b>Apport personnel</b>	25% si le cofinancement provient d'une ONG ou une OCB locale. 50% si le cofinancement provient d'un Fonds international ou une ONG internationale.
<b>Date d'ouverture/ clôture des appels</b>	Continu. Les évaluations se tiennent trois fois par an en Mars, Juillet et octobre.

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

<b>Intitulé du projet</b>	<b>Description du projet</b>	<b>Infos complémentaires</b>
	n/a	
	n/a	

### QUI CONTACTER

<b>Contact</b>	Marc-Antoine MARTIN, Secrétaire Général
<b>Adresse électronique</b>	<a href="mailto:martinma@afd.fr">martinma@afd.fr</a> ; <a href="mailto:ffem@afd.fr">ffem@afd.fr</a>
<b>Numéro de téléphone</b>	+33 1 534 44242
<b>Page web</b>	<a href="http://www.ffem.net">www.ffem.net</a> ; <a href="http://www.ffem.fr">www.ffem.fr</a> ; Project Presentation.

Source de financement : **Agence japonaise de coopération internationale - JICA**

Intitulé : **Subventions**

### OBJECTIFS

- Appuyer le développement social : la priorité est accordée aux projets qui répondent aux besoins les plus fondamentaux de la vie humaine.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Approvisionnement en eau;
- Infrastructure environnementale; et
- Mesures de secours en situation de catastrophes, reconstruction.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓	✓	✓	✓
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien	✓	✓	✓	✓
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche				
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓	✓	✓

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Pays en développement : sont éligibles à l'aide en subventions les pays qualifiés pour le financement exempt d'intérêts de l'IDA (l'Association Internationale pour le Développement) de Banque Mondiale.
Statut juridique	Les ONG et les organisations de personnes (OP) disposant d'une capacité établie à mettre en œuvre des types de projets semblables ou qui disposent d'une expérience et d'une capacité suffisante en gestion et contrôle financiers.

#### 2. Activités

Cadrage géographique	Pays en développement : sont éligibles à l'aide en subventions les pays qualifiés pour le financement exempt d'intérêts de l'IDA (l'Association Internationale pour le Développement) de Banque Mondiale.
Type d'activités financées	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ éducation;</li> <li>➤ Santé et soins médicaux;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Approvisionnement en eau pour les besoins quotidiens;</li> <li>➤ Développement agricole;</li> <li>➤ Remise à niveau des infrastructures publique; et</li> <li>➤ Projets de conservation de l'environnement.</li> </ul>
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Aide immédiate à la suite de l'ouragan Mitch	L'ouragan Mitch a frappé l'Amérique Centrale en octobre 1998, dévastant le Honduras, le Nicaragua et d'autres pays de la région et affligeant deux millions de personnes.	<a href="mailto:jicagap-opinion@jica.go.jp">jicagap-opinion@jica.go.jp</a>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Les organisations qui souhaiteraient postuler à une petite subvention, devraient s'adresser au Chargé de Petites Subventions dans leur pays. Agence japonaise de coopération internationale (JICA)
Adresse électronique	<a href="mailto:jicagap-opinion@jica.go.jp">jicagap-opinion@jica.go.jp</a>
Numéro de téléphone	+81 3 5352 5311/5312/5313/5314
Page web	<a href="http://www.jica.go.jp/english">www.jica.go.jp/english</a>

Source de financement : **Société Néerlandaise de Financement du Développement**  
- FMO -

Intitulé : **Transactions d'exportation pour le développement – ORET –**  
- Facilité de l'eau

### OBJECTIFS

- Appuyer les sociétés qui veulent entrer en activité dans les pays en développement
- Promouvoir le climat d'investissement dans les pays en développement en facilitant les investissements dans l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement.

### PRIORITES SPECIFIQUES

**Le programme ORET a trois facilités :**

- La facilité liée, la facilité non liée, et la facilité de l'eau. La facilité de l'eau est destinée aux transactions d'exportation pour les investissements dans le secteur de l'eau potable et l'assainissement. Cette facilité de l'eau est à la fois liée et non liée, selon le pays où la transaction a lieu.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures	✓			
Opération et entretien				
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Seules les sociétés établies aux Pays Bas et qui opèrent en dehors peuvent postuler à une facilité liée de l'eau. La facilité non liée ne prévoit pas cette condition.
Statut juridique	Entreprises privées

#### 2. Activités

Cadrage géographique	<i>Facilité liée</i> : Ghana, Côte d'Ivoire, Cameroun. <i>Facilité non liée</i> : Bénin, Burkina Faso, République centrafricaine, Tchad, Congo (République Démocratique), Guinée équatoriale, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Sierra Leone, Togo.
----------------------	--

Type d'activités financées	Activités qui contribuent au développement économique durable du pays. Pour garantir la pérennité des investissements, le FMO tient compte également des aspects tels que la gouvernance des sociétés et la politique environnementale et sociale. <u>Le projet peut ne pas être commercialement viable.</u>
Période	L'investissement, dont la transaction d'exportation fait partie, doit avoir une période rentable supérieure à 10 ans.

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	La valeur totale de la transaction d'exportation peut ne pas être supérieure à 45.000.000 EUR.
Apport personnel	Le pourcentage de la subvention tant pour la facilité liée de l'eau que la facilité non liée s'élève à 50%.
Date d'ouverture/ clôture des appels	n/a

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

Intitulé du projet	Description du projet	Infos complémentaires
Approvisionnement en eau potable au profit de 100.000 Ghanéens	FMO, ABN AMRO et ING a offert à la Société Ghanéenne des Eaux (Ghana Water Company) un prêt en participation de 40 millions EUR. Le FMO a participé à ce prêt à hauteur de 21 millions EUR de subvention ORET.	<u>Site web du FMO</u>

### QUI CONTACTER

Contact	Société Néerlandaise de Financement du Développement (FMO)
Adresse électronique	<a href="mailto:oret@fmo.nl">oret@fmo.nl</a>
Numéro de téléphone	+31 70 314 9696
Page web	<a href="http://www.fmo.nl/en/products/capitalgoodsexport-more.php">www.fmo.nl/en/products/capitalgoodsexport-more.php</a> <a href="http://www.fmo.nl/downloads/Financieel_model_ORET-projecten.xls">www.fmo.nl/downloads/Financieel_model_ORET-projecten.xls</a>



Source de financement : **Norvège/ Agence norvégienne de coopération pour le développement**  
**- NORAD -**

Intitulé : **Programme d'appui du NORAD**

### OBJECTIFS

- Financer la recherche et la coopération institutionnelle entre les institutions norvégiennes de recherche et les institutions de recherche dans les pays en développement;
- Appuyer les organisations internationales

### PRIORITES SPECIFIQUES

Appuyer :

- Les organisations internationales (à savoir le GWP; CCAEA);
- La société civile (thèmes : les femmes, les enfants, l'environnement, l'éducation, le VIH/ SIDA et la santé);
- Le secteur privé (assistance pour promouvoir le transfert de technologie, des biens et des services pour appuyer le développement des infrastructures et des activités commerciales dans les pays en développement).

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités				
Recherche	✓	✓		
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération	✓	✓		
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	n/a
Statut juridique	n/a

#### 2. Activités

Cadrage géographique	n/a
Type d'activités	n/a



Source de financement : **Portugal/ Institut portugais de coopération pour le développement**  
- IPAD -

Intitulé : **Appui de l'IPAD aux ONG intervenant dans le développement**

### OBJECTIFS

- Promouvoir des conditions de vie améliorées dans les pays en développement et consolider la démocratie et l'Etat de droit.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Promotion et défense de la langue portugaise (appui à l'enseignement des langues; appui aux systèmes de radiodiffusion);
- Coopération dans les domaines essentiels tels que la santé, l'éducation et la science;
- Coopération institutionnelle (assistance technique et formation pour le renforcement de l'Etat de droit et de la société civile, et l'efficacité et la transparence des dispositifs administratifs) et coopération technique et militaire;
- Coopération commerciale (encourager les investissements, l'assistance technique et la formation).

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓	✓	✓	✓
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien	✓	✓	✓	✓
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche	✓	✓	✓	✓
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓	✓	✓

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Portugal
Statut juridique	ONG enregistré à l'Institut portugais de coopération pour le développement -IPAD-

#### 2. Activités

Cadrage géographique	Pays en développement avec une préférence pour les pays de langue portugaise.
----------------------	---

Type d'activités financées	Essentiellement l'éducation et la formation. Certains petits investissements dans l'équipement et l'infrastructure peuvent s'appliquer aux activités de l'éducation.
Période	n/a

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	Inférieur à 100.000 EUR
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Éducation à l'eau et à l'assainissement environnemental	Éducation à l'eau et à l'assainissement environnemental et construction de latrines améliorées	<a href="#">Site web de l'IPAD</a>

### QUI CONTACTER

Contact	Institut portugais de coopération pour le développement -IPAD-
Adresse électronique	<a href="mailto:cooperacao.portuguesa@ipad.mne.gov.pt">cooperacao.portuguesa@ipad.mne.gov.pt</a>
Numéro de téléphone	+35 1 213 176700; +35 1 213 147897
Page web	<a href="http://www.ipad.mne.gov.pt">www.ipad.mne.gov.pt</a>

Source de financement : **Agence espagnole de coopération pour le développement**

**Agencia Española de Cooperación Internacional – AECI –**

Intitulé : **Subventions pour la mise en oeuvre de projets par des ONG travaillant en Corporation de Développement**

### OBJECTIFS

- Renforcer les capacités sociales, institutionnelles et humaines;
- Développer les capacités financières et économiques;
- Accroître les capacités à assurer la pérennité environnementale;
- Accroître la liberté et les capacités culturelles;
- Accroître l'habilitation des femmes;
- Développer les capacités à prévenir les conflits et à instaurer la paix.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Contribution à la réalisation de la paix et au développement durable;
- Promotion et défense des droits de l'homme et de la démocratie;
- Approfondissement des relations bilatérales et multilatérales dans divers domaines;
- Réglementation des flux migratoires vers notre pays;
- Protection des citoyens espagnols qui se trouvent dans la région;
- Promotion de la langue et de la culture espagnoles.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique réglementation et	✓	✓	✓	✓
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien	✓	✓	✓	✓
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche	✓	✓	✓	✓
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓	✓	✓

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Pays en développement.
Statut juridique	ONG espagnoles inscrites auprès de l'agence espagnole de coopération pour le développement (AECI).

#### 2. Activités

Cadrage géographique	Pays en développement.
Type d'activités financées	n/a
Période	Maximum 2 ans.

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/clôture des appels	Juin/Juillet de chaque année.

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Seminario avanzado del programa Azahar sobre la gestión integral del agua por cuencas hidrográficas		<a href="http://www.aeci.es/9-Proyectos/archivo_actividades/2004/cuencas.htm">http://www.aeci.es/9-Proyectos/archivo_actividades/2004/cuencas.htm</a>
Formación de profesionales africanos y asiáticos con un seminario avanzado de gestión de residuos urbanos		<a href="http://www.tecniberia-asince.es">http://www.tecniberia-asince.es</a>

### QUI CONTACTER

Contact	Agencia Española de Cooperación Internacional -AECI- Centro de Información Avda. Reyes Católicos, 4 28040-Madrid (España)
Adresse électronique	<a href="mailto:centro.informacion@aeci.es">centro.informacion@aeci.es</a>
Numéro de téléphone	+34 91 583 8100/01/02/; +34 91 583 8310/11/13 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.aeci.es">www.aeci.es</a>

Source de financement : **Agence Suédoise de Coopération pour le développement International -ASDI-**

Intitulé : **Subventions - Appui aux organisations non gouvernementales**

### OBJECTIFS

- L'objectif consiste à utiliser l'appui à la coopération au développement des organisations non gouvernementales Suédoises pour promouvoir le développement d'une société civile solide et démocratique et pour enrichir les organisations de coopération locales.

### PRIORITES SPECIFIQUES

Il y existe deux types de contribution à l'information auxquels les organisations non gouvernementales suédoises peuvent postuler auprès de l'ASDI : Contributions au programme et contributions à la coopération.

- Réduction de la pauvreté à travers la croissance économique
- Ressources naturelles et l'environnement
- Contributions de l'ASDI à l'aide humanitaires pour la paix et la sécurité
- Réformes économiques
- Appui à travers les ONG suédoises
- Recherche
- Droits de l'homme et démocratie

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓	✓	✓	✓
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien	✓	✓	✓	✓
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche	✓	✓	✓	✓
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓	✓	✓

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Suède
Statut juridique	Les organisations suédoises dirigent et mettent elles mêmes en oeuvre les opérations auxquelles contribue l'ASDI.

#### 2. Activités

Cadrage géographique	Pays choisis par le Parlement suédois. Environ 120 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe. Voir <a href="http://www.asdi.se/asdi/isp/asdi.isp?d=100&amp;language=en_US">http://www.asdi.se/asdi/isp/asdi.isp?d=100&amp;language=en_US</a>
Type d'activités financées	n/a
Période	n/a

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	Maximum de subvention de la planification : SEK 75.000 Maximum de subvention de projet : n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu, voir <a href="http://www.asdi.se/asdi/isp/asdi.isp?d=113&amp;language=en_US">http://www.asdi.se/asdi/isp/asdi.isp?d=113&amp;language=en_US</a>

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
	n/a	
	n/a	

### QUI CONTACTER

Contact	Bureau principal de l'ASDI
Adresse électronique	<a href="mailto:sida@sida.se">sida@sida.se</a>
Numéro de téléphone	+ 46 8 698 5000
Page web	<a href="http://www.sida.se">www.sida.se</a>



Source de financement : **Suède/ Conseil de Recherche de l'ASDI pour les Pays en développement**

Intitulé : **Recherche suédoise pour le développement**

### OBJECTIFS

- Appuyer la recherche dans les universités occupant une position centrale dans le système national de la recherche et de l'éducation. Dans les pays ayant des capacités de recherche établies, l'appui suédois pourrait être orienté vers la génération de nouvelles connaissances dans le cadre des priorités thématiques de recherche, et vers l'entretien de liens avec la recherche suédoise.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Ressources naturelles et sciences environnementales;
- Sciences naturelles et technologie;
- Sciences humaines et sciences sociales; et
- Recherche à la santé.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche	✓	✓	✓	✓
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Coopération bilatérale à la recherche : Pays à faible revenu. Recherche thématique : environ 30 organisations internationales et 35 réseaux et groupes servant de noyaux à la collaboration régionale de recherche suédoise pour le développement : Suède
Statut juridique	Coopération bilatérale à la recherche : Universités Recherche thématique : 30 organisations internationales et réseaux et groupes servant de noyaux à la collaboration régionale suédoise à la Recherche pour le développement : Chercheurs individuels ou groupes de chercheurs travaillant dans les écoles supérieures et les universités suédoises ou autres institutions de

	recherche.
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays choisis par le Parlement suédois. Environ 120 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe. Voir <a href="http://www.asdi.se/asdi/jsp/asdi.jsp?d=100&amp;language=en_US">http://www.asdi.se/asdi/jsp/asdi.jsp?d=100&amp;language=en_US</a>
Type d'activités financées	Formation des étudiants de PhD. dans les projets de recherche; Construction de Laboratoires; Équipements en bibliothèques modernes; Etablissement de fonds de recherche locaux; Mécanismes d'allocation de priorité dans les propositions de recherche; et Dialogue sur la réforme des universités et des systèmes nationaux de recherche.
Période	n/a

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	Le montant maximum auquel on peut postuler pour une subvention de planification est de SEK 75.000.
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	La prochaine période de réception des demandes de subvention de planification débutera en mi février 2006. La dernière date de réception des demandes est prévue au 20 Mars 2006. Les demandes seront soumises par voie de système de demande web.

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Gestion d'écosystème sahélien	Au Burkina Faso, un pays enclin à la sécheresse et à de graves problèmes de dégradation, la recherche porte sur la gestion de l'écosystème sahélien	<u>Voir rapport</u>
Gestion Intégrée des Ressources en Eau et l'économie environnementale.	Gestion Intégrée des Ressources en Eau et économie environnementale en Ethiopie	<u>Voir rapport</u>

### QUI CONTACTER

Contact	Berit OLSSON
Adresse électronique	<a href="mailto:uforsk@asdi.se">uforsk@asdi.se</a>
Numéro de téléphone	+46 8 698 5000
Page web	<a href="http://www.asdi.se">www.asdi.se</a>

Source de financement : **Suisse - Secrétariat d'Etat Suisse aux Affaires Economiques**  
**- SECO -**

Intitulé : **Fonds d'Equité de Fidélité du Ghana**

### OBJECTIFS

- Contribuer au développement des marchés monétaires et financiers au Ghana en offrant à nos clients un large éventail de services d'investissement spécialisé.

### PRIORITES SPECIFIQUES

Le fonds investit dans

- le démarrage de sociétés;
- les sociétés établies cherchant à développer leurs activités sur les marchés locaux ou internationaux.

Les investissements sont faits principalement à travers des actionnariats de minorité, souvent combiné avec des instruments de quasi-équité. Le fonds n'investit pas plus de 20% de son capital dans un projet. Le fonds n'investit pas plus de 20% de son capital dans un démarrage.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				✓
Construction d'infrastructures				✓
Opération et entretien				✓
Renforcement des capacités				✓
Recherche				✓
Assistance technique				✓
Travail en réseau & coopération				✓
Gestion de l'information et des connaissances				✓

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Ghana
Statut juridique	n/a

#### 2. Activités

Cadrage géographique	Ghana
Type d'activités financées	Tout secteur qui présente le Ghana comme ayant de bonnes possibilités d'exportation et démontrant un grand potentiel de

	croissance : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Industries agro-alimentaires (transformation des produits de base pour l'exportation)</li> <li>➤ Tourisme et industrie hôtelière</li> <li>➤ Transport</li> <li>➤ Production de sel</li> <li>➤ Télécommunications et technologie de l'information</li> <li>➤ Services financiers</li> </ul>
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	Entre 10 0.000 et 400.000 dollars US par projet.
Apport personnel	Au moins 51% du capital de la société.
Date d'ouverture/clôture des appels	Continu

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
	n/a	
	n/a	

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Mr. Kenneth THOMPSON, Funds manager
Adresse électronique	<a href="mailto:services@fidelityghana.com">services@fidelityghana.com</a>
Numéro de téléphone	+233 21 245 850; +233 21 245 851 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.fidelitysite.com">www.fidelitysite.com</a>

Source de financement : **Royaume Uni / Service du développement international  
- DfID -**

Intitulé : **EC-PREP Communauté Européenne  
Programme d'efficacité de la réduction de la pauvreté**

### OBJECTIFS

- Améliorer l'impact de l'aide au développement de la Communauté européenne sur la réduction de la pauvreté à travers une collaboration intensifiée entre la Commission européenne et le service du développement international du RU (DfID)
- Réduire de moitié le nombre de personnes vivant la pauvreté extrême d'ici 2015

### PRIORITES SPECIFIQUES

Recherche et études autour des thèmes suivants :

- commerce et développement;
- Intégration et coopération régionales;
- Appui macro-économique et accès équitable aux services sociaux;
- Transport;
- Sécurité alimentaire et développement rural durable;
- Renforcement des capacités institutionnelles

Recherche portant sur les questions transversales telles que droits de l'homme, l'environnement, le Genre, la gouvernance, la prévention des conflits et gestion des crises liées à l'éradication de la pauvreté seront aussi pris en compte comme projet éligible.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien	✓	✓	✓	✓
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche				
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Etats membres de l'UE. Les institutions non installées dans l'UE peuvent postuler conjointement avec un partenaire en UE
Statut juridique	Programme ouvert aux centres de recherche, aux autorités locales et régionales, aux fédérations/syndicats, aux administrations/

	états, aux ONG de développement, aux universités, aux associations
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays de l'UE, ACP, latino-américains et asiatiques
Type d'activités financées	Recherche, études
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	Entre 50.000 et 160.000 EUR
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Le programme est lancé une fois par an mais se trouve actuellement sous évaluation. Selon les résultats de cette évaluation, le cabinet d'experts conseils britannique Emerging Markets Group -EMG- (responsable de la sélection des propositions) lancera un nouvel appel.

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
	n/a	
	n/a	

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Emerging Markets Group (EMG) Ltd. EC-PREP
Adresse électronique	<a href="mailto:ec-prep@deloitte.co.RU">ec-prep@deloitte.co.RU</a>
Numéro de téléphone	+44 207 303 2106; +44 207 303 3125 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.ec-prep.org">www.ec-prep.org</a>

**C. Banques de développement et Programmes bancaires**

Source de financement : **Banque arabe pour le développement économique en Afrique – BADEA –**

Intitulé : **Prêts bonifiés**

### OBJECTIFS

- Participer au financement du développement économique dans les pays africains non Arabes;
- Stimuler la contribution du capital arabe pour le développement africain;
- Contribuer à l'assistance technique requise pour le développement de l'Afrique.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- La priorité est accordée aux secteurs du développement agricole et des infrastructures pendant la période de planification sans négliger les autres secteurs tels que l'industrie, l'énergie, la santé, l'éducation, et l'environnement, et en adoptant une flexibilité pour prendre en charge les besoins et les priorités des pays bénéficiaires.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien	✓	✓	✓	✓
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche	✓	✓	✓	✓
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓	✓	✓

### ELIGIBILITE

<b>1. Demandeurs</b>	
Cadrage géographique	Pays africains.
Statut juridique	Gouvernements nationaux et secteur privé.
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays africains.
Type d'activités financées	n/a
Période	n/a



<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a Maximum de 18 millions de dollars US.
Apport personnel	40%. 10% si le prêt est inférieur à 15 millions de dollars US
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Banque arabe pour le développement économique en Afrique
Adresse électronique	<a href="mailto:badea@badea.org">badea@badea.org</a>
Numéro de téléphone	+249 1 837 736 46/709/ Fax : +249 1 837 706 00/498
Page web	<a href="http://www.badea.org">www.badea.org</a>

Source de financement : **Banque Ouest Africaine de Développement – BOAD – Afrique de l'Ouest**

Intitulé : **Lignes de crédit**

### OBJECTIFS

- Promouvoir le développement équilibré des Etats membres et
- Réaliser l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest en finançant des projets prioritaires de développement rural, d'infrastructures de base et modernes, de télécommunications, d'énergie, d'industrie, de transport, d'industries de transformation agricoles, de tourisme et d'autres services.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Appui au secteur privé;
- Intégration économique;
- Assistance technique;
- Lutte contre la pauvreté;
- Mobilisation des ressources et coopération.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien				
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo
Statut juridique	États membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA); leurs communautés et leurs établissements publics; les organisations, les sociétés et les particuliers contribuant au développement ou à l'intégration des économies des États membres; toutes les personnes ou entités de l'UEMOA ou de l'étranger désireux d'investir dans la région des opérations de l'UEMOA et dans les domaines d'intervention de la BOAD.

<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo
Type d'activités financées	Les domaines d'intervention de la banque concernent le secteur public (commercial et non lucratif) et le secteur privé : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Industrie et l'industrie agro-alimentaire;</li> <li>➤ Développement rural;</li> <li>➤ Infrastructure de base et moderne;</li> <li>➤ Télécommunications;</li> <li>➤ Énergie;</li> <li>➤ Transport, et hôtellerie et autres services</li> </ul>
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	La BOAD exige des contributions en capital social personnel. Pour les nouveaux projets, ces contributions se situeront entre 25% et 40% du total des investissements y compris le fonds de roulement, selon les secteurs. Pour les projets en cours de développement, la contribution minimum sera appréciée en tenant compte de la structure de dette de la compagnie et du risque du projet.
Date d'ouverture/clôture des appels	Continu

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
BOAD/Société Mère des Eaux du Niger (SPEN)	Le projet comporte la réhabilitation des stations de stockage et de production du Système d'Approvisionnement en Eau Potable de même l'optimisation du réseau de distribution, son intensification et son extension aux zones périphériques de la ville de Zinder.	<u>BOAD News (in French)</u>
BOAD/Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB)	Le projet vise à renforcer et à étendre le système d'approvisionnement en eau potable de la ville de Cotonou et ses environnements à travers la réhabilitation des ouvrages et de l'équipement existants et la réalisation de nouveaux forages.	<u>BOAD News (in French)</u>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)
Adresse électronique	<a href="mailto:boadsiege@boad.org">boadsiege@boad.org</a>
Numéro de téléphone	+228 221 5906/221 4244/221 0113; +228 221 5267/221 7269 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.boad.org">www.boad.org</a>

Source de financement : **Banque Européenne des Investissements**Intitulé : **Prêts, garanties et fonds au profit des sociétés privées des Pays ACP****OBJECTIFS**

- Appuyer le développement à court et à long terme du secteur privé des Pays ACP

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- Transport;
- industrie;
- environnement;
- économie, finances;
- coopération et développement; et
- agriculture

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien				
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

**ELIGIBILITE****1. Demandeurs**

Cadrage géographique	Afrique, Caraïbe, Pacifique
Statut juridique	Secteur privé ou secteur public géré commercialement

**2. Activités**

Cadrage géographique	Afrique, Caraïbe, Pacifique
Type d'activités financées	Création de sociétés et appui aux investissements. Appui aux projets d'investissement identifiables, ou des plus grands programmes sectoriels, qui répondent aux critères de solidité des points de vue techniques, environnementaux, financiers et économiques. Les secteurs éligibles sont l'agriculture commerciale, l'industrie, l'agro-industrie, l'exploitation minière, le tourisme,

	l'énergie, l'infrastructure de génération de revenus, et le secteur financier
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	Maximum 50% du coût total des coûts du projet
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
	n/a	
	n/a	

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Bram SCHIM VAN DER LOEFF, Service de la Communication et de l'information
Adresse électronique	<a href="mailto:a.schimvanderloeff@eib.org">a.schimvanderloeff@eib.org</a>
Numéro de téléphone	+35 2 437 93130/4; +35 2 437 93189 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.eib.org/site/index.asp?designation=acc">http://www.eib.org/site/index.asp?designation=acc</a>

Source de financement : **Banque Islamique de Développement –IDB-**Intitulé : **Fonds Waqf****OBJECTIFS**

- Permettre aux communautés musulmanes vivant dans des pays non musulmans de réaliser un certain niveau de développement économique et de progrès social.

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- Opérations d'assistance spéciales, en particulier pour les communautés musulmanes des pays non musulmans, y compris les projets éducatifs, la santé et les projets sociaux, et les activités de secours;
- Institut islamique de Recherche et de formation (IRTI);
- Programmes de Bourses;
- Programme de Coopération Technique;
- Compte Spécial pour PMMA;
- Financement de Prêts et de subventions d'Assistance technique; et
- Contribution au projet Arabe saoudien pour l'utilisation de la viande du hajj

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures	✓			✓
Opération et entretien				
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique	✓			✓
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

**ELIGIBILITE****1. Demandeurs**

Cadrage géographique	Pays membres de la BID et organisations musulmanes dans des pays non musulmans
Statut juridique	n/a

**2. Activités**

Cadrage géographique	Pays membres de la BID et organisations musulmanes dans des pays non musulmans. Le bureau de Rabat couvre l'Algérie, le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, la Libye, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, le Niger, le Sénégal, la Sierra Leone, le Togo, et la Tunisie.
----------------------	--

Type d'activités financées	Secours d'urgence, assistance technique, bourses
Période	n/a

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/clôture des appels	n/a

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Approvisionnement en eau villageois en Guinée	La BID a accordé une assistance technique et un prêt pour faire des forages et pour installer des pompes dans 350 villages en 1986. Le projet a été évalué 9 ans plus tard et s'est révélé avoir réalisé des bénéfices durables.	<u>Voir rapport</u>

### QUI CONTACTER

Contact	Bureau de la BID à Rabat
Adresse électronique	<a href="mailto:rorm@isdb.org">rorm@isdb.org</a>
Numéro de téléphone	+212 7 757 191; +212 7 659 751
Page web	<a href="http://www.isdb.org">www.isdb.org</a>

Source de financement : **Fonds koweïtien pour le développement économique arabe (KFAED)**

Intitulé : **Aide à l'assistance technique**

### OBJECTIFS

Aider les pays arabes et autres pays en développement à développer leurs économies et pour accorder à ces pays les prêts requis pour la mise en œuvre de leurs programmes de développement à travers :

- Octroi de prêts et de garanties,
- Subventions à travers l'assistance technique et en accordant d'autres types d'assistance technique,
- Souscription aux capitaux sociaux des sociétés ayant un caractère développemental,
- Contribution aux capitaux sociaux des institutions internationales et régionales de financement de développement et autres institutions de développement et représentant l'état Koweïtien dans ces institutions.

Aides à l'assistance technique

- financer les études de faisabilité de préfinancement destinées à la recherche d'opportunités de renforcement de capacités productives, et de service consultatif technique et économique.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- n/a

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures	✓		✓	✓
Opération et entretien				
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique	✓		✓	✓
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Tous les pays
Statut juridique	➤ Gouvernement central et provincial, équipements collectifs



	<p>publics et autres sociétés anonymes par actions gérées par l'Etat;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Institutions de développement, internationales, régionales ou nationales et, en particulier, les institutions de <b>financement du développement</b>;</li> <li>➤ Entités constituées qui entreprennent des projets conjointement détenus par un certain nombre de pays en développement de même que les entreprises privées mixtes ou qui jouissent de la personnalité d'entreprise à caractère développemental et non pas simplement orientées vers la réalisation de profits. Ces entreprises doivent être sous l'administration de l'un ou plusieurs pays en développement ou être de la nationalité de ce pays.</li> </ul>
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays arabes ou pays en développement
Type d'activités financées	Enquêtes de pré investissement, études pour l'identification de d'investissements et de projets intéressants, études de faisabilité, préparation de projet, études sectorielles et
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	KWD 100.000 – 300.000 (Environ 340.000 – 1.000.000 de dollars US)
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	n/a

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Étude de faisabilité pour l'irrigation des plaines d'Accra au Ghana	Subvention de KD 200.000 d'Assistance technique	<u>Voir rapport</u>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Abdulrahman H. HASHEM, Directeur régional, Pays de l'Afrique de l'Ouest; Raed M. ALKANDARI, Chef de la Division des Subventions d'Assistance technique & Kf.
Adresse électronique	<a href="mailto:alhashim@kuwait-fund.org">alhashim@kuwait-fund.org</a> ; <a href="mailto:alkandari@KUWAIT-FUND.ORG">alkandari@KUWAIT-FUND.ORG</a>
Numéro de téléphone	+965 299 9000
Page web	<a href="http://www.kuwait-fund.org">www.kuwait-fund.org</a>

Source de financement : **Banque Mondiale - Fondation africaine pour le renforcement des capacités – ACBF –**

Intitulé : **Subventions de l'ACBF**

### OBJECTIFS

- Renforcer le secteur public structurel et son interface avec le secteur privé et la société civile, et
- Appuyer les initiatives régionales dans le secteur de la formation spécialisée, l'analyse politique, la recherche politique appliquée, la négociation et le plaidoyer politique.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Analyse et gestion de la politique économique;
- Gestion et responsabilité financières;
- Renforcement des statistiques nationales;
- Administration et gestion publiques;
- Renforcement de la capacité d'analyse politique du parlement national;
- professionnalisation de la voix du secteur privé et de la société civile.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓	✓	✓	✓
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche	✓	✓	✓	✓
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Pays africains et Pays africains non africains et institutions, à savoir Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Tchad, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Danemark, Finlande, France, Gabon, Ghana, Inde, Irlande, Kenya, Malawi, Mali, Mauritanie, îles Maurice, Pays Bas, Nigeria, Norvège, Rwanda, Sénégal, Suède, Tanzanie, Ouganda, Royaume Uni, Etats-Unis d'Amérique, Zambie et Zimbabwe. Les pays et organisations sur le point d'achever les formalités légales et
----------------------	---

	administratives d'adhésion comprennent Djibouti, Guinée équatoriale, Ethiopie, Union européenne, Guinée Conakry, République du Congo (Brazzaville), et Soudan
Statut juridique	➤ Par principe, la Fondation n'octroie pas d'aide financière aux individus. Les fonds de subventions de la Fondation sont accordés aux organisations et non pas aux individus.
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays africains et Pays africains non africains et institutions, à savoir Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Tchad, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Danemark, Finlande, France, Gabon, Ghana, Inde, Irlande, Kenya, Malawi, Mali, Mauritanie, îles Maurice, Pays Bas, Nigeria, Norvège, Rwanda, Sénégal, Suède, Tanzanie, Ouganda, Royaume Uni, Etats-Unis d'Amérique, Zambie et Zimbabwe. Les pays et organisations sur le point d'achever les formalités légales et administratives d'adhésion comprennent Djibouti, Guinée équatoriale, Ethiopie, Union européenne, Guinée Conakry, République du Congo (Brazzaville), et Soudan
Type d'activités financées	➤ Les subventions ne peuvent servir au financement d'infrastructure physique telle que les bâtiments ou les dotations. L'assistance technique et consultative est accordée aux bénéficiaires de projet à plusieurs niveaux du cycle de gestion de projet, à savoir la conception, la préparation, la mise en œuvre, la supervision et le suivi.
Période	n/a

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	Le volume moyen de l'aide est d'environ 2.0 millions de dollars US pour les projets et les programmes. Cependant, avec l'introduction de programmes d'intervention nationaux complètes et ciblées dans le cadre du Plan Stratégique à Moyen Terme, 2002-2006, le volume moyen de l'aide variera selon le type d'intervention. Pour les Interventions Complètes, le volume moyen de l'aide est de 12.0 millions de dollars US, tandis que pour les Interventions Ciblées le volume moyen de l'aide est de 2.5 millions de dollars US.
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	n/a

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Projet pour le Renforcement de l'Interface entre les Etats et les Chambres d'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest (PRIECA/AO)	En décembre 2000, le Conseil d'Administration a approuvé une subvention pour le renforcement de l'interface entre les Etats et les Chambres d'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. L'objectif principal du projet est d'aider à former la base d'un dialogue plus efficace entre les Gouvernements et les groupes d'intérêt organisés du secteur agricole des pays de la sous	<u>Voir rapport</u>

	<p>région. Le projet comporte les volets suivants: (i) appui institutionnel à la Chambre d'agriculture et au secrétariat de la CMA/AOC; (ii) fonds de consultation pour appuyer le programme de recherche; (iii) la formation; (iv) la publication et la diffusion; et (v) le forum régional.</p>	

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Secrétaire Exécutif, Fondation africaine pour le renforcement des capacités
Adresse électronique	<a href="mailto:root@acbf-pact.org">root@acbf-pact.org</a>
Numéro de téléphone	+263 4 790 398/9; +263 4 700 208/210
Page web	<a href="http://www.acbf-pact.org/GrantRecipients/">http://www.acbf-pact.org/GrantRecipients/</a>

Source de financement : **Banque Mondiale – BIRD –**Intitulé : **Development Marketplace National – CDM –****OBJECTIFS**

- Identifier les approches innovatrices pour aborder les questions spécifiques de la pauvreté au niveau de la base
- Mobiliser l'opinion publique autour des principaux enjeux du développement
- Améliorer l'engagement de Banque Mondiale avec la société civile dans le pays ou les pays
- Engager les ONG, les Etats, le secteur privé, et les agences de développement à de nouvelles idées à travers des partenariats
- Lever d'autres ressources pour élargir les partenariats à l'appui des entrepreneurs sociaux dans la lutte contre la pauvreté

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- Le thème, Innovations dans les services d'eau, d'assainissement, et d'énergie en faveur des personnes pauvres, capitalise les efforts continus de Banque Mondiale, du WSP, et l'ESMAP pour accroître l'accès aux services d'approvisionnement en eau, d'assainissement de base, et aux services d'énergie dans les pays en développement de façon durable du point de vue de environnemental et financier.
- Le CDM cherche à appuyer les solutions innovatrices et durables au niveau local pour améliorer la qualité et l'accès aux services d'approvisionnement en eau, d'assainissement de base, et aux services d'énergie en faveur des communautés pauvres des pays en développement.

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓	✓	✓	
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	
Opération et entretien	✓		✓	
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	
Recherche	✓	✓	✓	
Assistance technique	✓	✓	✓	
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	
Gestion de l'information et des connaissances	✓			

**ELIGIBILITE****1. Demandeurs**

Cadrage géographique	Pays en développement d'Europe centrale, d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient.
----------------------	---

Statut juridique	Organisations non gouvernementales (ONG) et autres organisations de la société civile (OCV), agences multilatérales et bilatérales de développement (y compris Banque Mondiale), les fondations privées, les universités et écoles, les groupes du secteur privé, les individus, et les gouvernements locaux et municipaux. <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les propositions des organisations internationales seront considérées éligibles à condition que leur partenaire de mise en œuvre soit une organisation locale.</li> <li>➤ Les privés et les individus doivent inclure un partenaire à but non lucratif tel que les ONG/ OSC, agences multilatérales/bilatérales de développement, les fondations, universités/ écoles ou Gouvernement.</li> <li>➤ Les agences municipales et locales de l'Etat sont éligibles à postuler en partenariat avec au moins l'une des organisations mentionnées ci-dessus.</li> </ul>
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays en développement d'Europe centrale, d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient.
Type d'activités financées	n/a
Période	n/a

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	Les attributions se situent typiquement entre 5. 000 et 25. 000 de dollars US
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu, Dépend des bureaux locaux.

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

Intitulé du projet	Description du projet	Infos complémentaires
	n/a	
	n/a	

### QUI CONTACTER

Contact	Development Marketplace (DM) Program
Adresse électronique	<a href="mailto:dminfo@worldbank.org">dminfo@worldbank.org</a>
Numéro de téléphone	+1 202 473 1000; +1 202 477 6391 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.developmentmarketplace.org">www.developmentmarketplace.org</a> Pour de plus amples informations <a href="#">cliquer ici</a>

Source de financement : **Banque Mondiale – BIRD –**Intitulé : **Development Marketplace Mondial – GDM –****OBJECTIFS**

- Identifier et appuyer les initiatives innovatrices locales qui accroissent l'accès à des services d'approvisionnement en eau en eau potable, d'assainissement, et d'énergie durables et accessibles en faveur des personnes pauvres des pays en développement, et ont un potentiel crédible pour la répliation et l'extension.

Les concours au niveau mondial visent à :

- Identifier les nouvelles idées de développement qui produisent des résultats et peuvent être répliquées;
- Engager directement avec les entrepreneurs de la base;
- Créer un forum pour le partage et la diffusion des connaissances;
- Construire des partenariats entre les autres acteurs du développement et Banque Mondiale.

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- Le thème, Innovations dans les services d'eau, d'assainissement, et d'énergie en faveur des personnes pauvres, capitalise les efforts continus de Banque Mondiale, du WSP, et l'ESMAP pour accroître l'accès aux services d'approvisionnement en eau, d'assainissement de base, et aux services d'énergie dans les pays en développement de façon durable du point de vue de environnemental et financier.
- Le CDM cherche à appuyer les solutions innovatrices et durables au niveau local pour améliorer la qualité et l'accès aux services d'approvisionnement en eau, d'assainissement de base, et aux services d'énergie en faveur des communautés pauvres des pays en développement.

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓	✓	✓	
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	
Opération et entretien	✓		✓	
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	
Recherche	✓	✓	✓	
Assistance technique	✓	✓	✓	
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	
Gestion de l'information et des connaissances	✓			

**ELIGIBILITE****1. Demandeurs**

Cadrage géographique	Pays en développement d'Europe centrale, d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient.
----------------------	---

Statut juridique	Organisations non gouvernementales (ONG) et autres organisations de la société civile (OCV), agences multilatérales et bilatérales de développement (y compris Banque Mondiale), les fondations privées, les universités et écoles, les groupes du secteur privé, les individus, et les gouvernements locaux et municipaux. <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les propositions des organisations internationales seront considérées éligibles à condition que leur partenaire de mise en œuvre soit une organisation locale.</li> <li>➤ Les privés et les individus doivent inclure un partenaire à but non lucratif tel que les ONG/ OSC, agences multilatérales/bilatérales de développement, les fondations, universités/ écoles ou Gouvernement.</li> <li>➤ Les agences municipales et locales de l'Etat sont éligibles à postuler en partenariat avec au moins l'une des organisations mentionnées ci-dessus.</li> </ul>
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays en développement d'Europe centrale, d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient.
Type d'activités financées	n/a
Période	Les activités proposées doivent être achevées dans les deux ans à réception du débours initial de DM.

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	L'attribution maximale est du DM2006 est de 200.000 de dollars US. Les attributions aux gagnants varieront en volume selon les besoins décrits dans leurs propositions. Par le passé, les attributions se sont situées typiquement entre 50. 00 0 et 100. 000 de dollars US.
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Novembre chaque année.

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

Intitulé du projet	Description du projet	Infos complémentaires
Projet #2414-Puits traditionnels : Approvisionnement en Eau Potable à Faible Coût en un Temps Record	Fournir de l'eau potable aux zones rurales et côtières en construisant rapidement des puits traditionnels peu coûteux munis de pompes manuelles sur une surface limitée avec le potentiel d'atteindre toutes les zones côtières au Madagascar.	<u>Voir rapport</u>
Projet #1610-Utilisation durable des fleuves africains des Forêts ombrophiles	Améliorer les revenus locaux et encourager l'exploitation durable des fleuves de forêts ombrophiles du Bas Guinée du Cameroun méridional.	<u>Voir rapport</u>

### QUI CONTACTER

Contact	Development Marketplace (DM) Program
Adresse électronique	<a href="mailto:dminfo@worldbank.org">dminfo@worldbank.org</a>
Numéro de téléphone	+1 202 473 1000; +1 202 477 6391 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.developmentmarketplace.org">www.developmentmarketplace.org</a> Pour de plus amples informations cliquer ici



Source de financement : **Banque Mondiale – BIRD –**Intitulé : **Fonds Japonais de Développement Social – JSDF –****OBJECTIFS**

- Appuyer les programmes innovateurs qui répondent directement aux besoins des groupes les plus pauvres et les plus vulnérables dans la société;
- Offrir aux groupes les plus pauvres et les plus vulnérables des bénéfices rapides et démontrables pouvant être pérennisés;
- renforcer les capacités, la participation et l'habilitation de la société civile, des communautés et des ONG locales.

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- Programmes innovateurs conçus ou mis en oeuvre par les communautés ou les ONG locales et qui offrent aux pauvres et aux vulnérables des bénéfices rapides et démontrables et qui ont de bonnes perspectives de se développer en activités durables dans le long terme.
- Principalement les secteurs sociaux.

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche	✓	✓	✓	✓
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances				

**ELIGIBILITE****1. Demandeurs**

Cadrage géographique	Pays n'ayant pas un revenu par habitant supérieur à 1, 465 dollars US (PNB par habitant en 2003) sont éligibles aux Subventions de Projet. Les pays à faible et à revenu intermédiaire (tel que défini dans le dernier Rapport sur le Développement Mondial) sont éligibles aux Aides pour le Renforcement de Capacités.
Statut juridique	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Gouvernements bénéficiaires (central ou local)</li> <li>➤ Organisations de la société civile.</li> <li>➤ Groupes communautaires et ONG</li> </ul>

<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays n'ayant pas un revenu par habitant supérieur à 1. 465 dollars US (PNB par habitant en 2003) sont éligibles aux Subventions de Projet. Les pays à faible et à revenu intermédiaire (tel que défini dans le dernier Rapport sur le Développement Mondial) sont éligibles aux Aides pour le Renforcement de Capacités.
Type d'activités financées	Biens, petits ouvrages civils, services de consultants, formation/atelier local et audit. (Sont inéligibles les dépenses: les activités pilotes sans liens avec les opérations financées par la Banque; les activités normalement financées dans le cadre des prêts : crédits du Groupe bancaire ; les activités normalement financées dans le cadre des budgets du Groupe Bancaire ou par d'autres donateurs en vue de la préparation de projets financés par la Banque, y compris l'assistance technique pour ces activités ; la préparation de Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et toute assistance technique pour les activités de surveillance de la pauvreté, de recherche universitaire, d'acquisition foncière, d'achats de véhicules motorisés ; les salaires du personnel étatique ; la formation ou les voyages d'étude à l'étranger. <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les agences des Nations Unies peuvent ne pas être les bénéficiaires directs des subventions du JSDF, mais elles sont éligibles pour participer à l'exécution de la subvention sous réserve de leur sélection par le bénéficiaire.</li> <li>➤ Dans des circonstances spéciales, les coûts différentiels du WBG (personnel et consultants) pour la supervision et le suivi peuvent être demandés jusqu'à hauteur de 5% du montant total de l'aide. Une justification sera fournie sur la complexité de l'exécution de l'aide et la nécessité qui s'ensuit en ressources additionnelles de personnel de la Banque au delà de celles accordées dans l'administration régulière du budget qui comprend les frais d'administration du JSDF.</li> </ul>
Période	n/a

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	Minimum 50. 000 de dollars US. Maximum : 2 000.000 de dollars ou dans des circonstances extrêmement exceptionnelles, jusqu' au 3.000.000 de dollars US.
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Septembre, Décembre, Février / Décembre, Mars, Mai

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Partenariat Public Privé pour le Lavage de Mains au savon (PPPHW)	L'Objectif de développement de l'initiative PPPHW consiste à accroître le lavage des mains au savon aux principales jointures par les mères d'enfants de moins de cinq ans et par les enfants scolarisés du Sénégal pour réduire de manière significative la morbidité et la mortalité dues aux maladies diarrhéiques.	<u>Voir rapport</u>
Projet de Gestion Communautaire	L'Objectif de développement du projet proposé est améliorer la sûreté et la	<u>Voir rapport</u>

d'Approvisionnement en Eau Communautaire	fiabilité des services d'approvisionnement en eau pour les communautés de Yerevan participant au projet.	
--	--	--

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Koichi OMORI
Adresse électronique	<a href="mailto:isdf@worldbank.org">isdf@worldbank.org</a>
Numéro de téléphone	
Page web	<a href="http://www.worldbank.org/rmc/isdf">www.worldbank.org/rmc/isdf</a> <a href="http://www.worldbank.org/rmc/isdf/isdfmatrix.pdf">www.worldbank.org/rmc/isdf/isdfmatrix.pdf</a>

Source de financement : **Banque Mondiale – BIRD –****Intitulé : Programme japonais PHRD de subventions de l'assistance technique****OBJECTIFS**

- Accorder des subventions à l'assistance technique aux pays bénéficiaires, ou à leurs agences, pour aider à préparer ou mettre en œuvre les opérations financées par la Banque (Les opérations financées par la Banque sont financées à travers les prêts BIRD, les crédits AID, et les subventions AID)

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- Tous les secteurs des pays à faible ou revenu intermédiaire sont éligibles. Les propositions des pays à revenu élevé ne seront éligibles que pour appuyer un ou plusieurs des domaines prioritaires suivants: (a) Opérations bancaires dans les secteurs suivants : éducation, santé, nutrition, approvisionnement en eau et assainissement, protection sociale, développement social et environnement; (b) activités de développement participatif communautaire, et celles qui impliquent les ONG et la société civile; (c) le Genre; et (d) projets visant les groupes ou les secteurs clairement défavorisés en termes d'indicateurs de pauvreté conformes aux OMD.

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓	✓	✓	✓
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien	✓	✓	✓	✓
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche	✓	✓	✓	✓
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓	✓	✓

**ELIGIBILITE****1. Demandeurs**

Cadrage géographique	Les aides à l'assistance la technique devront maintenir <i>un cadrage sur la pauvreté</i> . Les pays suivants seront visés : au moins 35% des soumissions annuelles, par montant, sont pour l'AID et les pays mixtes et au moins 35% sont pour l'Asie, y compris l'Asie de l'Est, du sud et du Centre.
Statut juridique	n/a

<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Les aides à l'assistance technique devront maintenir <i>un cadrage sur la pauvreté</i> . Les pays suivants seront visés : au moins 35% des soumissions annuelles, par montant, sont pour l'AID et les pays mixtes et au moins 35% sont pour l'Asie, y compris l'Asie de l'Est, du sud et du Centre.
Type d'activités financées	(i) Préparation de Projet (ii) Mise en œuvre de Projet : Pour les pays à faible et revenu intermédiaire AID/ AID mixtes, les propositions à l'appui des projets en cours financés par la Banque, environ un an dans la mise en œuvre pour traiter les faiblesses des agences d'exécution. Les propositions doivent identifier clairement les problèmes de capacité d'exécution qui seront corrigés à travers l'aide à l'assistance technique. (iii) Améliorer la Coordination de l'Aide : Appuyer les pays à faible et revenu intermédiaire ayant une capacité de gestion relativement ferme, mais qui ont besoin d'assistance pour améliorer la capacité de coordination de l'aide pour une utilisation effective et efficace des fonds des donateurs. La stratégie de perfectionnement des capacités doit être convenue entre le pays et les donateurs, y compris la Banque et le Gouvernement du Japon.
Période	

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	Les propositions de préparation de projet et de mise en œuvre de projet n'excéderont pas normalement 1 million de dollars US. Les propositions d'Amélioration de la coordination de l'aide ne peut excéder normalement 2 millions de dollars US. Les demandes supplémentaires ne sont pas éligibles dans le cadre PHRD.
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Deux fois par an. Appels en Décembre et février / soumissions en février et avril.

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Projet de Drainage et d'Irrigation en Ethiopie	Contribuer à la croissance rurale tout compris à travers la promotion du développement de l'irrigation, l'intensification et la diversification substantielles de la production agricole, tout en favorisant l'utilisation durable des infrastructures, des terres et des ressources en eau et contribuer à renforcer davantage la coopération sur le Nil entre l'Egypte, l'Ethiopie et le Soudan.	<u>Demande de Préparation de Projet PHRD</u>
Programme de Développement Urbain du Tchad	Les objectifs de développement sont : (a) améliorer les conditions de vie des résidents en milieu urbain (en particulier les pauvres) des quatre principales villes du Tchad	<u>Proposition de Financement PHRD du Japon pour le Programme d'Assistance technique</u>

C. Banques de développement et Programmes bancaires

	(N'Djamena, Moundou, Sarh et Abéché); (b) améliorer la gouvernance urbaine pour meilleure prestation de service; et (c) améliorer le potentiel économique des villes du Tchad à contribuer au développement économique aux niveaux locaux, régionaux et nationaux.	
--	--	--

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	
Adresse électronique	<a href="mailto:jsdf@worldbank.org">jsdf@worldbank.org</a>
Numéro de téléphone	
Page web	<a href="http://www.worldbank.org/rmc/phrd/phrd.htm">www.worldbank.org/rmc/phrd/phrd.htm</a> <a href="http://www.worldbank.org/rmc/jsdf/">www.worldbank.org/rmc/jsdf/</a>

Source de financement : **Banque Mondiale – BIRD –**Intitulé : **Programme de Petites Subventions****OBJECTIFS**

- renforcer la prise de la parole et l'influence des groupes pauvres et marginalisés dans les processus de développement, rendant de ce fait ces processus plus inclusifs et équitables. Ainsi, il appuie les activités des organisations de la société civile dont l'objectif premier est l'engagement civique des personnes pauvres et marginalisées. En faisant participer les citoyens souvent exclus de l'arène publique, et en accroissant leur capacité à influencer les décisions politiques et programmatiques le Programme de Petites Subventions aide à faciliter l'appropriation des initiatives de développement par un plus grand segment de la société.

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- n/a

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche				
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓	✓	✓

**ELIGIBILITE :****1. Demandeurs**

Cadragé géographique	Albanie, Angola, Argentine, Chili, Uruguay, Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Belarus, Bosnie, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Tchad, Chine, Colombie, Congo, République de la Croatie, République Dominicaine, Equateur, Ethiopie, Géorgie, Ghana, Guinée-Bissau, Hongrie, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizstan, Laos, Lettonie, Liban, Lituanie, Macédoine, Madagascar, Mauritanie, Mexique, Moldavie, Mongolie, Maroc, Mozambique, Niger, Nigeria, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Roumanie, Fédération russe, Rwanda, Sénégal, République slovaque, Tadjikistan, Thaïlande, Togo, Turquie, Turkménistan, Ukraine, Uzbekistan, Venezuela, Vietnam,
----------------------	--

	<b>Banque Ouest de Gaza, Yémen, Yougoslavie, Zambie</b>	
Statut juridique	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les organisations de la société civile basées dans un pays en développement et travaillant aux questions du développement peuvent postuler à une subvention.</li> <li>➤ Les organisations de la société civile doivent être en bonne condition, et disposer d'un registre de réalisations dans la communauté et un record de probité financière;</li> <li>➤ La priorité sera accordée aux organisations qui n'ont pas reçu d'appui de la part du programme au cours des années précédentes (les organisations ne sont pas éligibles à plus de trois subventions de la part du Programme de Petites Subventions au cours d'une même période de cinq ans).</li> </ul>	
<b>2. Activités</b>		
Cadrage géographique	Albanie, Angola, Argentine, Chili, Uruguay, Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Belarus, Bosnie, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Tchad, Chine, Colombie, Congo, République de la Croatie, République Dominicaine, Equateur, Ethiopie, Géorgie, Ghana, Guinée-Bissau, Hongrie, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizstan, Laos, Lettonie, Liban, Lituanie, Macédoine, Madagascar, Mauritanie, Mexique, Moldavie, Mongolie, Maroc, Mozambique, Niger, Nigeria, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Roumanie, Fédération russe, Rwanda, Sénégal, République slovaque, Tadjikistan, Thaïlande, Togo, Turquie, Turkménistan, Ukraine, Uzbekistan, Venezuela, Vietnam, Banque Ouest de Gaza, Yémen, Yougoslavie, Zambie	
Type d'activités financées	Le Programme de Petites Subventions appuie les activités dont l'objectif premier est l'engagement civique. En outre : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les activités pourraient inclure sans s'y limiter aux ateliers et séminaires pour enrichir les compétences et/ou les connaissances d'engagement civique; les campagnes de communication appropriée pour influencer la formulation politique ou la prestation de services publique; ou les efforts innovateurs de travail en réseau pour renforcer les capacités du secteur donné.</li> <li>➤ L'activité devrait être achevée dans un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention.</li> <li>➤ La priorité sera accordée aux organisations qui n'ont pas reçu d'appui de la part du programme au cours des années précédentes.</li> </ul>	
Période	n/a	

**CONDITIONS GÉNÉRALES**

Volume moyen de l'aide	La plupart des subventions se situent dans la gamme de 3. 00 0 à 7. 000 dollars US avec un maximum de 15. 000 dollars US
Apport personnel	Minimum 50%
Date d'ouverture/ clôture des appels	Une fois l'an en Janvier Février

**EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT**

Intitulé du projet	Description du projet	Infos complémentaires
	n/a	
	n/a	



<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Banque Mondiale
Adresse électronique	<a href="mailto:feedback@worldbank.org">feedback@worldbank.org</a>
Numéro de téléphone	+1 202 473 1000; +1 202 477 6391 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.worldbank.org">www.worldbank.org</a> Programme de Petites Subventions

Source de financement : **Banque Mondiale / Société financière Internationale – SFI**

Intitulé : **Fonds Africain des Infrastructures**

### OBJECTIFS

- Créer une harmonie à long terme entre les objectifs de développement et les objectifs commerciaux des secteurs public et privé.

### PRIORITES SPECIFIQUES

Les projets d'intérêt pour ce fonds sont les grands projets.

- Le fonds n'investira jamais plus de 10% de son capital dans un seul projet.
- Il n'investit jamais plus de 20% de son capital dans un seul pays excepté l'Afrique du Sud où l'investissement peut monter jusqu'à 35%.
- Le fonds investit dans trois types de sociétés :
- Dans les secteurs et les pays plus développés et où les sociétés concernées sont en phase de fusion, de reprise ou de restructuration à la suite d'une privatisation.
- Services publics commerciaux en cours de privatisation (distributeurs d'électricité, distributeurs d'eau et de gaz, sociétés nationales des télécommunications, des eaux et du transport.
- Démarrage de sociétés et de projets ayant un impact positif sur l'environnement.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓	✓	✓	✓
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien	✓	✓	✓	✓
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓	✓	✓

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Monde entier
Statut juridique	Ces sociétés doivent être privées ou au moins partiellement privées. Les investissements se font principalement à travers des actionnariats de minorité, souvent combinés avec des instruments de quasi-équité. Les investissements ont lieu à travers des achats privés et la création de joint-ventures en participation avec

	partenaires privés.
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Le fonds est représenté dans l'ensemble de l'Afrique avec au moins 50% de ses investissements au Botswana, Égypte, Ghana, Côte d'Ivoire, Kenya, Maroc, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Tanzanie, Tunisie, Ouganda, Zimbabwe.
Type d'activités financées	Le fonds investira principalement dans les secteurs suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Agro-industrie</li> <li>➤ Matières Premières : fer, acier, ciment et toute autre secteur apparenté à l'infrastructure</li> <li>➤ Distribution</li> <li>➤ Mise en valeur des Ressources naturelles : y compris le pétrole et le gaz, les produits pétrochimiques et l'exploitation minière</li> <li>➤ Télécommunications : cellulaire, satellite, câble et transmission de données</li> <li>➤ Énergie : réseaux urbains d'électricité, de transport et distribution de gaz, de chauffage et compagnies de services énergétiques</li> <li>➤ Transport : services multimodaux et de transport, terminaux, ports, routes, et aéroports</li> <li>➤ Services d'Eau, d'Assainissement et de l'Environnement</li> </ul>
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	Les investissements du fonds se situeront typiquement entre 10 millions et 50 millions de dollars US, dans les projets ou les sociétés ayant des évaluations totales de 25 millions à plus de 500 millions.
Apport personnel	Le Fonds détiendra des positions minoritaires significatives, en général 10% à 50% des actifs des sociétés.
Date d'ouverture/clôture des appels	Continu

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
	n/a	
	n/a	

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Vincent LEGUENNOU
Adresse électronique	<a href="mailto:lqv@mail.empwa.com">lqv@mail.empwa.com</a>
Numéro de téléphone	+225 20 310 732; +225 20 338 651 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.empwdc.com/EMP_Africa.htm">www.empwdc.com/EMP_Africa.htm</a>

Source de financement : **Banque Mondiale/ Société Financière Internationale – SFI**Intitulé : **PEP Afrique****OBJECTIFS**

- Aider l'Afrique à satisfaire son besoin de secteur privé plus fort capable d'augmenter les revenus locaux et de se tenir seul sur le marché mondial.

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- **Esprit d'entreprise** : Avec environ 1.4 millions de dollars d'appui de la part des Pays Bas, une nouvelle initiative de Développement de l'esprit d'entreprise de PME est en cours. This Cela va se poursuivre et s'étendra aux principaux projets du service existant, qui a renforcé les petites et moyennes entreprises d'Afrique et leurs institutions d'appui pendant plus de 15 années.
- **Crédit-bail** : Une subvention de plus de 900.000 dollars de la part de la Suisse aide l'SFI à adapter ses efforts réussis à d'autres régions pour étendre l'accès de la Tanzanie au crédit-bail, une option efficace de financement pour les plus petites entreprises qui ne peuvent ni s'offrir les moyens d'acheter à terme les nouveaux équipements nécessaires ni ne peuvent se qualifier aux crédits bancaires pour les financer.

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓	✓	✓	✓
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien				
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

**ELIGIBILITE****1. Demandeurs**

Cadrage géographique	Pays africains
Statut juridique	Petites et moyennes entreprises

**2. Activités**

Cadrage géographique	Pays africains
----------------------	----------------

Type d'activités financées	En plus d'un cadrage sur les plus petites entreprises, PEP Afrique entend entrer en activité dans la réforme de l'environnement d'investissement, l'infrastructure, l'égalité Genre, et d'autres secteurs.
Période	n/a

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

Intitulé du projet	Description du projet	Infos complémentaires
	n/a	
	n/a	

### QUI CONTACTER

Contact	Accra, Ghana. Brigid AMOAKO. Lagos, Nigeria. Osamwonyi ENOTIOMWAN EDOKPOLO Dakar, Sénégal. Alice OUEDRAGO
Adresse électronique	
Numéro de téléphone	Accra, Ghana +233 21 779 804/5; +233 21 776 245 (Téléfax) Lagos, Nigeria +234 1 262 6455/6464; +234 1 262 6465/6 (Téléfax) Dakar, Sénégal. +221 849 5049; +221 849 5044 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.SFI.org/SFIext/africa.nsf/Content/PEPAFRICA">www.SFI.org/SFIext/africa.nsf/Content/PEPAFRICA</a>

D. Facilités de financement

ACTIVITES	
1. Développement	
2. Commerce	
3. Industrie	
4. Services	
5. Agriculture	
6. Pêche	
7. Transport	
8. Énergie	
9. Services financiers	
10. Activités immobilières	
11. Activités de conseil	
12. Activités de recherche et développement	
13. Activités de fabrication	
14. Activités de distribution	
15. Activités de services	
16. Activités de construction	
17. Activités de santé	
18. Activités de culture	
19. Activités de loisirs	
20. Activités de communication	
21. Activités de médias	
22. Activités de publicité	
23. Activités de marketing	
24. Activités de relations publiques	
25. Activités de gestion	
26. Activités de conseil en stratégie	
27. Activités de conseil en organisation	
28. Activités de conseil en ressources humaines	
29. Activités de conseil en informatique	
30. Activités de conseil en environnement	
31. Activités de conseil en éthique	
32. Activités de conseil en gouvernance	
33. Activités de conseil en innovation	
34. Activités de conseil en leadership	
35. Activités de conseil en management	
36. Activités de conseil en marketing	
37. Activités de conseil en vente	
38. Activités de conseil en distribution	
39. Activités de conseil en logistique	
40. Activités de conseil en supply chain	
41. Activités de conseil en achats	
42. Activités de conseil en ventes	
43. Activités de conseil en services clients	
44. Activités de conseil en expérience client	
45. Activités de conseil en fidélité client	
46. Activités de conseil en engagement client	
47. Activités de conseil en responsabilité sociale	
48. Activités de conseil en développement durable	
49. Activités de conseil en éthique des affaires	
50. Activités de conseil en conformité	
51. Activités de conseil en réglementation	
52. Activités de conseil en fiscalité	
53. Activités de conseil en droit	
54. Activités de conseil en assurance	
55. Activités de conseil en banque	
56. Activités de conseil en assurance vie	
57. Activités de conseil en assurance santé	
58. Activités de conseil en assurance automobile	
59. Activités de conseil en assurance habitation	
60. Activités de conseil en assurance incendie	
61. Activités de conseil en assurance vol	
62. Activités de conseil en assurance responsabilité civile	
63. Activités de conseil en assurance responsabilité professionnelle	
64. Activités de conseil en assurance responsabilité juridique	
65. Activités de conseil en assurance responsabilité délictuelle	
66. Activités de conseil en assurance responsabilité contractuelle	
67. Activités de conseil en assurance responsabilité extra-contractuelle	
68. Activités de conseil en assurance responsabilité civile individuelle	
69. Activités de conseil en assurance responsabilité civile professionnelle	
70. Activités de conseil en assurance responsabilité civile commerciale	
71. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des parents	
72. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des enseignants	
73. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des professionnels de santé	
74. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des avocats	
75. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des médecins	
76. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des pharmaciens	
77. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des dentistes	
78. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des vétérinaires	
79. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des architectes	
80. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des ingénieurs	
81. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des journalistes	
82. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des artistes	
83. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des sportifs	
84. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des bénévoles	
85. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des volontaires	
86. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des citoyens	
87. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des consommateurs	
88. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des clients	
89. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des fournisseurs	
90. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des partenaires	
91. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des investisseurs	
92. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des créanciers	
93. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des actionnaires	
94. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des associés	
95. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des dirigeants	
96. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des administrateurs	
97. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des membres du conseil d'administration	
98. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des membres du conseil de surveillance	
99. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des membres du conseil de gestion	
100. Activités de conseil en assurance responsabilité civile des membres du conseil de direction	



	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dissémination ou Génération de connaissances et de l'information;</li> <li>➤ Elaboration et Mise en Œuvre de cadre de normalisation;</li> <li>➤ Bonne gestion des eaux partagées;</li> <li>➤ Suivi et évaluation;</li> <li>➤ Gestion Environnementale;</li> <li>➤ Mise en oeuvre stratégique de programmes et de projets d'investissement en capital ”.</li> </ul>
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	Entre 50.000 et 5.000.000 EUR
Apport personnel	Les accords de partage des coûts se feront conformément à la pratique convenue entre le pays et les parties prenantes et les partenaires. Dans les pays où ces mécanismes n'existent pas, la contribution minimum du bénéficiaire sera de 10% pour les investissements en capital.
Date d'ouverture/ clôture des appels	n/a

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>

<b>. QUI CONTACTER</b>	
Contact	Kordje BEDOUMRA
Adresse électronique	<a href="mailto:africanwaterfacility@BAD.org">africanwaterfacility@BAD.org</a>
Numéro de téléphone	+225 202 044 44
Page web	



Source de financement : **Groupe Privé pour le Développement des Infrastructures – PIDG –**

Intitulé : **Initiative FIRST**

### OBJECTIFS

- Faciliter le suivi systématique des recommandations du Programme d'Évaluation Sectorielle Financière (FSAP) et des Rapports sur le Respect des Normes et Codes (ROSC) de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI).
- Appuyer les pays éligibles dans le renforcement de leurs systèmes financiers et la mise en œuvre de normes et de codes internationalement reconnus, avant leur participation aux programmes FSAP et ROSC.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Aider à la mise en œuvre des recommandations des FSAP et des ROSC
- Renforcer les capacités du pays pour les FSAP ou les ROSC
- Nécessité d'une mobilisation rapide des ressources ou se trouvant en dessous des seuils minimum des autres donateurs
- Influencer les ressources FIRST, par exemple, en servant de catalyseur pour une plus grande intervention de donateurs dans un secteur particulier ou des projets qui offrent un grand potentiel de répliation
- Projets régionaux ou multi pays

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique	√	√	√	√
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Pays en développement
Statut juridique	n/a

#### 2. Activités

Cadrage	Pays en développement
---------	-----------------------

géographique	
Type d'activités financées	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Accès aux finances</li> <li>➤ Comptabilité et Audit</li> <li>➤ Systèmes bancaires</li> <li>➤ Marchés financiers</li> <li>➤ Gouvernance d'Entreprises</li> <li>➤ Diversification du secteur Financier</li> <li>➤ Cadres de législation, de réglementation et de supervision du secteur financier</li> <li>➤ Réforme, politique et stratégie du système financier</li> <li>➤ Financement de l'habitat</li> <li>➤ Régimes d'Insolvabilité</li> <li>➤ Assurance</li> <li>➤ Intégrité du marché et crime financier (Lutte contre le blanchiment de l'argent)</li> <li>➤ Microfinance</li> <li>➤ Systèmes de Paiement</li> <li>➤ Pensions et dispositifs d'investissement collectifs</li> </ul>
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	Le cadrage de FIRST porte sur des projets à court terme et à moyen terme. Les projets d'assistance technique s'étendent en volume de quelques milliers de dollars US à 500. 000 dollars et, exceptionnellement, plus. La majorité de projets qui ont reçu un appui jusqu'ici ont bénéficié d'un montant de 100. 000 à 200. 000 dollars US.
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	n/a

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Mauritanie : Renforcement de la Supervision de Microfinance	Ce projet soutiendra l'élan du processus de réforme en aidant la Cellule de Microfinance de la banque centrale à mettre en œuvre les aspects légaux et de suivi de la Stratégie nationale de Microfinance. L'assistance technique requise comprendra deux étapes, bien que ce projet FIRST ne couvre que la phase 1. La phase 1 a deux volets : le premier développera un projet de renforcement des capacités au profit destiné spécifiquement à améliorer les compétences et les capacités du personnel de la Cellule de Microfinance de la BCM, et le second apportera de l'aide à la BCM pour le projet de loi de la microfinance actuellement en cours de préparation.	<u>Site web de l'Initiative FIRST</u>

	<p>Les <b>ACTIVITÉS/ RESULTATS</b> principaux comprennent: (i) la conception d'un projet de renforcement des capacités; (ii) des recommandations pour le renforcement du projet de législation de la microfinance; (iii) des superviseurs de microfinance qualifiés; et (iv) un guide de supervision.</p>	
<p><b>CEMAC : Évaluation du secteur financier de la Microfinance dans la zone CEMAC</b></p>	<p>L'<b>OBJECTIF</b> de ce projet est d'aider au processus FSAP de la zone CEMAC. Le <b>BUT</b> du projet est de recueillir et analyser des informations complètes sur l'accès aux finances dans la zone CEMAC.</p> <p><b>RESULTATS.</b> (i) Collecte de données et analyse des informations et des données existantes sur l'industrie de la microfinance et le secteur financier dans la zone CEMAC. Cela se fera principalement à travers le passage en revue les inventaire nationaux récemment recueillis sur quatre pays de la CEMAC (à ce jour), et deux en suspens, et aider à l'analyse récapitulative; et (ii) La rédaction et la présentation d'un rapport d'évaluation se fondant sur le cadre financier d'inclusion. Le rapport comprendra également l'identification des insuffisances d'information de même que les suggestions de politique qui soutiennent l'expansion et l'intégration de la microfinance dans le secteur financier.</p> <p><b>ACTIVITÉS.</b> Il y aura cinq principales activités réparties en deux phases. La Phase I comprend : (i) une recherche documentaire préliminaire sur les données régionales existantes et l'identification des insuffisances d'information; et (ii) une analyse récapitulative contenant une analyse de données communes à la BEAC sur les inventaires nationaux récemment conclus et les études additionnelles de téléphone et d'email autant que de besoin et comme convenues avec la BEAC et le WB/CGAP. La</p>	<p><u>Site web de l'Initiative FIRST</u></p>

	<p>Phase III comprend (iii) une analyse de données définie par le cadre financier d'inclusion; (iv) un projet de rapport contenant une analyse des résultats, des recommandations sur les améliorations à apporter au cadre, des suggestions de politique relatives à l'expansion/intégration de la microfinance dans le secteur financier, de même qu'une liste définitive des contacts. (v) une présentation des résultats à la BEAC et à la Banque Mondiale et la production du rapport final dans un délai de deux semaines suivant la réception des commentaires au projet de rapport final de la Banque Mondiale et la BEAC.</p>	
--	--	--

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Mme Nikki COCHRANE
Adresse électronique	<a href="mailto:ncochrane@firstinitiative.org">ncochrane@firstinitiative.org</a>
Numéro de téléphone	+44 20 7563 6400; +44 20 7724 6049 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.firstinitiative.org">www.firstinitiative.org</a>

Source de financement : **Groupe Privé pour le Développement des Infrastructures - PIDG -**

Intitulé : **Société de garantie GuarantCO pour le développement**

### OBJECTIFS

- Promouvoir le développement économique et social en facilitant l'accès aux marchés financiers intérieurs pour les sociétés d'infrastructures qui cherchent à emprunter des fonds en devise locale pour leurs investissements.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Offrir des investissements intéressants aux investisseurs institutionnels locaux à la recherche d'investissements à long terme;
- Aider à approfondir les marchés financiers intérieurs dans les pays d'accueil;
- Faire une utilisation plus efficace des ressources propres au pays en développement à travers une affectation plus optimale de l'épargne intérieure;
- Encourager l'épargne et l'investissement intérieurs accrus pour réduire de ce fait la fuite des capitaux;
- Réduire la pression sur le secteur bancaire national en répandant le risque de crédit à travers les sous-secteurs financiers;
- Réduire la pression sur la balance des paiements des pays hôtes;
- Réduire le poids des Etats d'accueil en termes d'obligations éventuelles pour les garanties d'Etat envers les financiers étrangers.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien				
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

### ÉLIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Monde entier
Statut juridique	Les clients comprennent les sociétés privées, le secteur public municipal ou les municipalités engagées dans des projets

	d'infrastructure.
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays à très faible revenu.
Type d'activités financées	Travaux d'infrastructure. Les secteurs éligibles sont les services de télécoms, d'électricité, d'eaux /eaux usées; le transport; et les volets infrastructure des projets industriels ou agro-industriels.
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	GuarantCo prévoit au commencement que le volume moyen de sa participation au risque dans un seul projet se situe dans la marge de 5 millions à 12 millions de dollars US.
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	n/a

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
	n/a	
	n/a	

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Stefan JANSSON, Directeur Général par intérim
Adresse électronique	<a href="mailto:sjansson@guarantco.com">sjansson@guarantco.com</a>
Numéro de téléphone	n/a
Page web	n/a

Source de financement : **Groupe privé pour le développement des infrastructures – PIDG –**

Intitulé : **InfraCO**

### OBJECTIFS

- Créer des opportunités d'investissements en infrastructures viables qui équilibrent les intérêts des Etats hôtes, les prestataires financiers du secteur privé national et international

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Énergie et Electricité
- L'Eau Et Eaux usées
- Transport
- Autres Infrastructures

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures	√		√	
Opération et entretien				
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadragé géographique	Pays en développement à faible revenu, situés principalement en Afrique et les parties d'Asie du Sud et du Sud Est.
Statut juridique	n/a

#### 2. Activités

Cadragé géographique	Pays en développement à faible revenu, situés principalement en Afrique et les parties d'Asie du Sud et du Sud Est.
Type d'activités financées	n/a
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
	n/a	
	n/a	

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Infraco Management Services Limited
Adresse électronique	<a href="mailto:info@infracolimited.com">info@infracolimited.com</a>
Numéro de téléphone	+44 087 073 51374; +44 087 073 51375 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.infracolimited.com">www.infracolimited.com</a>



Source de financement : **Groupe privé pour le développement des infrastructures - PIDG -**

Intitulé : **Société de développement des infrastructures**

### OBJECTIFS

- Pour aider les Etats des pays en développement à attirer l'investissement privé dans leurs secteurs de l'infrastructure.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Eau;
- assainissement;
- Electricité;
- télécommunications et TIC;
- transport;
- logement;
- manipulation de déchets solides;
- autres services d'infrastructures physiques;

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien				
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Pays en développement
Statut juridique	n/a

#### 2. Activités

Cadrage géographique	Pays en développement
Type d'activités financées	Travaux d'infrastructure
Période	n/a

**CONDITIONS GÉNÉRALES**

Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	n/a

**EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT**

<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Service des eaux de Bangalore - Inde	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mandat consultatif pour introduire la participation privée dans le secteur des eaux de la ville de Bangalore</li> <li>➤ La commission du secteur public de l'approvisionnement en eau et du système d'égouts de Bangalore est l'autorité responsable de huit municipalités à la périphérie de Bangalore, et chargée d'offrir des services d'eau et d'assainissement à un million de personnes</li> </ul>	<u>Clientèle privée conseillée de l'SFI</u>
Service des eaux de Lahore - Pakistan	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mandat consultatif auprès de l'Etat du Pendjab (GoP) et du district de Lahore pour introduire le secteur privé dans la prestation de services d'eau et d'assainissement (AEA) dans le district de Lahore à travers une éventuelle concession à long terme</li> <li>➤ Le GoP voudrait se servir de Lahore comme modèle de transaction(s) avant le roulement du programme de PSP à d'autres systèmes d'eau et d'assainissement dans la province du Pendjab</li> </ul>	<u>Clientèle privée conseillée de l'SFI</u>

**QUI CONTACTER**

Contact	David DONALDSON, Manager, Sub-Saharan Africa Advisory Services, IFC Johannesburg
Adresse électronique	<a href="mailto:ddonaldson@IFC.org">ddonaldson@IFC.org</a>
Numéro de téléphone	+27 11 731 3015; +27 11 268 0074 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.IFC.org/SFIext/psa.nsf/Content/DevCo">http://www.IFC.org/SFIext/psa.nsf/Content/DevCo</a>

Source de financement : **Facilité consultative public privé des infrastructures – PPIAF –**

Intitulé : **Appui PPIAF**

### OBJECTIFS

- **La Facilité consultative public privé des infrastructures (PPIAF)** est une facilité d'assistance technique multi donateurs qui aide les pays en développement à améliorer la qualité de leurs infrastructures à travers des Partenariats public privé (PPP). Toutes les activités doivent être conformes à l'objectif cadre du PPIAF pour aider à éliminer la pauvreté et à réaliser un développement durable à travers des PPP dans les infrastructures.

### PRIORITÉS SPECIFIQUES

- **Le PPIAF dispose de deux principaux mécanismes pour aider pays en développement à améliorer leurs infrastructures :**
  - Il offre aux Etats une assistance technique pour les stratégies et les politiques d'exploitation de la pleine capacité de la participation privée dans les infrastructures.
  - Il identifie, dissémine, et fait la promotion des meilleures pratiques relatives à la participation privée aux infrastructures.
- **Le PPIAF peut financer une diversité d'activités consultatives et associées dans un seul pays ou dans plusieurs pays. Ces activités comprennent les suivantes :**
  - Formuler des stratégies de développement des infrastructures pour profiter pleinement du potentiel de la participation privée.
  - Parvenir à un consensus pour des réformes politiques, régulatrices et institutionnelles appropriées.
  - Conception et mise en œuvre des réformes politiques, régulatrices et institutionnelles spécifiques.
  - Appuyer la conception et la mise en œuvre de projets et de transactions innovateurs.
  - Renforcer les capacités de l'Etat à concevoir et à exécuter des accords privés d'infrastructures et réglementer les prestataires de service privés.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓		✓	
Construction d'infrastructures	✓		✓	
Opération et entretien	✓		✓	
Renforcement des capacités	✓		✓	
Recherche			✓	
Assistance technique	✓		✓	
Travail en réseau & coopération	✓		✓	
Gestion de l'information et des connaissances	✓		✓	

<b>ELIGIBILITE</b>	
<b>1. Demandeurs</b>	
Cadrage géographique	Les pays éligibles à l'assistance financée par le PPIAF comptent des économies en développement et en transition déterminé par la Commission d'Assistance au Développement de l'organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).
Statut juridique	Les demandes d'appui du PPIAF peuvent provenir de toute source. Pour les activités spécifiques au pays, cependant, les Etats bénéficiaires doivent approuver toutes les demandes d'appui. Pour les activités multi pays conçues pour bénéficier directement à un nombre restreint de pays facilement identifiables, les Etats concernés doivent également donner leur approbation par écrit pour cette activité.
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Les pays éligibles à l'assistance financée par le PPIAF comptent des économies en développement et en transition déterminé par la Commission d'Assistance au Développement de l'organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).
Type d'activités financées	L'assistance du PPIAF peut faciliter les PPP pour les services de financement, de propriété, d'exploitation, de remise en état, d'entretien ou de gestion des infrastructures éligibles. Cette assistance peut soutenir des activités dans une diversité de secteurs : <b>eau et système d'égouts</b> , déchets solides, électricité, transmission et distribution de gaz, télécommunications, routes, ports, aéroports, et chemins de fer.
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	La nature et la rigueur du processus d'évaluation et d'approbation augmentent généralement avec le volume de l'appui demandé auprès du PPIAF. Pour faciliter cette approche, les propositions sont classées selon le montant de l'appui demandé auprès du PPIAF : petit montant (\$75.000 ou moins), moyen (plus de \$75.000 et jusqu'à \$250.000) ou grand (plus de \$250.000).
Apport personnel	Le PPIAF peut payer jusqu'à 100% des coûts d'une activité. Cependant, le co-financement de la part de l'Etat récipiendaire et d'autres sources est encouragé.
Date d'ouverture/ clôture des appels	<p>Pour les petites propositions (impliquant un appui PPIAF de \$75.000 ou moins), les demandes sont évaluées de manière tournante et l'unité de gestion du programme tendra à tenir les postulants informés des résultats de l'évaluation dans un délai de deux semaines suivant la soumission. Pour les grandes et moyennes propositions (impliquant un appui PPIAF de plus de \$75.000), les demandes seront traitées par séquence trimestrielle et l'unité de gestion du programme tendra à tenir les postulants informés des résultats de l'évaluation dans un délai de six à huit semaines suivant la soumission. En cas de rejet d'une proposition, le postulant recevra une explication.</p> <p>Vous pouvez télécharger un formulaire de demande d'appui PPIAF au site Web du PPIAF (<a href="http://www.ppiaf.org">www.ppiaf.org</a>) ou le demander auprès du bureau régional de coordination (<a href="mailto:ppiaf@ppiaf.org">ppiaf@ppiaf.org</a>).</p>

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
[GHANA] Petits prestataires de services d'Eau et d'assainissement en Zones rurales	Analyser le développement des petites et moyennes entreprises (PME) intervenant dans le secteur de l'eau et de l'assainissement des petites villes et du milieu rural au Ghana. Examiner comment la décentralisation et le transfert du travail aux PME vont renforcer leur rôle en améliorant la prestation de service dans la communauté rurale.	<u>Voir rapport</u> <a href="http://wbln0018.worldbank.org/ppiaf/activity.nsf/a2f3d4b2aec6a45a85256c390069271b/0173dfaba6cea13c8525693b005c7475?OpenDocument">http://wbln0018.worldbank.org/ppiaf/activity.nsf/a2f3d4b2aec6a45a85256c390069271b/0173dfaba6cea13c8525693b005c7475?</a> <u>OpenDocument</u>
[NIGERIA] Renforcement de la Commission des Eaux de l'Etat de Kaduna	Assister le gouvernement de l'Etat de Kaduna à sauvegarder, assurer la pérennité de son investissement dans l'approvisionnement en eau.	<u>Voir rapport</u> <a href="http://wbln0018.worldbank.org/ppiaf/activity.nsf/a2f3d4b2aec6a45a85256c390069271b/6ceae25084e2859c852568cb007ff8a8?OpenDocument">http://wbln0018.worldbank.org/ppiaf/activity.nsf/a2f3d4b2aec6a45a85256c390069271b/6ceae25084e2859c852568cb007ff8a8?</a> <u>OpenDocument</u>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Lorenzo BERTOLINI
Adresse électronique	<a href="mailto:ppiaf@ppiaf.org">ppiaf@ppiaf.org</a> ; <a href="mailto:lbertolini@worldbank.org">lbertolini@worldbank.org</a>
Numéro de téléphone	+221 849 4690/ 23 2447
Page web	<a href="http://www.ppiaf.org">www.ppiaf.org</a>

Source de financement : **UN Habitat**Intitulé : **Facilité pour l'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles****OBJECTIFS**

- Mobiliser le capital intérieur pour les activités d'amélioration des conditions de vie en facilitant les liens entre ces acteurs locaux et en formulant les éléments financiers techniques et politiques des projets de développement.
- Conduire et coordonner la coopération technique et les initiatives de capital de départ établies pour développer des projets bancables qui font la promotion de logement accessible pour les ménages à faible revenu, l'amélioration des conditions de vie des bidonvilles, et la fourniture d'infrastructures urbaines dans les établissements des villes du monde en développement.

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- Appui au personnel principal et aux programmes de ONU- HABITAT;
- Mobilisation du capital de départ, et des autres ressources financières intérieures pour les infrastructures de logement avec la priorité due aux besoins des ménages à faible revenu;
- Services d'appui technique pour stimuler et améliorer l'efficacité dans les pays en développement et les pays à économies en transition pour la mobilisation et l'utilisation des ressources nationales pour l'amélioration des conditions de vie dans les établissements spontanés et pour aider les pays dans la préparation et la mise en œuvre de projets au niveau national et local;

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien				
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

**ELIGIBILITE****1. Demandeurs**

Cadrage géographique	Pays à faible revenu
----------------------	----------------------

Statut juridique	Autorités municipales, OCB, ONG, et services compétents du Gouvernement central, de même que le secteur local et privé, y compris les banques commerciales, les promoteurs immobiliers, les institutions de financement du logement, les prestataires de service, les institutions de microfinance, et les entreprises de service public.
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays à faible revenu
Type d'activités financées	n/a
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
	n/a	
	n/a	

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Facilité pour l'Amélioration des Conditions de Vie dans les Bidonvilles, ONU- HABITAT
Adresse électronique	<a href="mailto:suf@unhabitat.org">suf@unhabitat.org</a>
Numéro de téléphone	+254 20 762 3691; +254 20 762 4265
Page web	<a href="http://www.unhabitat.org/suf">www.unhabitat.org/suf</a>

Source de financement : **Agence des Etats Unis pour le Développement International**  
- **USAID – & Alliance des Villes**

Intitulé : **Facilité Communautaire de l'Eau et de l'Assainissement**

### OBJECTIFS

- Accroître l'accès des résidents de bidonvilles à l'eau et à l'assainissement et pour accroître l'impact des donateurs dans un partenariat des idées, des efforts et des ressources du secteur public avec ceux du secteur privé et des organisations non gouvernementales (ONG).
- Appuyer la construction approuvée par la communauté de services améliorés d'eau et d'assainissement dans les communautés de bidonvilles et encourager le partage de risque et le financement innovateur de ces services.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Les partenariats pour l'accès à l'eau et à l'assainissement. Le fonds du CWSF finance la construction locale et les activités d'assistance technique directement associées et approuvées par les résidents de bidonvilles et leurs autorités gouvernementales municipales pour accroître les services d'eau et d'assainissement parvenant aux pauvres en milieu urbain.
- Partage de Risque et financement innovateur. Le CWSF finance les partenariats d'appui privé public à travers le financement de l'assistance technique et des garanties de partage de risque d'investissements en devise locale (ou autres incitations) pour les organisations financières privées, qui financent les extensions d'eau et d'assainissement dans les bidonvilles.
- L'Assistance technique pour le développement de partenariat. Des ressources limitées sont disponibles pour développer des alliances qui vont accroître l'accès aux services d'eau et d'assainissement pour les pauvres en milieu urbain.
- Alliances d'apprentissage. Des fonds limités du CWSF sont disponibles pour appuyer la création d'alliances mondiales et régionales d'apprentissage et de partage des connaissances qui engagent les habitants de bidonvilles, les autorités de l'eau et de l'assainissement, les autorités municipales, et les organisations privées dans un dialogue et un partenariat significatifs.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓		✓	
Construction d'infrastructures	✓		✓	
Opération et entretien	✓		✓	
Renforcement des capacités	✓		✓	
Recherche	✓		✓	
Assistance technique	✓		✓	
Travail en réseau & coopération	✓		✓	
Gestion de l'information et des	✓		✓	



connaissances			
---------------	--	--	--

<b>ELIGIBILITE</b>	
<b>1. Demandeurs</b>	
Cadrage géographique	Monde entier
Statut juridique	ONG locales et internationales, Gouvernements locaux, les privés, les organisations communautaires (OCB) représentant les habitants de bidonvilles et qui travaillent en partenariat avec leurs autorités locales de l'eau/ assainissement.
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Monde entier
Type d'activités financées	Financement pour la construction locale; création de garanties pour le partage des risques dans les investissements en devise locale par les financiers privés dans les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement; assistance technique pour concevoir des partenariats privés publics efficaces; et alliances de l'apprentissage.
Période	de préférence 24 mois

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	Les subventions sont faites jusqu'à 500.000 dollars US. Pour les aides préparatoires à l'assistance technique pour développer des alliances la subvention maximum est de 75.000 dollars US.
Apport personnel	Le financement de départ du CWSF pour les activités de construction ou de financement innovateur ne devraient pas excéder un tiers du coût total de l'activité. Le Cofinancement devrait provenir des villes elles-mêmes, de même que d'autres sources. Pour les aides de préparation à l'assistance technique pour développer des alliances, il est requis une correspondance 1-contre-1.
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu. Tandis que les demandes d'appui de l'Alliance des Villes peuvent être soumises à tout moment, les propositions sont évaluées trimestriellement. Les postulants seront tenus informés immédiatement après l'acceptation ou le rejet de leur proposition.

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
	n/a	
	n/a	

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Alliance des Villes
Adresse électronique	<a href="mailto:info@citiesalliance.org">info@citiesalliance.org</a>
Numéro de téléphone	+1 202.473 9233; +1 202 522 3224 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.citiesalliance.org">www.citiesalliance.org</a>

Source de financement : **Agence des Etats Unis pour le Développement International – USAID –**

Intitulé : **Alliance mondiale pour le développement du financement Municipal dans le secteur de l'Eau et de l'assainissement**

### OBJECTIFS

- Aider à favoriser les réformes dans les mécanismes municipaux de financement des pays en développement pour permettre un accès amélioré à l'eau et à l'assainissement, en utilisant les approches qui se sont révélées grandement efficaces dans les municipalités des Etats-Unis.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Former les responsables gouvernementaux sous nationaux et municipaux des pays en développement sur les techniques de financement d'immobilisations et les avantages des fonds renouvelables.
- Encourager et faciliter l'échange d'informations entre les fonds renouvelables existants dans les pays en développement et les institutions financières des Etats Unis, telles que les Fonds renouvelables d'état, les Banques obligataires parrainées par l'Etat, les agences de notation et les banques d'investissements.
- Elaborer un Guide des meilleures pratiques en matière de Fonds renouvelable mondial.
- Elaborer des plans d'action dans deux pays en développement pour augmenter les investissements municipaux dans l'eau et l'assainissement et établir des fonds renouvelables.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓			
Construction d'infrastructures	✓			
Opération et entretien	✓			
Renforcement des capacités	✓			
Recherche	✓			
Assistance technique	✓			
Travail en réseau & coopération	✓			
Gestion de l'information et des connaissances	✓			

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Pays en développement
----------------------	-----------------------

Statut juridique	n/a
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays en développement
Type d'activités financées	n/a
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
	n/a	
	n/a	

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Alexandria PANEHAL; Steven THOMAS, Directeur Exécutif
Adresse électronique	<a href="mailto:apanehal@usaid.gov">apanehal@usaid.gov</a> ; <a href="mailto:sthomas@developmentfunds.org">sthomas@developmentfunds.org</a>
Numéro de téléphone	<b>+1 202 712 0224; +1 202 966 0587</b>
Page web	

## **E. Fonds divers**

Source de financement : **Fondation Africaine de Développement – ADF –**

Intitulé : **Petites Subventions**

### OBJECTIFS

- Financer les initiatives durables de lutte contre la pauvreté élaborées, conçues, et mises en œuvre par des africains et destinées à augmenter les opportunités de développement communautaire;
- Stimuler et développer la participation des pauvres d'Afrique au développement de leurs pays; et
- Bâtir des institutions africaines durables qui stimulent le développement de la base

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Commerce et investissement – promotion des cultures d'exportation non traditionnelles et les petits manufacturiers existants
- Développement d'Entreprise – services de financement et de développement commercial pour les petites et moyennes entreprises (PME)
- Développement Participatif
- Réduction du VIH/ SIDA

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures	√			√
Opération et entretien				
Renforcement des capacités				√
Recherche				
Assistance technique	√			√
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Bénin, Botswana, Cap Vert, Ghana, Guinée, Mali, Namibie, Niger, Nigeria, Sénégal, Swaziland, Tanzanie, Ouganda, Zambie, et Zimbabwe
Statut juridique	Organisations non gouvernementales (ONG) et petites entreprises à gestion et à fondation africaines des 15 pays mentionnés ci-dessus, incluant : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ coopératives légalement enregistrées</li> <li>➤ groupes d'intérêt économiques</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ associations de producteurs</li> <li>➤ sociétés à responsabilité limitée anonymes légalement enregistrées</li> <li>➤ organisations de développement communautaire, et</li> <li>➤ organisations intermédiaires qui interviennent auprès des personnes et des groupes à faible revenu, comme les institutions de microfinance et les coopératives de crédit.</li> </ul>
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Bénin, Botswana, Cap Vert, Ghana, Guinée, Mali, Namibie, Niger, Nigeria, Sénégal, Swaziland, Tanzanie, Ouganda, Zambie, et Zimbabwe
Type d'activités financées	Les projets portaient sur le développement de micro -, de petites - , et moyennes entreprises, le perfectionnement des opportunités de commerce et d'investissement (C&I) pour les petites et moyennes entreprises, la prévention et la réduction du VIH/ SIDA, et les projets de développement participatifs communautaires.
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	Entre \$50.000 et \$250.000 US
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	n/a

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Projet de Production et de transformation de végétaux de Koulbaga	Conclu en 2004, ce projet a augmenté de \$528le revenu annuel net moyen des membres, 72% davantage que la cible du projet. Les 40 puits d'irrigation qui ont été construits sont devenus une source d'eau potable importante pour le village entier. Koulbaga maintient le fonds de crédit renouvelable créé par le projet pour financer les achats de graine, d'engrais, de petit équipement, et d'autres intrants agricoles pour ses membres. En utilisant ses propres fonds, le bénéficiaire a lancé une petite activité d'inventaire et de stockage de grains qui a acheté 3.2 tonnes de millet en 2004 pour une revente ultérieure à des prix plus élevés. Koulbaga fournit également des graines et des jeunes plantes à d'autres producteurs dans la région.	<u>Voir rapport</u>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Bénin : Dr. Moulero OMER ADEYE Cap Vert : Elizabeth SILVA MENDES Guinée : Alpha OUMAR DIALLO Mali : Amadou KONATÉ Niger : Mahamadou OUHOUMODOU Nigeria : James ADDO Sénégal : Seydou T. LY
Adresse électronique	Bénin : <a href="mailto:adfbenin@intnet.bj">adfbenin@intnet.bj</a> ; Cap Vert : <a href="mailto:elizabethmendez2003@yahoo.com">elizabethmendez2003@yahoo.com</a> ; Ghana : <a href="mailto:adfghana@gmail.com">adfghana@gmail.com</a> ; Guinée : <a href="mailto:adf-gui@biasy.net">adf-gui@biasy.net</a> ; Mali : <a href="mailto:info@adfmali.org">info@adfmali.org</a> ; Niger : <a href="mailto:adf-nir@intnet.ne">adf-nir@intnet.ne</a> ; Nigeria : <a href="mailto:jkaddo@adf.gov">jkaddo@adf.gov</a> ; Sénégal : <a href="mailto:adfsen.rep@sentoo.sn">adfsen.rep@sentoo.sn</a>
Numéro de téléphone	Bénin : +229 306 751; 229 306 752 (Téléfax) Cap Vert : +238 913 614 Ghana : +233 21 785 311; +233 21 785 312 Guinée : +224 46 7505; +224 46 75 06 (Téléfax); +224 11 250 201 (Mobile) Mali : +223 222 6623; +223 222 6624 (Téléfax) Niger : +227 755 383; +227 755 384 (Téléfax) Nigeria : +234 9 413 2519; +234 9 413 2509 (Téléfax) Sénégal : +221 820 9947; +221 820 9950 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.adf.gov">www.adf.gov</a>

Source de financement : **Société Belge d'Investissements pour les Pays en développement**

Intitulé : **Fonds d'Etude**

### OBJECTIFS

- L'accès aux nouvelles technologies et aux marchés de même que le perfectionnement des capacités de gestion et les capacités du personnel sont des conditions essentielles à un développement réussi;
- Favoriser cet accès pour dynamiser le secteur privé des pays en développement.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Le Fonds d'Etude accorde des subventions aux opérateurs locaux. Ces subventions sont destinées à financer les activités apparentées à l'investissement, dans ce cas-ci les études de faisabilité. Les projets d'investissement sont orientés vers la création et le développement des entreprises locales.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Pays moins avancés [PMA], autres pays à faible revenu [PFR] et pays moins avancés à revenu intermédiaire [PMAI]. Les "pays prioritaires" de la coopération belge, qui font partie de ces catégories, sont l'Algérie, le Maroc, la Palestine, l'Afrique du Sud, le Bénin, le Burundi, le Congo (RDC), le Mali, le Mozambique, le Niger, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie, le Vietnam, la Bolivie, l'Equateur, le Pérou.
Statut juridique	La priorité du fonds est de promouvoir la création et l'expansion d'une entreprise privée anonyme. Une compagnie sera considérée comme PME si elle compte : - moins de 250 employés;



	- des capitaux inférieurs à 27 millions EUR; - un chiffre d'affaires annuel inférieur à 40 millions EUR.
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays moins avancés [PMA], autres pays à faible revenu [PFR] et pays moins avancés à revenu intermédiaire [PMAI]. Les "pays prioritaires" de la coopération belge, qui font partie de ces catégories, sont l'Algérie, le Maroc, la Palestine, l'Afrique du Sud, le Bénin, le Burundi, le Congo (RDC), le Mali, le Mozambique, le Niger, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie, le Vietnam, la Bolivie, l'Equateur, le Pérou.
Type d'activités financées	Le Fonds d'Etude accorde des subventions aux opérateurs locaux. Ces subventions visent à financer les activités relatives à l'investissement, dans ce cas-ci les études de faisabilité. Les projets d'investissement portent sur la création et le développement des entreprises locales. Les propositions de tous les secteurs économiques seront évaluées.
Période	Maximum 6 mois

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	Subvention maximum de 100.000 EUR par projet.
Apport personnel	L'appui de financement accordé par le Fonds d'Etude est limité à 50 % du montant total des dépenses approuvées.
Date d'ouverture/ clôture des appels	n/a

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	M. OUEZEKHTI, Directeur du Fonds
Adresse électronique	<a href="mailto:mostafa.ouzekhti@b-i-o.be">mostafa.ouzekhti@b-i-o.be</a>
Numéro de téléphone	+32 277 899 02/ Fax : +32 277 899 90
Page web	<a href="http://www.b-i-o.be/doc/Manual%20Study%20Fund%20ENG.pdf">www.b-i-o.be;</a> <a href="http://www.b-i-o.be/doc/Manual%20Study%20Fund%20ENG.pdf">http://www.b-i-o.be/doc/Manual%20Study%20Fund%20ENG.pdf</a>

Source de financement : **Secrétariat du Commonwealth**Intitulé : **Programme Renforcement des capacités et de développement institutionnel****OBJECTIFS**

- Renforcer la capacité des institutions nationales et régionales locales dans les secteurs décisifs de la bonne gouvernance et du développement durable à travers le placement des experts.

**PRIORITES SPÉCIFIQUES**

Facilitation de la coopération technique et offrir aux experts dans le cadre des finalités et des objectifs des programmes du Secrétariat du Commonwealth, et soutenant les priorités de développement des pays membres en aidant ceux-ci à renforcer les capacités dans les principaux domaines sectoriels pour établir ou renforcer les organisations du secteur public effectives, efficaces et plus imputables, et améliorer la prestation de services du secteur public pour le développement. Le programme cherchera à :

- renforcer les capacités nationales et les principales capacités de base, et renforcer les institutions décisives aux processus de développement;
- Les besoins des petits états recevront la priorité;
- Approfondir et compléter les programmes au Plan stratégique du secrétariat;
- Capitaliser la pérennité à travers une gamme de modalités comprenant des contreparties et une formation pratique et une plus grande implication des Ministères de coordination;
- Répondre aux appels des Etats pour approfondir et cibler les programmes pour un impact accru en mettant l'accent sur les processus de mise en œuvre intégrés et la capitalisation d'interventions logiques;
- les projets seront associés aux interventions nationales par les donateurs et les autres partenaires stratégiques;
- Refléter les priorités nationales et régionales de même que les priorités émergentes;
- Les projets refléteront également les cadres et les priorités de développement convenus.

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	√	√	√	√
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	√	√	√	√
Recherche				
Assistance technique	√	√	√	√
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

<b>ELIGIBILITE</b>	
<b>1. Demandeurs</b>	
Cadrage géographique	Etats du Commonwealth ou organisations régionales ayant une importante adhésion au Commonwealth.
Statut juridique	Etats nationaux.
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Etats du Commonwealth ou organisations régionales ayant une importante adhésion au Commonwealth.
Type d'activités financées	Le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique accorde un appui aux Etats membres à travers une gamme d'activités conçues pour aider à renforcer les institutions du secteur public.
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu.

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Deputy Secretary-General (Development Co-operation)
Adresse électronique	<a href="mailto:cftc@commonwealth.int">cftc@commonwealth.int</a>
Numéro de téléphone	Fax : +44 207 930 0827
Page web	<a href="http://www.thecommonwealth.org">www.thecommonwealth.org</a>

Source de financement : **Secrétariat du Commonwealth**

Intitulé : **Programme de Développement Durable du point de vue de l'environnement**

### OBJECTIFS

- Appuyer les pays membres à atteindre les objectifs de leur développement durable en conformité avec les résolutions du Sommet Mondial sur le Développement Durable (SMMDD) de 2002 et les accords internationaux associés.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Facilitation du plaidoyer sur les préoccupations du Commonwealth sur le développement durable aux forums internationaux.
- Facilitation de la réalisation de consensus et élaboration de politique dans les secteurs suivants :
  - Environnement international et négociations/processus de développement durable;
  - Mise en oeuvre de l'Agenda de l'Habitat du Commonwealth;
  - Mise en oeuvre du Plan de mise en oeuvre du SMMDD de Johannesburg et des accords relatifs, mettant un accent particulier sur les partenariats, la prise de décision politique intégrée et les initiatives pour traiter les préoccupations d'adaptation des petites îles et autres états particulièrement vulnérable au réchauffement global et à la montée du niveau des mers; et
- Appui à la gouvernance du Programme de Forêts Ombrophiles d'Iwokrama en Guyane et renforcement des capacités pour mettre en oeuvre l'utilisation et la conservation durables des ressources de forêt tropicale.
- Partage de l'information et formation de partenariats autour des enjeux du développement durable parmi les pays membres et les autres parties prenantes.
- Promotion d'une approche intégrée au développement durable à travers le programme de travail du Secrétariat du commonwealth.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓	✓	✓	✓
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche				
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓	✓	✓

### ELIGIBILITE

<b>1. Demandeurs</b>	
Cadrage géographique	Etats du Commonwealth ou organisations régionales ayant une importante adhésion au Commonwealth.
Statut juridique	Etats nationaux.
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Etats du Commonwealth ou organisations régionales ayant une importante adhésion au Commonwealth.
Type d'activités financées	Le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique accorde un appui aux Etats membres à travers une gamme d'activités conçues pour aider à renforcer les institutions du secteur public.
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu.

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Deputy Secretary-General (Development Co-operation)
Adresse électronique	<a href="mailto:cftc@commonwealth.int">cftc@commonwealth.int</a>
Numéro de téléphone	Fax : +44 207 930 0827
Page web	<a href="http://www.thecommonwealth.org">www.thecommonwealth.org</a>

Source de financement : **Secrétariat du Commonwealth**Intitulé : **Programme Egalité et Equité Genre****OBJECTIFS**

- Renforcer les capacités des Etats et de la société civile à réaliser l'égalité et l'équité Genre dans la mise en œuvre de plans et programmes politiques, légaux, sociaux et économiques.

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- Aider les pays membres à renforcer les mécanismes nationaux de femmes et les principaux ministères de la Femme pour renforcer leurs capacités à mettre en œuvre le Plan d'Action Genre et Développement du Commonwealth (2005 - 2015);
- Aider les pays membres à appliquer une approche sensible au Genre dans la mise en œuvre de l'élaboration politique à travers la mise à disposition de renforcement des capacités et de consultations politiques;
- Faciliter l'intégration du Genre dans tout le programme de travail Secrétariat du commonwealth.

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓	✓	✓	✓
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche				
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

**ELIGIBILITE****1. Demandeurs**

Cadrage géographique	Etats du Commonwealth ou organisations régionales ayant une importante adhésion au Commonwealth.
Statut juridique	Etats nationaux.

**2. Activités**

Cadrage géographique	Etats du Commonwealth ou organisations régionales ayant une importante adhésion au Commonwealth.
Type d'activités financées	Le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique accorde un appui aux Etats membres à travers une gamme d'activités conçues pour aider à renforcer les institutions du

	secteur public.
Période	n/a

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu.

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>

### QUI CONTACTER

Contact	Deputy Secretary-General (Development Co-operation)
Adresse électronique	<a href="mailto:cftc@commonwealth.int">cftc@commonwealth.int</a>
Numéro de téléphone	Fax : +44 207 930 0827
Page web	<a href="http://www.thecommonwealth.org">www.thecommonwealth.org</a>

Source de financement : **Secrétariat du Commonwealth**Intitulé : **Programme de Développement du Secteur Public****OBJECTIFS**

- renforcer les capacités et promouvoir l'efficacité et l'effectivité des institutions du secteur public régional et national.

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- Aider les pays membres à mettre en place ou pays membres ou enrichir les institutions de secteur public effectifs et efficaces; les principaux domaines comprennent :
  - développement de leadership;
  - systèmes de gestion de la qualité et de la performance;
  - réforme de service public;
  - gouvernance du service public (institutions de supervision);
  - gouvernance d'entreprises;
  - Gouvernement et administration sous national;
  - gestion des dépenses publiques;
  - partenariat public privé;
  - informatique de secteur public; et
  - développement et gestion de ressources humaines (y compris les demandes spécifiques de pays pour des programmes de formation et des consultations de court terme).
- Aider les pays membres à renforcer les capacités des institutions à offrir de la formation en gestion de secteur public.
- Aider les pays membres à établir ou développer un environnement de gouvernance et de réglementation plus fort.

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓	✓	✓	✓
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche				
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓	✓	✓

**ELIGIBILITE****1. Demandeurs**



Cadrage géographique	Etats du Commonwealth ou organisations régionales ayant une importante adhésion au Commonwealth.
Statut juridique	Etats nationaux.
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Etats du Commonwealth ou organisations régionales ayant une importante adhésion au Commonwealth.
Type d'activités financées	Le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique accorde un appui aux Etats membres à travers une gamme d'activités conçues pour aider à renforcer les institutions du secteur public.
Période	n/a

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu.

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>

### QUI CONTACTER

Contact	Deputy Secretary-General (Development Co-operation)
Adresse électronique	<a href="mailto:cftc@commonwealth.int">cftc@commonwealth.int</a>
Numéro de téléphone	Fax : +44 207 930 0827
Page web	<a href="http://www.thecommonwealth.org">www.thecommonwealth.org</a>

Source de financement : **Danemark/ Fonds Danois de l'Investissement International**

Intitulé : **Fonds de Développement de l'Industrie des Pays en développement**

### OBJECTIFS

- Promouvoir les investissements dans les pays en développement en collaboration avec le commerce et l'industrie danois.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Le FDI offre une grande variété de produits financiers aux projets du secteur privé des pays en développement.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓	✓	✓	✓
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien	✓	✓	✓	✓
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche	✓	✓	✓	✓
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓	✓	✓

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Pays en développement ayant un RIB par habitant en dessous de 80% de la limite pour les prêts de la Banque Mondiale avec une maturité de 17 ans, correspondant à 2.428 dollars US en 2005; et en Afrique du Sud.
Statut juridique	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le projet doit être financé en partie par un partenaire commercial danois;</li> <li>➤ Le projet doit en plus s'être révélé un projet commercialement viable;</li> <li>➤ Le projet doit être géré par le privé, c'est à dire que les sociétés étatiques ne peuvent participer que comme investisseurs, avec une part minoritaire.</li> </ul>

#### 2. Activités

Cadrage géographique	Pays en développement ayant un RIB par habitant en dessous de 80% de la limite pour les prêts de la Banque Mondiale avec une
----------------------	--

	maturité de 17 ans, correspondant à 2.428 dollars US en 2005; et en Afrique du Sud.
Type d'activités financées	
Période	La maturité du prêt typique est de 5 à 12 ans, avec ou sans délai de grâce, et 3 ans pour les facilités de financement commercial.

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	Le FDI ne participe pas uniquement aux grands investissements, mais également aux petites et moyennes entreprises, y compris les projets pilotes. La limite indicative pour l'investissement maximum du Fond dans un seul projet continue à être de DKK 50m. La limite générale indicative de l'engagement du Fonds (prêts et capital social) dans un seul projet est de 50% du solde dans les projets ayant un investissement total allant jusqu'à DKK 7.5m, et diminuant progressivement à 30% pour les projets ayant un solde supérieur à DKK 12.5m. Pour les projets dans les Pays à faible revenu (PFR), la limite indicative pour le FDI est de 49% du solde.
Apport personnel	La limite indicative pour le partenaire est de 20% du total du portefeuille du Fonds pour le projet.
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu.

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>

### QUI CONTACTER

Contact	IFU
Adresse électronique	<a href="mailto:ifu@ifu.dk">ifu@ifu.dk</a>
Numéro de téléphone	+45 336 375 00/ Fax : +45 333 225 24
Page web	<a href="http://www.ifu.dk/">www.ifu.dk/</a> ; <a href="http://www.ifu.dk/ifu/ifu_default.htm">www.ifu.dk/ifu/ifu_default.htm</a>

Source de financement : **Development Gateway Foundation**

Intitulé : **Programme-e de subventions publiques**

### OBJECTIFS

- Accroître la transparence et l'efficacité dans les opérations de l'Etat;
- Augmenter la qualité et l'efficacité de la gouvernance;
- Stimuler la croissance économique et sociale.

### PRIORITES SPECIFIQUES

Valeur du programme : Servir de catalyseur

- Offre un cadre pour un déploiement rapide des projets du gouvernement-el dans le cadre des stratégies nationales de gouvernement-el;
- Livre une valeur opérationnelle immédiate aux Gouvernements partenaires;
- Offre aux donateurs et aux bénéficiaires un moyen d'essai à faible risque pour des initiatives à grande échelle;
- L'approche de concertation permet aux des co-bailleurs de fonds additionnels de venir se joindre.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓	✓	✓

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrement géographique : Pays en développement.

Statut juridique : n/a

#### 2. Activités

Cadrement géographique : Pays en développement.

Type d'activités financées : Gouvernement-el, passation de marché-el.

Période	n/a
---------	-----

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	Inférieur à 500. 000 dollars US, bien que le cofinancement puisse augmenter la valeur globale de l'aide.
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	n/a

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

Intitulé du projet	Description du projet	Infos complémentaires
GovNet-Pilote	Ce projet pilote de GovNet a s'est achevé en avril 2005. Il a mis en relation 500 fonctionnaires de 15 institutions principales, y compris le ministère des finances et le ministère de la santé. Il mis à leur disposition un Intranet commun, un système unifié et politiques d'email, un accès plus rentable à l'Internet et à un portail web public partagé pour permettre un meilleur accès public à l'information. Grâce à l'accomplissement rapide de ce projet et de son rôle en tant que pilote, le Gouvernement Italien finance actuellement l'expansion du GovNet à plus de 100 institutions à travers 10 provinces.	<a href="http://i-policy.typepad.com/informationpolicy/2005/06/mozambique_egov.html">http://i-policy.typepad.com/informationpolicy/2005/06/mozambique_egov.html</a>
Registre Foncier-e	En fin 2004 nous avons annoncé un deuxième projet au Mozambique portant un Système de Registre Foncier-el et d'Informations Foncières (LIMS). Le projet influence le système de GovNet déjà en place et appuiera une meilleure gestion des terres et des ressources naturelles du Mozambique. Le projet commence au ministère de l'agriculture et va numériser le cadastre aujourd'hui sur papier. L'extension des services du LIMS est prévue pour les diverses agences du gouvernement central et local du Mozambique qui génèrent et utilisent des informations foncières afin de servir les citoyens et les entreprises. L'établissement d'une grande base de données étatique commune habilitera les décideurs qui gèrent les terres à utiliser des applications. Le projet est prévu s'achever en fin 2005.	<a href="http://old.developmentgateway.org/download/248756/JointDeclaration.pdf">http://old.developmentgateway.org/download/248756/JointDeclaration.pdf</a>

### QUI CONTACTER

Contact	Pietro FERRARI BRAVO
Adresse électronique	<a href="mailto:pferraribravo@dqfoundation.org">pferraribravo@dqfoundation.org</a>
Numéro de téléphone	
Page web	<a href="http://eGouvernement.developmentgateway.org/">http://eGouvernement.developmentgateway.org/</a>

Source de financement : **Fond de l'Emergence des Infrastructures en Afrique**

Intitulé : **Dettes à échéance prioritaire**

### OBJECTIFS

- Corriger la rareté de la dette à long terme pour un développement sectoriel privé significatif des infrastructures à travers la mise à disposition d'un financement par emprunt bancaire à long terme pouvant être personnalisé pour convenir à la nature typique à plus long terme des profils de trésorerie survenant dans les infrastructures.
- Être sensible aux besoins du marché en travaillant avec tous les participants (Etats d'accueil, promoteurs du secteur privé et ONG de même) pour créer des solutions de financement appropriées pour relever les défis du financement du secteur privé dans la région, y compris si possible et si besoin la facilitation de la participation du marché financier local.
- S'assurer dans la mesure du possible que toute activité recevant l'appui du Fonds se conforme aux normes d'impact environnemental et social internationalement acceptables.
- Opérer des principes commerciaux sur le secteur privé et démontrer ainsi la viabilité du crédit commercial à long terme en Afrique subsaharienne.
- Accroître le volume du Fonds et son efficacité en utilisant une levée supplémentaire de fonds de donateurs pour attirer un nouveau capital du secteur privé qui ne serait pas autrement susceptible d'être trouvé dans la région.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Le développement des infrastructures et la participation du secteur privé sont les deux points essentiels du cadrage du Fonds : le développement d'infrastructure est un préalable à la croissance économique et le secteur privé est perçu comme étant capable de mieux identifier et gérer les risques associés à un tel développement dans de nombreux secteurs afin d'assurer que les capitaux et les services produisent des résultats dans le temps. En outre, les infrastructures dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne ont souffert d'un sous investissement effilé avec un secteur public de plus en plus contraint et frappé d'incapacité.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien				
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

<b>ELIGIBILITE</b>	
<b>1. Demandeurs</b>	
Cadrage géographique	Pays africains.
Statut juridique	Secteur privé.
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays africains.
Type d'activités financées	Travaux d'infrastructure.
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu.

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
	n/a	
	n/a	

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	M. Nick ROUSE, Directeur Général, Emerging Africa Advisers; Sofia BIANCHI, Conseiller Principal aux Investissements, Emerging Africa Advisers.
Adresse électronique	<a href="mailto:nick.rouse@standardbank.com">nick.rouse@standardbank.com</a> ; <a href="mailto:sofia.bianchi@standardbank.com">sofia.bianchi@standardbank.com</a>
Numéro de téléphone	+44 20 781 52780; +44 20 781 52789 (Téléfax); + 44 20 781 52785
Page web	<a href="http://www.emergingafricafund.com/first.htm">www.emergingafricafund.com/first.htm</a>

Source de financement : **Fondation Ensemble**Intitulé : **Subventions****OBJECTIFS**

Promouvoir un nouveau genre de développement humain, portant sur la protection de l'environnement dans les domaines suivants :

- Eau et assainissement;
- Énergies renouvelables;
- Protection de la biodiversité
- [en France uniquement] éducation à l'environnement

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- Collecte d'eaux pluviales;
- Assainissement écologique;
- Utilisation de sources modernes d'énergie renouvelable;
- Protection de la biodiversité.

La Fondation Ensemble dévoue ses ressources au traitement des questions qui ont un impact durable sur les conditions de vie des pauvres et des défavorisés, tout en protégeant les ressources naturelles.

Elle agit en accordant des subventions pour :

- aider à l'éradication de la pauvreté et la dégradation environnementale;
- accroître la sensibilisation et la formation;
- participer à la réalisation d'une amélioration durable des conditions de vie des populations démunies.
- Dans le secteur EAH, la Fondation Ensemble appuie des projets qui soutiennent les équipements de l'eau et d'assainissement en faveur des personnes vulnérables des pays en développement, et protéger les ressources naturelles en même temps.

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures	✓		✓	
Opération et entretien	✓		✓	
Renforcement des capacités	✓		✓	
Recherche				
Assistance technique	✓		✓	
Travail en réseau & coopération	✓		✓	
Gestion de l'information et des connaissances				

**ELIGIBILITE****1. Demandeurs**



Cadrage géographique	n/a
Statut juridique	n/a
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	n/a
Type d'activités financées	n/a
Période	Trois ans

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	200.000 EUR sur une période de trois ans
Apport personnel	minimum de 40%
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
	n/a	
	n/a	

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Irène ALMERAS
Adresse électronique	<a href="mailto:ialmeras@fondationensemble.org">ialmeras@fondationensemble.org</a>
Numéro de téléphone	+33 1 455 11882
Page web	<a href="http://www.fondationensemble.org">www.fondationensemble.org</a>

Source de financement : **Organisation pour l'alimentation et l'agriculture - FAO -**

Intitulé : **Programme spécial de sécurité alimentaire, Aides à l'irrigation pour les petits producteurs**

### OBJECTIFS

- Aider au développement d'une irrigation durable, et promouvoir la nécessité de développement et de meilleure coordination des investissements publics et privés dans ce secteur;
- Accroître l'utilisation et l'application de technologies et d'équipements d'irrigation rentables, et des systèmes de crédit et l'octroi de prêts et DDE subventions pour le développement de l'irrigation par les agences d'appui extérieures et les Etats.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Offrir aux pays membres des politiques et des méthodologies et des directives appropriées pour une gestion durable des ressources en eau dans le secteur rural;
- Aider au transfert de technologie d'irrigation et à la fabrication d'équipement d'irrigation à faible coût;
- Renforcement des capacités dans la conception et l'utilisation de l'irrigation;
- Promouvoir l'opinion publique et les décideurs sur le besoin d'investissement dans le développement d'une petite irrigation rentable.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation		✓		✓
Construction d'infrastructures		✓		✓
Opération et entretien		✓		✓
Renforcement des capacités		✓		✓
Recherche		✓		✓
Assistance technique		✓		✓
Travail en réseau & coopération		✓		✓
Gestion de l'information et des connaissances		✓		✓

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Monde entier.
Statut juridique	pays membres.

#### 2. Activités

Cadrage géographique	Monde entier.
----------------------	---------------

Type d'activités financées	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Transfert de technologie d'irrigation et fabrication d'équipement d'irrigation à faible coût</li> <li>2. Renforcement des capacités dans la conception et l'utilisation de l'irrigation</li> <li>3. Promouvoir l'opinion publique et les décideurs sur le besoin d'investissement dans le développement d'une petite irrigation rentable</li> </ol>
Période	n/a

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu.

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Programmes spéciaux de sécurité alimentaire en Gambie, Guinée, et en Guinée-Bissau.	Ces programmes ont été formulés pour appuyer les composantes du programme spécial de la FAO pour la sécurité alimentaire (PSSA), à savoir : gestion et maîtrise de l'eau; diversification et intensification des produits horticoles; et analyse des contraintes.	<a href="http://www.fao.org/tc/tcdm/italy/op_gam021_en.asp?lang=en">http://www.fao.org/tc/tcdm/italy/op_gam021_en.asp?lang=en</a> , <a href="http://www.fao.org/tc/tcdm/italy/op_gui015_en.asp?lang=en">http://www.fao.org/tc/tcdm/italy/op_gui015_en.asp?lang=en</a> , et <a href="http://www.fao.org/tc/tcdm/italy/op_gbs026_en.asp?lang=en">http://www.fao.org/tc/tcdm/italy/op_gbs026_en.asp?lang=en</a>
Produits d'information pour les décisions relatives aux politiques de l'eau et à la gestion des ressources en eau.	Le projet va contribuer à une coopération et une gestion durables des eaux du Nil entre les pays riverains du bassin de fleuve du Nil (Burundi, République démocratique du Congo, Egypte, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Rwanda, Soudan, Tanzanie et Ouganda) qui en dépendent fortement pour l'approvisionnement en eau. Un des principaux objectifs du projet consiste à renforcer les capacités de génération de produits d'information qui intègrent les données techniques de ressources en eau et les conditions socio-économiques et environnementales. À cet effet, le projet réunit des informations et des données pour générer des produits cartographiques, tout en utilisant de manière extensive la technologie du système d'information géographique (SIG), déjà établie	<a href="http://www.fao.org/tc/tcdm/italy/op_int945_en.asp?lang=en">http://www.fao.org/tc/tcdm/italy/op_int945_en.asp?lang=en</a>

	dans la région.	
--	-----------------	--

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Carlos GARCES-RESTREPO (IPTRID Programme Manager)
Adresse électronique	<a href="mailto:Carlos.Garces@fao.org">Carlos.Garces@fao.org</a>
Numéro de téléphone	
Page web	<a href="http://www.fao.org/ag/aql/aqlw/wprog.stm">www.fao.org/ag/aql/aqlw/wprog.stm</a>

Source de financement : **Organisation pour l'alimentation et l'agriculture - FAO - Gouvernement Italien**

Intitulé : **FAO/ Programme de Coopération Italienne**

### OBJECTIFS

- Mobiliser les ressources sociales, humaines et financières des autorités décentralisées italiennes dans la lutte contre la faim.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Sécurité alimentaire, y compris les contraintes techniques, institutionnelles et économiques qui empêchent les producteurs de parvenir à la sécurité alimentaire (y compris les programmes régionaux de sécurité alimentaire);
- Maladie animale et végétale transfrontalière qui empêche la production et limite le commerce; et
- Investissements portant sur la promotion d'un investissement accru par le secteur privé national et international dans l'agriculture et le secteur rural.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation		✓		✓
Construction d'infrastructures		✓		✓
Opération et entretien		✓		✓
Renforcement des capacités		✓		✓
Recherche		✓		✓
Assistance technique		✓		✓
Travail en réseau & coopération		✓		✓
Gestion de l'information et des connaissances		✓		✓

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Pays en développement.
Statut juridique	n/a

#### 2. Activités

Cadrage géographique	Pays en développement.
Type d'activités financées	n/a
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/clôture des appels	Continu.

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Programmes spéciaux de sécurité alimentaire en Gambie, Guinée, et en Guinée-Bissau.	Ces programmes ont été formulés pour appuyer les composantes du programme spécial de la FAO pour la sécurité alimentaire (PSSA), à savoir : gestion et maîtrise de l'eau; diversification et intensification des produits horticoles; et analyse des contraintes.	<a href="http://www.fao.org/tc/tcdm/italy/op_qam021_en.asp?lang=en">www.fao.org/tc/tcdm/italy/op_qam021_en.asp?lang=en</a> , <a href="http://www.fao.org/tc/tcdm/italy/op_gui015_en.asp?lang=en">www.fao.org/tc/tcdm/italy/op_gui015_en.asp?lang=en</a> , et <a href="http://www.fao.org/tc/tcdm/italy/op_gbs026_en.asp?lang=en">www.fao.org/tc/tcdm/italy/op_gbs026_en.asp?lang=en</a>
Produits d'information pour les décisions relatives aux politiques de l'eau et à la gestion des ressources en eau.	Le projet va contribuer à une coopération et une gestion durables des eaux du Nil entre les pays riverains du bassin de fleuve du Nil (Burundi, République démocratique du Congo, Egypte, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Rwanda, Soudan, Tanzanie et Ouganda) qui en dépendent fortement pour l'approvisionnement en eau. Un des principaux objectifs du projet consiste à renforcer les capacités de génération de produits d'information qui intègrent les données techniques de ressources en eau et les conditions socio-économiques et environnementales. À cet effet, le projet réunit des informations et des données pour générer des produits cartographiques, tout en utilisant de manière extensive la technologie du système d'information géographique (SIG), déjà établie dans la région..	<a href="http://www.fao.org/tc/tcdm/italy/op_int945_en.asp?lang=en">www.fao.org/tc/tcdm/italy/op_int945_en.asp?lang=en</a>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Aleksander ZAREMBA, Service de Développement de Programmes de Terrain (TCAP), Division de l'Assistance Politique, Service Technique de la Coopération.
Adresse électronique	<a href="mailto:aleksander.zaremba@fao.org">aleksander.zaremba@fao.org</a>
Numéro de téléphone	+39 6 570 550 25/ Fax +39 6 570 568 85
Page web	<a href="http://www.fao.org/tc/tcdm/italy/index_en.asp?lang=en">www.fao.org/tc/tcdm/italy/index_en.asp?lang=en</a>

Source de financement : **Fondation Jean Paul II pour le Sahel**Intitulé : **Subventions de la fondation Jean Paul II pour le sahel****OBJECTIFS**

- Combattre la désertification et aider les victimes de la sécheresse et
- Appuyer la formation des administrateurs exécutifs.

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- Formation technique (ingénieurs de l'hydraulique, ingénieurs civils, production animale, mécaniciens et, etc....);
- Elevage de bétail;
- Foresterie/ Environnement;
- Agriculture;
- Gestion de projet;
- Santé;
- Approvisionnement en eau

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche				
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

**ELIGIBILITE****1. Demandeurs**

Cadrage géographique	Burkina Faso, Niger, Mali, Guinée Bissau, Cap Vert, Mauritanie, Sénégal, Gambie et Tchad.
Statut juridique	Églises locales dans le Sahel.

**2. Activités**

Cadrage géographique	Burkina Faso, Niger, Mali, Guinée Bissau, Cap Vert, Mauritanie, Sénégal, Gambie et Tchad.
Type d'activités financées	Formation des leaders et des agents de l'assainissement, des ingénieurs, des mécaniciens, des ouvriers agricoles, des éleveurs de bétail, des ingénieurs hydrauliciens et du bois.
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
	n/a	
	n/a	

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Mgr. Karel KASTEEL, secrétaire du Conseil pontifical "Cor Unum"
Adresse électronique	<a href="mailto:corunum@corunum.va">corunum@corunum.va</a>
Numéro de téléphone	+39 6 698 89411; +39 6 698 87301 (Téléfax)
Page web	Site web de la Fondation Jean Paul II pour le Sahel



Source de financement : **Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)**

Intitulé : **Grands Projets FEM : Eaux Internationales**

### OBJECTIFS

- Renverser la dégradation des eaux internationales
- Appuyer les accords régionaux et internationaux de l'eau
- Permettre aux pays d'identifier et d'en apprendre plus sur les défis associés à l'eau et qu'ils partagent afin de trouver les moyens de travailler ensemble, et entreprendre les importants changements intérieurs requis pour résoudre ces problèmes.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Catalyser les ressources financières pour la mise en œuvre des actions convenues.
- Elargir la couverture globale de renforcement des capacités fondamentales et appuyer l'apprentissage ciblé.
- Entreprendre des démonstrations innovatrices pour réduire les contaminants et traiter la pénurie de l'eau et les utilisations compétitives de l'eau.
- Il y a trois catégories de projets de l'eau : 1) plans d'eau; 2) projets intégrés de gestion des terres et de l'eau; et 3) contaminants.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation		✓	✓	
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités		✓	✓	
Recherche		✓	✓	
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération		✓	✓	
Gestion de l'information et des connaissances		✓	✓	

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Pays en développement ou pays en transition.
Statut juridique	Les projets doivent recueillir l'approbation des points focaux opérationnels nationaux

#### 2. Activités

Cadrage géographique	Pays en développement ou pays en transition, nationaux et régionaux
----------------------	---

Type d'activités financées	Projets mis en oeuvre par le PNUD, PNUE ou la Banque Mondiale, avec l'appui de 7 autres agences comprenant la Banque Africaine de Développement, le FIDA, UNIDO et la FAO
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	5.000.000 - 12.000.000 EUR (marge de 300.000 - 36.8000.000 EUR)
Apport personnel	Tous les fonds concernant le service des intérêts nationaux d'un pays, FEM finance les coûts différentiels pour appuyer " les intérêts environnementaux globaux "
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Programme de Gestion de l'Environnement et des Eaux du bassin de fleuve du Sénégal	Objectif : assurer la gestion durable des ressources en eau, de la biodiversité et de l'environnement du bassin. Les principaux volets - mise en place de structures et de mécanismes institutionnels efficaces; base de connaissances identifiant les enjeux prioritaires et les mesures d'atténuations transfrontaliers; Programme d'action de l'environnement mondial	<u>Voir rapport</u>
Renverser les tendances de la dégradation des terres et des eaux dans le bassin du fleuve Niger	S'adresse à la gestion environnementale transfrontalière et au renforcement des capacités pour les ressources partagées en eau et en terre. Il porte sur le différentiel requis pour intégrer la gestion des ressources du bassin, qui représente l'élément principal de l'environnement dans la Vision partagée et le Plan d'action de développement Durable (SDAP) Stratégique simultanée du Bassin du fleuve Niger (SDAP).	<u>Voir davantage</u>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Sara GRASLUND - Program Manager, Land & Water Resources
Adresse électronique	<a href="mailto:sgraslund@thegef.org">sgraslund@thegef.org</a>
Numéro de téléphone	+1 202 458 7335
Page web	<a href="http://www.thegef.org">www.thegef.org</a>

Source de financement : **Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)**Intitulé : **Projets moyens FEM : Eaux Internationales****OBJECTIFS**

- Renverser la dégradation des eaux internationales
- Appuyer les accords régionaux et internationaux de l'eau
- Permettre aux pays d'identifier et d'en apprendre plus sur les défis associés à l'eau qu'ils partagent, de trouver les moyens de travailler ensemble, et entreprendre les changements intérieurs importants requis pour résoudre les problèmes.

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- Catalyser les ressources financières pour la mise en œuvre des actions convenues.
- Elargir la couverture globale de renforcement des capacités fondamentales et appuyer l'apprentissage ciblé.
- Entreprendre des démonstrations innovatrices pour réduire les contaminants et traiter la pénurie de l'eau et les utilisations compétitives de l'eau.
- Il y a trois catégories de projets de l'eau : 1) plans d'eau; 2) projets intégrés de gestion des terres et de l'eau; et 3) contaminants.

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation		✓	✓	
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités		✓	✓	
Recherche		✓	✓	
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération		✓	✓	
Gestion de l'information et des connaissances		✓	✓	

**ELIGIBILITE**

<b>1. Demandeurs</b>	
Cadrage géographique	Pays en développement ou pays en transition.
Statut juridique	Les projets doivent recueillir l'approbation des points focaux opérationnels nationaux
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays en développement ou pays en transition, nationaux et régionaux
Type d'activités	Projets mis en oeuvre par le PNUD, PNUF ou la Banque Mondiale,

financées	avec l'appui de 7 autres agences comprenant la Banque Africaine de Développement, le FIDA, UNIDO et la FAO
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	EUR 600.000 - 1.000.000 (maximum)
Apport personnel	Tous les fonds concernant le service des intérêts nationaux d'un pays, FEM finance les coûts différentiels pour appuyer " les intérêts environnementaux globaux "
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Gestion du Risque hydrogéologique dans le système aquifère d'Iullemeden (Niger, Mali, Nigeria)	Établissement de mécanismes et de cadres coopératifs communs pour: (a) l'identification des risques et des questions d'incertitude transfrontaliers, (b) formulation commune de réduction et politique de partage de risque; et (c) mise en œuvre de politique conjointe à travers un cadre coopératif légal et institutionnel IAS conjoint.	<u>Voir rapport</u>
Protection du système aquifère du Nord ouest du Sahara (NWSAS) et des zones humides et écosystèmes associés (Algérie, Libye, Tunisie)	Objectif : la protection de cette ressource décisive, et en particulier des zones de recharge et des zones humides et écosystèmes associés à la couche aquifère. Il comprend volets complémentaires : (i) amélioration des connaissances de la couche aquifère et les écosystèmes associés et (ii) mise en œuvre d'un mécanisme de consultation au niveau du bassin hydrogéologique.	<u>Voir rapport</u>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Sara GRASLUND - Program Manager, Land & Water Resources
Adresse électronique	<a href="mailto:saraslund@thegef.org">saraslund@thegef.org</a>
Numéro de téléphone	+1 202 458 7335
Page web	<a href="http://www.thegef.org">www.thegef.org</a>

Source de financement : **Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)**

Intitulé : **Petits Projets FEM : Eaux Internationales**

### OBJECTIFS

- Renverser la dégradation des eaux internationales
- Appuyer les accords régionaux et internationaux de l'eau
- Permettre aux pays d'identifier et d'en apprendre plus sur les défis associés à l'eau et qu'ils partagent afin de trouver les moyens de travailler ensemble, et entreprendre les importants changements intérieurs requis pour résoudre ces problèmes.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Catalyser les ressources financières pour la mise en œuvre des actions convenues.
- Elargir la couverture globale de renforcement des capacités fondamentales et appuyer l'apprentissage ciblé.
- Entreprendre des démonstrations innovatrices pour réduire les contaminants et traiter la pénurie de l'eau et les utilisations compétitives de l'eau.
- Il y a trois catégories de projets de l'eau : 1) plans d'eau; 2) projets de gestion intégrée des terres et de l'eau; et 3) contaminants.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures			✓	
Opération et entretien				
Renforcement des capacités		✓	✓	
Recherche				
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique - Pays en développement ou pays en transition.

Statut juridique - ONG, communautés locales, et autres organisations à la base

#### 2. Activités

Cadrage géographique - Pays en développement ou pays en transition, nationaux et régionaux

Type d'activités - Projets de démonstration ou de sensibilisation

financées	
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	Le volume moyen de l'aide est de 20.000 dollars US et un maximum de 50.000 dollars US
Apport personnel	Tous les fonds concernant le service des intérêts nationaux d'un pays, FEM finance les coûts différentiels pour appuyer " les intérêts environnementaux globaux "
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Construction de Zones humides communautaire pour le traitement des eaux usées de l'Université de Egerton. (Kenya)	L'université d'Egerton génère environ 500.000 litres d'eaux usées au quotidien. Ce projet va impliquer la communauté universitaire, la communauté locale des environs à la construction d'une zone humide végétative pour traiter 100.000 litres d'eaux usées de l'université.	<u>Voir rapport</u>
Conservation de l'eau dans les écoles (Botswana)	Le Projet d'Education de l'Ecole Supérieure de Tlokweg visait à promouvoir la conservation de l'eau à travers l'éducation et l'expérience pratique. Il nécessite la mise en place de systèmes de recyclage/ réutilisation de l'eau et des programmes de suivi de la qualité de l'eau Le projet a employé le système de zones humides naturelles pour traiter l'eau.	<u>Voir rapport</u>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Côte d'Ivoire : Mr. Kouassi CYRIAQUE N'GORAN Ghana : M. George ORTSIN Niger : M. Katiella A. MAI MOUSSA Sénégal : M. Amar Amadou OUMAR WANE Mali : M. Oumar Salim MOHAMED KABA Burkina Faso : Mme Rosalie CONGO
Adresse électronique	Côte d'Ivoire : <a href="mailto:gefsgp@aviso.ci">gefsgp@aviso.ci</a> Ghana : <a href="mailto:george@unopsmail.org">george@unopsmail.org</a> Niger : <a href="mailto:katiella.mai.moussa@undp.org">katiella.mai.moussa@undp.org</a> Sénégal : <a href="mailto:gefsgp@sentoo.sn">gefsgp@sentoo.sn</a> , <a href="mailto:oumar.wane@undp.org">oumar.wane@undp.org</a> Mali : <a href="mailto:oumar.kaba@ikatelnet.net">oumar.kaba@ikatelnet.net</a> , <a href="mailto:oumar.kaba@undp.org">oumar.kaba@undp.org</a> Burkina Faso : <a href="mailto:rosalie.Congo@undp.org">rosalie.Congo@undp.org</a>
Numéro de téléphone	Côte d'Ivoire : +225 224 45909; +225 224 85382 (Téléfax) Ghana : +233 21 227 323; +233 21 779 970 (Téléfax)

	Niger : +227 754 181; +227 723 630 (Téléfax) Sénégal : +221 864 0588/89; +221 864 5297 (Téléfax) Mali : +223 229 1041; +223 222 6298 (Téléfax) Burkina Faso : +226 332 934; +226 310 470 (Téléfax)
Page web	<a href="http://sqp.undp.org/index.cfm">http://sqp.undp.org/index.cfm</a>

### REMARQUES COMPLEMENTAIRES

Remarque : Les projets tendent à comporter la démonstration de techniques à petite échelle pour réduire la pollution de l'eau en particulier dans les plans d'eau transfrontaliers (comme les nouvelles méthodes pour réduire l'utilisation de pesticide par les producteurs) ou la sensibilisation parmi les membres de la Communauté sur les impacts des déchets sur un plan d'eau, souvent accompagné d'activités communautaires de nettoyage des déchets et pour l'amélioration de sa gestion (comme le développement d'un programme de recyclage).

Source de financement : **Centre International de Recherche pour le Développement - CIRP -**

Intitulé : **Connectivity Africa**

### OBJECTIFS

- Améliorer l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) en Afrique.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Innovation dans l'utilisation des TIC
- Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) Régionales Africaines
- Recherche et développement en TIC africaines
- Partenariats et réseaux

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	✓	✓		✓
Recherche				
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération	✓	✓		✓
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓		✓

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique : Pays africains.

Statut juridique : n/a

#### 2. Activités

Cadrage géographique : Pays africains.

Type d'activités financées : n/a

Période : n/a

### CONDITIONS GÉNÉRALES



Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu.

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Centre de Ressource TIC du Sénégal : Création de Capacité de R&D	Le centre de ressource TIC du Sénégal développe des applications TIC répondant aux besoins des communautés villageoises. Cette recherche et ce développement portent sur les nouvelles interfaces homme machine qui permettent aux populations illettrées d'accéder à l'information en utilisant la voix ou des icônes graphique sur les téléphones portables et les assistants numériques personnels (PDA). C'est également une occasion pour les étudiants du Département des mathématiques et de l'informatique de l'Université Cheikh Anta Diop de participer à la recherche en technologies sans fil et aux logiciels contributifs, tout en accumulant les capacités et l'expérience qui aideront à vulgariser ces outils pour les projets de développement au Sénégal.	<a href="http://www.CIRD.ca/aca/cia/ev-86457-201-1-DO_TOPIC.html">http://www.CIRD.ca/aca/cia/ev-86457-201-1-DO_TOPIC.html</a>
Réseau d'Information Sanitaire de l'Ouganda (UHIN)	Le réseau d'information sanitaire de l'Ouganda (UHIN) est un réseau d'information à largeur de bande innovateur, pour le personnel sanitaire des districts de Mbale et de Rakai en Ouganda. En utilisant des PDA (assistants personnels numérisés) à faible coût et un réseau de téléphonie cellulaire, l'UHIN a réduit les coûts et amélioré la qualité et la disponibilité de l'information sanitaire. Son succès démontre que les PDA peuvent être utilisés pour établir une infrastructure interactive dans les régions uniquement desservies par es réseaux de téléphone GSM (Système global de communications mobiles).	<a href="http://www.CIRD.ca/aca/cia/ev-86353-201-1-DO_TOPIC.html">http://www.CIRD.ca/aca/cia/ev-86353-201-1-DO_TOPIC.html</a>

### QUI CONTACTER

Contact	Connectivity Africa
Adresse électronique	<a href="mailto:connectivityafrica@CIRD.ca">connectivityafrica@CIRD.ca</a>
Numéro de téléphone	Ottawa Tel : 1 613 236 6163/ Fax : 1 613 567 7749 Dakar Tel : (221) 864 00 00/ Fax : (221) 825 32 55
Page web	<a href="http://www.connectivityafrica.ca">www.connectivityafrica.ca</a>

Source de financement : **Centre International de Recherche pour le Développement  
- CIRDI -**

Intitulé : **Programme de Recherche des Villes Focalisées**

### OBJECTIFS

Pour soulager les fardeaux environnementaux qui aggravent la pauvreté dans les villes choisies en renforçant les capacités des pauvres pour qu'ils accèdent équitablement aux services environnementaux, réduire la dégradation environnementale et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles, et améliorer l'utilisation des ressources naturelles pour la sécurité alimentaire, de l'eau et des revenus.

Ce programme a trois l'objectifs primordiaux :

- la compréhension de la nature et du contexte des pressions sur l'environnement et de l'utilisation empesée des ressources naturelles, leur impact sur la sécurité alimentaire, de l'eau et des revenus, et identification des solutions potentielles.
- Essai d'interventions et évaluation de politiques dans les quartiers urbains à faible revenu qui allègent les fardeaux environnementaux, et amélioreront l'utilisation des ressources naturelles pour la sécurité alimentaire, de l'eau et des revenus.
- Contribution à la planification, au développement, et à la mise en œuvre intégrés des politiques de ressources naturelles et environnementales équitables et durables en milieu urbain.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Agriculture urbaine
- Eau et assainissement en milieu urbain
- Gestion des déchets, et
- vulnérabilité aux catastrophes naturelles avec pour question transversale la gestion foncière.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓	✓	✓	✓
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche	✓	✓	✓	✓
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓	✓	✓

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Pays africains subsahariens.
Statut juridique	n/a
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays africains subsahariens
Type d'activités financées	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Salaires du personnel et des consultants;</li> <li>➤ Achat d'Équipement pour la mise en œuvre des infrastructures;</li> <li>➤ Déplacements pour travail en réseau et conférences; dépenses à la recherche;</li> <li>➤ évaluation, formation pour le développement participatif; administration.</li> </ul>
Période	Trois ans.

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	Jusqu' à 1.2 million dollars Canadiens.
Apport personnel	n/a. Cependant pendant ce temps, des partenariats avec les Etats et d'autres donateurs permettront de compléter le financement limité de l'UPE et mieux comprendre les problèmes écologiques dans chaque ville focalisée et dans l'ensemble du pays de même que des interventions prometteuses d'extension.
Date d'ouverture/ clôture des appels	Tous les ans en octobre.

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Urban Poverty & Environment (UPE). Centre International de Recherche pour le Développement (CIRD). Ontario Canada
Adresse électronique	<a href="mailto:upe@IDRC.ca">upe@IDRC.ca</a>
Numéro de téléphone	+1 613 236 6163 ext.2309/ Fax : +1 613 567 7749
Page web	<a href="http://www.IDRC.ca/acacia/ev-5911-201-1-DO_TOPIC.html">www.IDRC.ca/acacia/ev-5911-201-1-DO_TOPIC.html</a>

Source de financement : **Centre International de Recherche pour le Développement  
-CIRD-**

Intitulé : **Pauvreté en milieu rural et Environnement**

### OBJECTIFS

Appuyer la recherche qui aide les pauvres utilisateurs de ressources en milieu rural à :

- Décider, projeter, et participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes et de politiques de gestion de ressources naturelles et environnementales.
- Maintenir leurs droits d'accès à l'eau, la terre, la pêche, les forêts, les plantes et autres ressources.
- Répondre et tirer profit de l'intégration aux grands systèmes économiques et sociaux, et des relations et dépendances sociales et économiques entre les zones rurales et les zones urbaines.

S'adapter au changement climatique, dégradation environnementale et pénurie d'eau, et appuyés par les chercheurs, Organisations de Gestion des Ressources naturelles et environnementales (ENRM) et les Etats, utiliser des approches d'apprentissage adaptatives pour augmenter la qualité et la productivité de l'écosystème local.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Emergence d'une bonne gouvernance environnementale
- Améliorer les droits d'accès et d'utilisation équitables
- Renforcement des capacités de la communauté à répondre et à tirer profit de l'intégration aux grands systèmes économiques et sociaux
- Apprentissage Social pour l'Adaptation

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation		✓	✓	✓
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités		✓	✓	✓
Recherche		✓	✓	✓
Assistance technique		✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération		✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances		✓	✓	✓

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage : Ceinture Sahélienne de l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Niger,

géographique	Mali, Mauritanie et Sénégal)
Statut juridique	n/a
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Ceinture Sahélienne de l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Niger, Mali, Mauritanie et Sénégal)
Type d'activités financées	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Etablissement ou renforcement des mécanismes de suivi local de l'écosystème grâce aux approches et aux outils guidés d'utilisateurs qui combinent les connaissances locales et les connaissances techniques scientifiques, pour offrir aux parties prenantes des informations appropriées sur le changement environnemental en temps opportun;</li> <li>➤ Recherche sur les dimensions humaines et environnementales de la dégradation des ressources et sur les impacts des politiques existantes sur la qualité environnementale et le bien-être des pauvres en milieu rural, promouvoir la conception de solutions institutionnelles, techniques et politiques alternatives avisées à travers la science rigoureuse et les connaissances locales;</li> <li>➤ La recherche participative pour tester les options techniques et institutionnelles pour la gestion des terres, de l'eau et des ressources mises en commun, pour évaluer leurs impacts sur la sécurité alimentaire, de l'eau et des revenus et la qualité des ressources, et pour identifier des stratégies d'apprentissage efficaces à une gestion adaptative de l'écosystème;</li> <li>➤ Les politiques et expériences institutionnelles transversales à tous les niveaux de gouvernement et à travers les niveaux de l'écosystème, pour tester, évaluer et raffiner les stratégies de gestion et de gouvernance environnementales;</li> <li>➤ Consolidation des méthodologies de recherche CBNRM dans les centres d'excellence, à l'appui du développement des capacités dans l'apprentissage adaptatif.</li> </ul>
Période	n/a

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Tous les ans en avril

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Renforcement des capacités pour la gestion participative de l'eau		<u>Rapport de projet</u>
Améliorer la gestion paysanne des aménagements hydro agricoles (CORAF)	Le contexte socio-économique de l'Afrique subsaharienne a été marqué depuis un certain nombre d'années par un retrait de l'Etat des secteurs de la production agricole et la gestion locale des ressources naturelles. C'est le cas	<u>Rapport de projet</u>

	<p>dans la Vallée du Fleuve Sénégal, une zone écologiquement fragile soumise à diverses utilisations : culture, production animale, pêche, forêt réservée, parcs nationaux et réserves naturelles. De nouveaux participants (organisations paysannes, organisations non gouvernementales (ONG), secteur privé et communautés locales) émergent très lentement et souvent de manière aléatoire, pour remplacer l'Etat. D'ailleurs, les organisations paysannes et les communautés locales ne sont pas équipées pour remplir correctement leurs nouvelles fonctions vis-à-vis de la gestion des ressources en eau et des terres. Le but de ce projet est de promouvoir les cadres opérationnels pour une action commune; renforcer les capacités les organisations paysannes; développer les outils d'appui à la décision; former les participants appropriés; et améliorer la communication entre les bénéficiaires. Les principaux résultats prévus sont : l'émergence d'organisations paysannes aptes et pleinement capables de négocier avec l'Etat, les services de développement et les bénéficiaires privés; l'apaisement des conflits entre les divers utilisateurs des ressources; une plus grande productivité de la terre; et la mise en place d'un modèle de comportement démocratique dans l'utilisation des ressources naturelles.</p>	
--	--	--

### QUI CONTACTER

Contact	Bureau régional pour l'Afrique du Centre et de l'Ouest. Dakar, Sénégal
Adresse électronique	<a href="mailto:igerard@IDRC.org.sn">igerard@IDRC.org.sn</a>
Numéro de téléphone	+221 864 0000 ext. 2074; +221 825 3255 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.IDRC.ca/braco">www.IDRC.ca/braco</a>

Source de financement : **Banque Mondiale – Société Financière Internationale – SFI-**

Intitulé : **Fonds d'affectation spéciale de la SFI**

### OBJECTIFS

- Offrir des solutions intégrées qui combinent les investissements commerciaux et l'assistance technique appuyée par les donateurs.
- Catalyser les approches commerciales innovatrices et faciliter les projets pilotes, qui se développent souvent en assistance technique à long terme.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- TATF –Fonds d'Affectation Spéciale à l'Assistance technique – les projets portent sur des interventions spécifiques à la compagnie, y compris les études de faisabilité et les programmes de formation et de renforcement des capacités, pour les services consultatifs des Etats de pays client.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique	√	√	√	√
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Pays en développement membres de la SFI
Statut juridique	Sociétés du secteur privé
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays en développement
Type d'activités financées	Consultants locaux et internationaux qui offrent des services aux pays clients. Tandis qu'une partie du fonds d'affectation spéciale est associée à l'emploi d'experts originaires des pays donateurs, la majorité autorise un engagement limité de spécialistes locaux.
Période	Maximum 12 mois

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Roundabout Playpumps (Pompes en forme de Manèges)	Pour exploiter plus de 500 pompes jouets (manèges pour enfants qui servent de pompes pour l'eau potable propre à la consommation) en Afrique du Sud, au Mozambique, au Swaziland, et en Ouganda.	<u>Rapport de projet</u>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Mwaghazi W. MWACHOFI, Directeur du Département de Fonds d'affectation spéciale
Adresse électronique	<a href="mailto:mmwachofi@IFC.org">mmwachofi@IFC.org</a>
Numéro de téléphone	+1 202 473 0231; +1 202 974 4344 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.IFC.org/tatf">www.IFC.org/tatf</a>



Source de financement : **Fonds International pour le Développement Agricole – FIDA –**

Intitulé : **Recherche subventionnée**

### OBJECTIFS

- Faire une contribution durable à la réduction de la pauvreté et capacité à innover à travers ses projets et ses programmes;
- Promouvoir la recherche favorable aux pauvres par des approches innovatrices et des options technologiques communautaires pour accroître l'impact sur le terrain;
- Renforcer les capacités favorables aux pauvres des institutions partenaires y compris les organisations communautaires et les ONG.

### PRIORITES SPECIFIQUES

Appui à neuf secteurs principaux :

- développement agricole;
- services financiers;
- infrastructures rurales;
- bétail;
- pêche;
- renforcement des capacités et des institutions;
- stockage/traitement/ vente des produits;
- recherche / extension/formation;
- développement de petites et moyennes entreprises.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation		√		√
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien		√		√
Renforcement des capacités		√		√
Recherche		√		√
Assistance technique		√		√
Travail en réseau & coopération		√		√
Gestion de l'information et des connaissances		√		√

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Monde entier.
Statut juridique	Institutions et organisations de pays vivant des contraintes

	budgetaires très graves.
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Monde entier
Type d'activités financées	Après une considération appropriée des opérations d'assistance technique des autres agences, et principalement dans le cadre de ses opérations de prêt, le Fonds financera l'assistance technique pour les principaux objets suivants : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Études de faisabilité des projets agricoles;</li> <li>2. Extension de l'approvisionnement en personnel qualifié et leur intégration dans des structures institutionnelles solides;</li> <li>3. Conception et mise en oeuvre de systèmes de suivi appropriés aux objectifs spéciaux des projets financés par le Fonds;</li> <li>4. Etudes spéciales ou préfinancement de projets dans les domaines problématiques;</li> <li>5. Étape de mise en oeuvre de projet;</li> <li>6. Activités de recherche et d'extension;</li> <li>7. Formation;</li> <li>8. Renforcement des capacités.</li> </ol>
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	Grandes subventions : supérieur à 200. 000 de dollars US Petites Subventions : inférieur à 200.000 de dollars US
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu.

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Gestion des ressources naturelles dans le Projet de Chaco et des Hautes régions	L'objectif global du projet quinquennal initié par le FIDA est de réduire la pauvreté et la désertification en milieu rural, permettant de ce fait aux groupes bénéficiaires estimés à 63 758 personnes ou à environ 15 424 familles d'améliorer de manière significative leur situation économique.	<u>EB-2000-70-R-15-Rev-1</u>
Projet de Développement de la Région Frontalière du nord-ouest de la Province de Barani	De fréquentes mauvaises récoltes en raison d'une pluviométrie, de même que des offres d'emploi limitées, ont un effet négatif sur les conditions de vie des personnes pauvres en milieu rural de la région. Les villages sont petits et éloignés, les infrastructures sont inadaptées et l'agriculture est principalement du niveau de la subsistance. Beaucoup d'autochtones masculins ont émigré pour rechercher du travail ailleurs, laissant une	Capt Waqar-ul-Hussain. Project Director PE&D Department Government of North-West Frontier Province Pakistan Tel : +92 919210268 +92 91921026867 Fax : +92 919210291 +92 919210306 <u>pdbadp@yahoo.com</u>

	charge de travail plus lourde aux femmes. L'analphabétisme est répandu, en particulier parmi les femmes et les filles.	
Projet de Services Agricoles des Nouvelles Terres du Delta Oriental	Ce projet septennal est mis en oeuvre dans les terres désertiques récemment aménagées entre le Canal de Suez et le Delta du Nil irriguées par le canal de Salam d'Al. Le principal objectif est d'appuyer l'installation et la production agricole d'environ 26.000 familles.	Mr Abdelhami Abdouli. Directeur de programme national - FIDA Rome, Italie Tel : +39 0654592248 Fax : +39 0654593248 <a href="mailto:a.abdouli@ifad.org">a.abdouli@ifad.org</a>

### QUI CONTACTER

Contact	Assistant Controller, Loans and Grants
Adresse électronique	<a href="mailto:IFAD@IFAD.org">IFAD@IFAD.org</a>
Numéro de téléphone	+39 0 654 591
Page web	<a href="http://www.IFAD.org/">www.IFAD.org/</a>

### ADDITIONAL NOTES

Les aides sont limitées à 10% du prêt global et du Programme de Subventions.
--

Source de financement : **UICN - SWP**Intitulé : **Petites subventions pour le Programme Zones Humides,  
Commission UICN des Pays Bas****OBJECTIFS**

- Appuyer les projets dans le domaine de la conservation et de la gestion durable des zones humides afin de maintenir la biodiversité.

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- Conservation des Zones humides
- Planification de gestion durable des zones humides
- Gestion durable de bassin fluvial ou de lac.
- Utilisation durable des zones humides et des ressources de zones humides.
- Droits fonciers et d'usage des populations autochtones
- Participation locale à la conservation et à la gestion des zones humides
- Participation des ONG à l'élaboration de politiques de zones humides et au travail en réseau des ONG pour un renforcement des capacités
- Soutien accru pour les zones humides
- Sensibilisation communautaire
- Développement de l'expertise locale

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation		✓		
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités		✓		
Recherche				
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération		✓		
Gestion de l'information et des connaissances		✓		

**ELIGIBILITE****1. Demandeurs**

Cadrage géographique	➤ Pays en développement d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Océanie
Statut juridique	ONG et Organisations de Personnes (PO) ayant une capacité avérée à mettre en œuvre des types de projets semblables et avec l'expérience et une capacité suffisante en gestion et en contrôle financiers.

<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays en développement d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Océanie
Type d'activités financées	Le Fonds de petites subventions de NC-UICN, y compris le SWP, ne peuvent pas accorder d'aide financière à : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Institutions gouvernementales ou semi gouvernementales</li> <li>➤ Organisations commerciales (par exemple cabinets d'experts conseils)</li> <li>➤ Activités de recherche scientifique</li> <li>➤ Achat de terres et de zones humides</li> <li>➤ Frais de voyage pour la participation des ONG à des conférences et des cours, à moins qu'elles ne puissent en justifier comme étant d'une contribution essentielle aux activités du projet</li> <li>➤ Coûts associés à la participation à des cours et à une formation au niveau international organisés en dehors de la région</li> <li>➤ Consultants (expatriés) étrangers (les consultants locaux auront la priorité).</li> </ul>
Période	

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	Le montant maximum pouvant être accordé à un seul projet (toute phase comprise) est de 85.000 EUR.
Apport personnel	N/A
Date d'ouverture/clôture des appels	Voir site web : <a href="http://www.ncUICN.nl/english/funds/">http://www.ncUICN.nl/english/funds/</a> pour des renseignements sur les appels à projets pour 2007 et à la suite. (Aucun fonds disponible en 2006).

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Une initiative communautaire pour conserver le lac Maipokahri	L'unique patrimoine des lacs de haute altitude dans l'Himalaya au Népal est sévèrement menacé par le déboisement, le surpâturage, l'érosion du sol, l'expansion des activités agricoles et d'installation, le braconnage et la construction de routes, les activités de développement d'ermitages et la perturbation par les pèlerins et les visiteurs.	The East Foundation

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Les organisations désireuses de postuler à une petite aide devraient prendre attache avec le Chargé de Petites Subventions dans leur pays. Mr. Henri ROGGERI; Ms. Maartje HILTERMAN
Adresse électronique	<a href="mailto:henri.roggeri@nciucn.nl">henri.roggeri@nciucn.nl</a> ; <a href="mailto:maartje.hilterman@IUCN.nl">maartje.hilterman@IUCN.nl</a>
Numéro de téléphone	+31 20 626 1732; +31 20 627 9349 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.ncIUCN.nl/english/funds/">www.ncIUCN.nl/english/funds/</a> <a href="http://www.ncIUCN.nl/english/funds/wetlands/">www.ncIUCN.nl/english/funds/wetlands/</a>

Source de financement : **Millennium Challenge Account**Intitulé : **Subventions****OBJECTIFS**

- Améliorer les économies et les normes de vie des pays en développement qualifiés.
- Récompenser les décisions politiques saines qui soutiennent la croissance économique et réduisent la pauvreté.

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- VIH/ SIDA
- Éducation de base
- Commerce et investissement
- Agriculture

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓	✓	✓	✓
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien	✓	✓	✓	✓
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche				
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓	✓	✓

**ELIGIBILITE****1. Demandeurs**

Cadrage géographique	Arménie, Bénin, Bolivie, Burkina Faso, Cap Vert, Timor Oriental, Salvador, Gambie, Géorgie, Ghana, Honduras, Lesotho, Madagascar, Mali, Mongolie, Maroc, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Sénégal, Sri Lanka, Tanzanie, Vanuatu
Statut juridique	n/a

**2. Activités**

Cadrage géographique	Arménie, Bénin, Bolivie, Burkina Faso, Cap Vert, Timor Oriental, Salvador, Gambie, Géorgie, Ghana, Honduras, Lesotho, Madagascar, Mali, Mongolie, Maroc, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Sénégal, Sri Lanka, Tanzanie, Vanuatu
Type d'activités financées	n/a
Période	n/a

**CONDITIONS GÉNÉRALES**

Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

**EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT**

<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
	n/a	
	n/a	

**QUI CONTACTER**

Contact	Les organisations désireuses de postuler à une petite aide devraient prendre attache avec le Chargé de Petites Subventions dans leur pays. Millennium Challenge Corporation
Adresse électronique	+1 202 521 3600
Numéro de téléphone	Info@mcc.gov
Page web	<a href="http://www.mca.gov/index.shtml">www.mca.gov/index.shtml</a>

Source de financement : **Société Néerlandaise de Financement du Développement**

Intitulé : **Prêts bonifiés**

### OBJECTIFS

- Offrir une variété d'instruments de prêt aux sociétés du secteur privé et aux institutions financières en manque de capital à plus long terme dans les pays en développement.
- Pour financer une partie du capital nécessaire, sa participation permet également à d'autres institutions financières de s'associer aux investissements et de mobiliser de ce fait sensiblement plus de financement que tout investisseur ne pourrait le faire seul.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Secteur Financier
- Petites et Micro Entreprises
- Infrastructure
- Commerce et Industrie

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien	✓	✓	✓	✓
Renforcement des capacités				
Recherche				
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Pays en développement
Statut juridique	entreprises privées et institutions financières
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays en développement
Type d'activités financées	n/a
Période	La maturité typique du prêt est de 5 à 12 ans, avec ou sans



	période de grâce, et 3 ans pour les facilités financières du commerce.
--	--

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	25% du bilan de la société ou du coût total estimatif du projet, généralement entre 1 million et 100 millions de dollars US.
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Traitement de l'eau au Ghana	Le remplacement de l'installation d'épuration des eaux à Winneba (Ghana) a contribué positivement à la santé des habitants du voisinage de même qu'au potentiel de croissance du milieu commercial local.	<u>Ghana Water Company Ltd.</u>
Soins médicaux améliorés en Zambie	Le secteur des soins médicaux de Zambie doit faire face à un certain nombre de problèmes structureaux. Les populations n'accèdent pas suffisamment aux soins de base, il y a manque de personnel médical qualifié, la gestion est insatisfaisante, et il y a manque de produits pharmaceutiques et d'équipement.	Commission Centrale de la Santé de Zambie

### QUI CONTACTER

Contact	FMO Région Afrique
Adresse électronique	<a href="mailto:africa@fmo.nl">africa@fmo.nl</a>
Numéro de téléphone	+31 70 314 9696
Page web	<a href="http://www.fmo.nl">www.fmo.nl</a>

Source de financement : **Fond Nordique de Développement (NDF)**

Intitulé : **Crédits à très longue échéance à des conditions privilégiées pour les projets du secteur public.**

### OBJECTIFS

- Contribuer à la réduction de la pauvreté.
- Promouvoir la pérennité environnementale, l'égalité entre femmes et hommes, les politiques de développement participatif avec respect des droits de l'homme, de la bonne gouvernance et des efforts pour combattre la corruption.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Appuyer les projets de développement
- Les pays les plus pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et des Caraïbes auront la priorité.
- Crédits à très longue échéance à des conditions privilégiées pour les projets du secteur public.

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓	✓	✓	✓
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien	✓	✓	✓	✓
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche				
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓	✓	✓

### ELIGIBILITE

<b>1. Demandeurs</b>	
Cadrage géographique	Pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire
Statut juridique	n/a
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire
Type d'activités financées	projets d'infrastructures, d'énergie, de transport, de télécommunications, projets dans les secteurs sociaux : santé, éducation, approvisionnement en eau et assainissement.
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	Les crédits pour les projets du secteur public sont normalement consentis dans la gamme de 1 000.000 - 10 000000 EUR.
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Projet d'entretien et de réhabilitation de routes (ROMARP)	Services de consultation pour l'élaboration de manuels de gestion pour l'Administration nationale de routes.	Consia Consultants, MALAWI.
Programme d'Investissement de l'Eau Potable et d'assainissement	Assistance technique (études de faisabilité et conception finale) à 9 municipalités du Honduras en eau et assainissement.	SWECO International HONDURAS

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Fond Nordique de Développement
Adresse électronique	<a href="mailto:info.ndf@ndf.fi">info.ndf@ndf.fi</a>
Numéro de téléphone	+358 9 180 0451; +358 9 622 1491 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.ndf.fi">www.ndf.fi</a>

<b>REMARQUES COMPLEMENTAIRES</b>
Les crédits avec des garanties de l'Etat sont accordés aux conditions suivantes : 40 ans de maturité, y compris une période de grâce de 10 ans, 0 % d'intérêt, 0.75 % de frais administratifs par an sur les montants impayés et 0.5 % de commission d'engagement par an sur tout solde non déboursé un an après la signature de l'accord de crédit.

Source de financement : **Fonds OPEP pour le Développement International**

Intitulé : **Programme de Subventions**

### OBJECTIFS

- Canaliser les ressources si nécessaires à travers une grande variété de systèmes et d'activités pour lesquelles quelle l'assistance au prêt n'est habituellement pas une option.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Petites entreprises de développement;
- Programmes de recherche et de causes sociales méritants; et
- aide alimentaire et secours d'urgence

### CADRAGE

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation				
Construction d'infrastructures	√		√	√
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	√	√	√	√
Recherche	√		√	√
Assistance technique	√	√	√	√
Travail en réseau & coopération				
Gestion de l'information et des connaissances	√	√	√	√

### ELIGIBILITE

<b>1. Demandeurs</b>	
Cadrage géographique	n/a
Statut juridique	Etats des pays en développement, institutions internationales dont les activités profitent aux pays en développement
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Tous les pays en développement, en particulier les moins avancés, sauf les pays membres de l'OPEP Tous les pays en développement, sauf les pays membres de l'OPEP
Type d'activités financées	Assistance technique, recherche, secours d'urgence, aide alimentaire
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	n/a

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Eradication du Ver de Guinée en Afrique (2002-2005)	Fonds de Subvention OPEP : 350,000 dollars US Pays bénéficiaires : Bénin, Burkina Faso, côte d'Ivoire, République centrafricaine, Ethiopie, Ghana, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Soudan, Togo et Ouganda Coût total : 18.7 million de dollars US Co financiers: UNICEF, Banque Mondiale, Fondation Bill and Melinda Gates, Etats du Canada, du Danemark, des USA, du Japon et du Koweit Agences de mise en oeuvre : Organisation mondiale de la santé, Centre Carter, Ministères de la santé des pays bénéficiaires, ONG	<u>Rapport de projet</u>
Etablissement d'un centre de formation au laboratoire national de santé publique, Burkina Faso	Le Fonds OPEP a approuvé une aide de 100,000 dollars US pour le cofinancement de la construction et de l'équipement d'un centre de formation au laboratoire national de santé publique (LNSP) au Burkina Faso. Ce centre va améliorer la compétence du personnel du laboratoire dans le domaine du contrôle de qualité des aliments, des médicaments, de l'eau et des pesticides de même que dans le domaine de la surveillance des maladies épidémiologiques.	<u>Rapport de projet</u>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Fonds OPEP pour le Développement International
Adresse électronique	<a href="mailto:info@opecfund.org">info@opecfund.org</a>
Numéro de téléphone	+431 515 640
Page web	<a href="http://www.opecfund.org/projects_operations/grant_operations.aspx">www.opecfund.org/projects_operations/grant_operations.aspx</a>

Source de financement : **OXFAM**Intitulé : **Subventions****OBJECTIFS**

- Pour entreprendre le développement à long terme, le travail humanitaire, la recherche et la campagne pour un monde plus juste tout en travaillant avec les communautés, les alliés et les organisations partenaires. Oxfam travaille sur une grande variété de thèmes y compris le commerce, les conflits, la dette et l'aide, et l'éducation.

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- Programmes de développement
- Travail humanitaire
- Recherche et lobbying
- Campagne

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique règlementation et	✓	✓	✓	✓
Construction d'infrastructures	✓	✓	✓	✓
Opération et entretien	✓	✓	✓	✓
Renforcement des capacités	✓	✓	✓	✓
Recherche	✓	✓	✓	✓
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances	✓	✓	✓	✓

**ELIGIBILITE****1. Demandeurs**

Cadrage géographique	Pays en développement
Statut juridique	Organisations communautaires locales

**2. Activités**

Cadrage géographique	Pays en développement
Type d'activités financées	Oxfam ne produit pas de directives pour les demandes de financement. Cela permet aux groupes de présenter les informations relatives à leur œuvre sous tout format à leur meilleure convenance.
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	Oxfam ne produit pas de directives pour les demandes de financement. Cela permet aux groupes de présenter les informations relatives à leur œuvre sous tout format à leur meilleure convenance.
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Prêts, Lobbying et Education au Mali	La vie a beaucoup changé au cours de ces dernières années pour de nombreuses femmes de Sabalibougou, un des secteurs les plus pauvres de la capitale malienne, Bamako.	Rapport de projet

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Pauline LAMBRINIDIS
Adresse électronique	<a href="mailto:enquiries@oxfam.org.uk">enquiries@oxfam.org.uk</a>
Numéro de téléphone	+44 870 333 2700; +44 186 531 1311; +44 186 531 2452 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.oxfam.org.uk">www.oxfam.org.uk</a>

<b>REMARQUES COMPLÉMENTAIRES</b>
<p>En tenant compte des demandes de financement, nous recherchons ces projets qui nous aideront à réaliser nos objectifs grâce à des solutions plus rentables, appropriées et durables.</p> <p>Par conséquent, toute décision de financement est soumise à l'approbation de votre proposition de projet.</p>

Source de financement : **Fonds d'Équipement des Nations Unies**

**Intitulé : Unité de gouvernance locale – LGU – Services Techniques Consultatifs**

### OBJECTIFS

Renforcer les capacités des Gouvernements locaux dans la planification, la budgétisation et la mise en œuvre des infrastructures et de la prestation de services de manière participative, efficace, et favorable aux pauvres, et pour agir l'un et l'autre avec les communautés, les organisations de la société civile et le secteur privé pour :

- promouvoir le développement économique local;
- améliorer la prestation locale des infrastructures et des services
- formuler des plans d'action directeurs pour garantir les moyens d'existence locaux et pour améliorer la gestion décentralisée des ressources naturelles.

Appuyer les gouvernements centraux à formuler des politiques qui font la promotion de la décentralisation administrative, politique et fiscale, pour stimuler des environnements juridiques et administratifs favorables, et renforcer le développement économique local. Pour habiliter les organisations de la société civile locale, en particulier les associations de femmes.

### PRIORITES SPECIFIQUES

- Identification, formulation et gestion de programmes de développement local innovateurs, comprenant les systèmes d'analyse et de suivi évaluation institutionnels;
- Promotion d'outils et de méthodologies mis à l'essai pour assurer la participation des pauvres au développement de leurs communautés locales, avec un accent particulier sur la participation des femmes ;
- Développement des capacités pour l'institutionnalisation de la planification locale et des systèmes de gestion financière;
- Mise à disposition de capital de départ pour la mise en œuvre de programmes de développement local, y compris la construction de petites infrastructures publiques;
- Renforcement des capacités des gouvernements locaux, des membres de la Communauté, et du secteur privé autochtone en ce qui concerne la planification, la construction et l'entretien de petites infrastructures;
- Collecte, analyse et dissémination des leçons d'expériences pour restitution dans les opérations de programme et à l'usage des décideurs politiques au niveau central; et
- Réunir les partenaires financiers et les Gouvernements pour promouvoir la réplique des programmes pilotes réussis

		CADRAGE			
		Eau et assainissement	COSTV/GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	et				
Construction d'infrastructures		✓	✓	✓	✓
Opération et entretien	et				
Renforcement des capacités	des	✓	✓	✓	✓



Recherche				
Assistance technique	✓	✓	✓	✓
Travail en réseau & coopération	✓	✓	✓	✓
Gestion de l'information et des connaissances				

### ELIGIBILITE

#### 1. Demandeurs

Cadrage géographique	Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap Vert, République centrafricaine, Comores, République démocratique du Congo, Erythrée, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Haïti, Libéria, Laos, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Timor Leste, Togo, Ouganda, Vietnam, Yémen, Zambie
Statut juridique	Gouvernements Locaux

#### 2. Activités

Cadrage géographique	Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap Vert, République centrafricaine, Comores, République démocratique du Congo, Erythrée, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Haïti, Libéria, Laos, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Timor Leste, Togo, Ouganda, Vietnam, Yémen, Zambie
Type d'activités financées	n/a
Période	n/a

### CONDITIONS GÉNÉRALES

Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	Continu

### EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT

Intitulé du projet	Description du projet	Infos complémentaires
Burkina Faso. Construction d'un Barrage de bassin versant et développement hydro agricole	Le projet, qui a profité à environ 800 personnes, visait deux objectifs - immédiats: (1) la construction d'ouvrages et d'équipement d'infrastructures (Barrage de bassin versant équipé de dispositif d'alimentation, d'une salle de réunions et d'activités de formation, d'un magasin, de voies d'accès); et (2) la mise en valeur et l'exploitation d'une zone d'irrigation en aval du barrage, couvrant 20 ha pour la production	FENU - Unité de Politique de Planification et d'Évaluation (PPEU)

	agricole vivrière (riz, sorgho, maïs) pendant la saison pluvieuse et en saison sèche 10 ha pour les produits maraîchers. Pendant la mise en œuvre du projet, des travaux d'infrastructure supplémentaires jugés essentiels ont été financés par le FENU: un forage à pompe manuelle, une unité de décorticage du riz et de moulin à grains pour les groupes de femmes et un Centre de Santé et de Promotion Sociale [CSPS].	
Cap Vert. Approvisionnement en eau pour les communes de Santiago, de Santo Antao et de Fogo	<p>Résultats attendus :</p> <p>Les résultats physiques attendus sont la construction et l'installation de 10 petits barrages; 3 complexes sanitaires; 42kms de tuyauterie ; 11 pompes submersibles; une pompe solaire ; 5 groupes électrogènes; et 2.000 mètres de câbles électriques basse tension. Environ 10.000 personnes devraient tirer profit de ces travaux d'infrastructure, répartis dans 6 communes et 23 localités.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ (a) lancement de campagnes d'information sanitaires en matière d'hygiène; (b) études de base et évaluation de l'impact des différentes campagnes.</li> </ul> <p>Formation du personnel étatique dans les domaines de la planification et de la gestion de projet; conception et supervision des projets d'approvisionnement en eau; mise en service et entretien des ouvrages hydrauliques; et inspection des systèmes existants.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ (a) Formation pratique dans la construction d'ouvrages hydrauliques; (b) Préparation, négociation et signature de contrats par voie d'appels d'offres.</li> </ul>	<u>FENU - Unité de Politique, de Planification et d'Evaluation (PPEU)</u>

<b>QUI CONTACTER</b>	
Contact	Mr. Kadmiel WEKWETE, Director, FENU Local Governance Unit
Adresse électronique	<a href="mailto:lqu-techservices@FENU.org">lqu-techservices@FENU.org</a>
Numéro de téléphone	+1 212 906 6116; +1 212 906 6479 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.FENU.org/english/technical_advisory_services/">www.FENU.org/english/technical_advisory_services/</a> <a href="http://www.FENU.org/english/evaluations/by_country.php">www.FENU.org/english/evaluations/by_country.php</a>

Source de financement : **ONU- HABITAT**Intitulé : **Fonds d'affectation spéciale pour l'Eau et l'Assainissement****OBJECTIFS**

- Créer un environnement favorable à l'investissement favorable aux pauvres dans l'eau et l'assainissement des villes de pays en développement, à l'appui de la mise en œuvre de l'Agenda de l'Habitat, les Objectifs du Millénaire pour le Développement et le Plan de Mise en Œuvre de Johannesburg.
- Appuyer les villes et les communautés, ayant des engagements établis, à prendre des initiatives favorisant l'investissement dans l'eau et l'assainissement spécifiquement ciblés vers les plus pauvres des pauvres.
- Offrir un mécanisme de promotion rapide pour atteindre les pauvres en milieu urbain et qui offrira un lien aux pauvres en milieu urbain d'accéder aux bénéfices des améliorations de conditions de vie municipales qui les évitent souvent.
- Traiter les demandes prioritaires d'appui en provenance des parties d'Afrique ayant les plus faibles couvertures d'eau et d'assainissement de toutes les régions. La priorité sera également accordée aux initiatives communautaires à l'appui de la fourniture d'assainissement et d'éducation à l'hygiène. Une attention particulière sera également accordée aux initiatives qui pourraient réduire le fardeau des femmes et des enfants à accéder à l'eau potable et à un assainissement adéquat.

**PRIORITES SPECIFIQUES**

- Programme Régional du Programme Eau pour les Villes Africaines
- Évaluations Globales : État de l'eau et de l'assainissement
- Jeu d'Outils de Gouvernance favorable aux Pauvres
- Approche à l'eau et à l'assainissement fondée sur les droits
- Gestion Intégrée des Ressources en Eau en milieu urbain
- Évaluations Environnementales
- Suivi du progrès vers la réalisation des OMD

**CADRAGE**

	Eau et assainissement	GIRE	Gestion des eaux usées	Irrigation
Politique et réglementation	✓		✓	
Construction d'infrastructures				
Opération et entretien				
Renforcement des capacités	✓		✓	
Recherche	✓		✓	
Assistance technique				
Travail en réseau & coopération	✓		✓	
Gestion de l'information et des connaissances	✓		✓	

**ELIGIBILITE****1. Demandeurs**

Cadrage géographique	Pays en développement
Statut juridique	n/a
<b>2. Activités</b>	
Cadrage géographique	Pays en développement
Type d'activités financées	n/a
Période	n/a

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	
Volume moyen de l'aide	n/a
Apport personnel	n/a
Date d'ouverture/ clôture des appels	n/a

<b>EXEMPLES DE PROJETS AYANT REÇU FINANCEMENT</b>		
<i>Intitulé du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Infos complémentaires</i>
Eau pour les villes africaines. Dakar, Sénégal	<p>Les activités du projet seront partiellement financées dans le cadre du projet hydraulique du Sénégal à long terme à financement Banque Mondiale/ AID pour démontrer les mesures de gestion de la demande en eau, mises en œuvre par ONU- HABITAT (UN- HABITAT).</p> <p>Il a été proposé de mettre en œuvre un projet pilote dans les bâtiments publics et/ou l'université de Dakar. La remise en état des robinets, des têtes de douche et de chasse de toilettes sera testée à l'aide de garnitures modernes de haute qualité pouvant être importées et plus tard fabriquées localement. Ces garnitures seront installées dans les bâtiments publics/ des bureaux / de l'université où il n'y a aucune incitation financière à conserver l'eau. Les lots d'appartement seront inclus où un seul compteur de vrac est installé pour tous les résidents et les différents appartements payent habituellement leur eau à un taux forfaitaire. Le projet va évaluer l'utilisation des eaux usées traitées pour la recharge de l'aquifère et l'irrigation des jardins publics et autres installations. En outre, il sera entrepris une étude environnementale de la mise en valeur de la Source du Lac Guiers pour compléter les activités du projet à financement Banque Mondiale/AID.</p> <p>Une campagne de sensibilisation sera développée et mise en œuvre en direction de tous les utilisateurs d'une zone pilote avant la remise en état et durant toute la durée de projet.</p>	Voir <u>UrbanWater</u>
Eau pour les villes africaines. Accra, Ghana	Les activités du projet comprendront le perfectionnement du système décentralisé de gouvernance pour faciliter une plus grande implication des pauvres dans la prise de	Voir <u>UrbanWater</u>

	<p>décision, à travers le renforcement des capacités des représentants élus au niveau local, en plus de mesures pour faciliter la fourniture de dispositifs d'assainissement pour les pauvres en milieu urbain. En outre renforcer le département d'assainissement sanitaire et environnemental de l'AMA pour mieux gérer les équipements d'assainissement dans les zones périurbaines et pour se lancer dans des services et des équipements d'assainissement à gestion communautaire dans un choix d'établissements spontanés.</p> <p>Les activités comprennent : Compléter et distiller les leçons de l'activité du projet pilote WAC I Legon en cours; Entreprendre des activités complètes de WDM dans le District Nord ouest 2 d'Accra avec la pleine participation du bureau de District appuyé par une unité renforcée de SIG: Installer une unité WDM dans l'ATMA et étendre à tout le pays; Répliquer les activités WDM à toute la ville pour réduire l'UFW actuel de 55%. Le but est d'appuyer le changement de gouvernance, de sorte que la portion à faible revenu entre parenthèse prenne une voix dans la prise de décision collective menant à un accès amélioré à l'eau potable de bonne qualité et à l'assainissement de base grâce aux recommandations d'évaluation continue des besoins de renforcement des capacités pour les parties prenantes du bassin fluvial de Densu.</p>	
--	--	--

### QUI CONTACTER

Contact	M. Kalyan RAY, Chef du Département Eau, Assainissement et Infrastructures
Adresse électronique	<a href="mailto:kalyan.ray@unhabitat.org">kalyan.ray@unhabitat.org</a>
Numéro de téléphone	+254 2 623 060/039/781; +254 2 623 588 (Téléfax)
Page web	<a href="http://www.unhabitat.org">www.unhabitat.org</a> ; <a href="http://www.un-urbanwater.net">www.un-urbanwater.net</a>

## **PARTIE III – Annexes et Bibliographie**

## Annexe 1 : Indice général des mécanismes de financement décrits dans ce guide

Organisation financière/ Source de financement	Mécanisme de financement/ Intitulé	Section (type de financement)	Page
Banque Africaine de Développement (BAD)	Facilité africaine de l'eau	Facilité de financement	102
Fondation Africaine de Développement	Petites Subventions	Fonds divers	124
Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)	Prêts bonifiés	Banques de développement	71
Agence autrichienne de développement (ADA)	Coopération bilatérale pour le développement	Donateurs bilatéraux	40
Agence autrichienne de développement (ADA)	Cofinancement réalisé avec Organisations non gouvernementales autrichiennes (ONG) et l'Union européenne	Donateurs bilatéraux	38
Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)	Lignes de crédit	Banques de développement	73
Société Belge de l'Investissement dans les Pays en développement	Fonds d'Etude	Fonds divers	127
Agence canadienne de développement international (ACDI)	Programme africain de gouvernance locale	Donateurs bilatéraux	42
Secrétariat du Commonwealth	Programme Renforcement des capacités et de développement institutionnel	Banques de développement	129
Secrétariat du Commonwealth	Programme de Développement Durable du point de vue de l'environnement	Banques de développement	131
Secrétariat du Commonwealth	Programme Egalité et Equité Genre	Fonds divers	133
Secrétariat du Commonwealth	Programme de Développement du Secteur Public	Fonds divers	135
Fonds Danois de l'Investissement International	Fonds de l'Industrialisation des Pays en développement	Fonds divers	137
Danemark/ Conseil de la Recherche pour le Développement	Perfectionnement des capacités de recherche (ENRECA)	Donateurs bilatéraux	46
Danemark/ Agence danoise de développement international (DANIDA)	Aide bilatérale au développement (Prêts et Subventions ODA)	Donateurs bilatéraux	44
Development Gateway Foundation	Programme-el de subventions publiques	Fonds divers	139
Office de coopération Europeaid - CE	Coopération décentralisée	Fonds UE	31
Fond de l'Emergence des infrastructures en Afrique	Dettes à Echéance Prioritaire	Fonds divers	
Fonds Européen de Développement -- Centre de développement de l'Entreprise	Pro € Invest	Fonds UE	33
Banque Européenne des Investissements (EIB)	Prêts, garanties et fonds au profit des sociétés privées des Pays ACP	Banques de développement	75
Fondation Ensemble	Subventions	Fonds divers	143

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) - Gouvernement Italien	FAO/ Programme de Coopération Italienne	Fonds divers	148
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Programme spécial de sécurité alimentaire: Aides à l'irrigation pour les petits producteurs	Fonds divers	145
Fondation Jean Paul II pour le Sahel	Subventions de la Fondation Jean Paul II pour le Sahel	Fonds divers	150
France/ Agence Française de Développement	France Agence Française de Développement – Fonds Gari	Donateurs bilatéraux	48
France/ Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)	Programme Petites Initiatives	Donateurs bilatéraux	50
Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)	Grands Projets	Fonds divers	152
Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)	Projets moyens	Fonds divers	154
Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)	Programme de petites subventions	Fonds divers	156
Centre International de Recherche pour le Développement (CIRD)	Connectivity Africa	Fonds divers	159
Centre International de Recherche pour le Développement (CIRD)	Programme de Recherche des Villes Focalisées	Fonds divers	161
Centre International de Recherche pour le Développement (CIRD)	Pauvreté en milieu rural et Environnement	Fonds divers	163
Société financière internationale (SFI)	Fonds d'affectation spéciale	Fonds divers	166
Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA)	Recherche subventionnée	Fonds divers	168
Banque Islamique de Développement	Fonds Waqf	Banques de développement	83
UICN – SWP	Petites subventions pour le Programme Zones Humides, Commission UICN des Pays Bas	Fonds divers	171
Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)	Subventions	Donateurs bilatéraux	52
Fonds koweïtien pour le développement économique arabe	Aides à l'assistance technique	Banques de développement	79
Millennium Challenge Account	Subventions	Fonds divers	173
Pays Bas/ Société Néerlandaise de Financement du Développement (FMO)	Transactions d'exportation pour le développement (ORET) – Facilité de l'eau	Donateurs bilatéraux	54
Société Néerlandaise de Financement du Développement (FMO)	Prêts bonifiés	Fonds divers	175
Fond Nordique de Développement (NDF)	Crédits à très longue échéance à des conditions privilégiées pour les projets du secteur public	Fonds divers	177
Norvège/ Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement (NORAD)	Programmes d'appui du NORAD	Donateurs bilatéraux	56
Fonds OPEP pour le Développement International	Programme de Subventions	Fonds divers	179
OXFAM	Subventions	Fonds divers	181
PIDG - Groupe des donateurs privés pour les infrastructures	FIRST – Renforcement et Réforme du Secteur Financier	Facilité de financement	104



PIDG - Groupe des donateurs privés pour les infrastructures	GuarantCo – Société de garantie pour le développement	Facilité de financement	108
PIDG - Groupe des donateurs privés pour les infrastructures	InfraCo	Facilité de financement	110
PIDG - Groupe des donateurs privés pour les infrastructures /SFI	Société de développement des infrastructures	Facilité de financement	112
Portugal/ Institut portugais de coopération pour le développement (IPAD)	Portugal – Institut de coopération portugaise	Donateurs bilatéraux	58
Facilité consultative public privé des infrastructures (PPIAF)	Appui PPIAF	Facilité de financement	114
Espagne/ Agencia Española de Cooperación Internacional (AECI)	Subventions pour la mise en oeuvre de projets par les ONG intervenant dans la coopération pour le développement	Donateurs bilatéraux	60
Suède/ Agence suédoise de développement international (ASDI)	Appui aux organisations non gouvernementales	Donateurs bilatéraux	62
Suède/ Conseil de Recherche de l'ASDI pour les pays en développement	Recherche suédoise pour le développement	Donateurs bilatéraux	64
Secrétariat d'Etat Suisse aux Affaires Economiques (SECO)	Fonds d'Equité de Fidélité du Ghana	Donateurs bilatéraux	66
RU – Service du développement international (DfID)	Programme de la communauté européenne pour une efficacité de la réduction de la pauvreté	Donateurs bilatéraux	68
ONU- Habitat	Facilité pour l'Amélioration des Conditions de Vie dans les Bidonvilles	Facilité de financement	117
ONU- Habitat	Fonds d'affectation spéciale pour l'Eau et l'Assainissement	Fonds divers	186
Fonds d'Equipement des Nations Unies (FENU)	Services Techniques Consultatifs de l'Unité de gouvernance locale (LGU) ( <a href="http://www.FENU.org">www.FENU.org</a> )	Fonds divers	183
Agence des Etats Unis pour le Développement International (USAID) & Alliance des Villes	Facilité Communautaire de l'Eau et de l'Assainissement	Facilité de financement	119
Agence des Etats Unis pour le Développement International (USAID)	Alliance Mondiale pour le Financement Municipal du Secteur de l'Eau et de l'assainissement	Facilité de financement	129
Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)	Lignes de crédit	Banques de développement	73
Banque Mondiale – Fondation Africaine pour le Renforcement des capacités (ACBF)	Subventions ABCF ( <a href="http://www.acbf-pact.orgt/aboutACBF">www.acbf-pact.orgt/aboutACBF</a> )	Banques de développement	81
Banque Mondiale– Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)	Development Marketplace National (CDM)	Banques de développement	84
Banque Mondiale– Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)	Development Marketplace Mondial (GDM)	Banques de développement	86
Banque Mondiale – Banque Internationale pour la	Fonds japonais de développement social (JSDF)	Banques de développement	88

Reconstruction et le Développement (BIRD)			
Banque Mondiale– Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)	Programme japonais PHRD de subventions de l'assistance technique	Banques de développement	91
Banque Mondiale –Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)	Programme de petites subventions	Banques de développement	94

## Annexe 2 : Autres mécanismes de financement – non applicables aux parties prenantes du secteur de l'eau de l'Afrique de l'Ouest

Source de financement/ Titre du Mécanisme de financement	Type of mécanisme de financement
Acumen Fund	Fonds divers
Facilité de Catalyseur de l'Afrique	Fonds divers
Fondation africaine pour le renforcement des capacités	Fonds divers
Fonds arabe pour le développement économique et social	Banques de développement
Autriche Wirtschaftsservice Gesellschaft m.b.H.	Fonds divers
Bank Netherlands Water Partnership Activities (→ Activités Bancaires du Partenariat de l'Eau des Pays Bas)	Banques de développement
Belgique – Agence belge de coopération pour le développement (BADC)	Donateurs bilatéraux
Société d'Investissements Belge pour les Pays en développement	Fonds divers
Bill & Melinda Gates Foundation	Fonds divers
CARDS	Fonds UE
Carnegie Corporation	Fonds divers
CDC Group	Fonds divers
Coopération Chinoise	Fonds divers
Fonds de cohésion	Fonds UE
Recherche Collective	Fonds UE
ONG/ Communautés	Fonds UE
Compañía Española de Financiación del Desarrollo	Fonds divers
Fonds de Recherche CORAF: Pôles sur les Systèmes Irrigués (PSI)	Fonds africain
Corvinus International Investments Ltd.	Fonds divers
COST	Fonds UE
DBSA Grant	Fonds divers
Assistance technique – Services Consultatifs DBSA	Fonds divers
Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft m.b.H.	Fonds divers
DFID/Alliance des Villes - CLIFF – Community Led Infrastructure Finance Facility	Facilité de financement
Politique Régionale de la DG: Objectif 1	Fonds UE
Politique Régionale de la DG: Objectif 2	Fonds UE
Assistance technique de la DG	Fonds UE
Banque Est Africaine de Développement (EADB)	Banques de développement
Intégration de l'environnement	Fonds UE
ESPON	Fonds UE
EUREKA	Fonds UE
Finnish Fund for Industrial Cooperation Ltd.	Fonds divers
Forum pour la Recherche agricole en Afrique (FARA)	Fonds africain
FP6: Actions d'Appui Spécifiques (SSA) pour la coordination multilatérale des politiques et des activités nationales RTD	Fonds UE
Subventions d'habilitation accélérée des activités du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)	Fonds divers
Google Foundation	Fonds divers
Programme du Fonds de Coopération Technique IADB	Banques de développement
Programme de Coopération Technique IADB	Banques de développement
Facilité de Développement de Projet de la SFI Afrique	Fonds africain

INCA (Afrique du Sud / Zimbabwe)	Fonds africain
Coopération Indienne	Fonds divers
Interact	Fonds UE
Interreg III	Fonds UE
Irlande – Ireland Aid	Donateurs bilatéraux
ISPA	Fonds UE
Italie – Ministère des affaires étrangères	Donateurs bilatéraux
K-Rep (Kenya)	Fonds africain
LIFE III	Fonds UE
Luxembourg – Agence de coopération et de développement	Donateurs bilatéraux
MEDA	Fonds UE
Programme de promotion de l'investissement et d'assistance technique de FMO Pays Bas	Donateurs bilatéraux
MPP Pays Bas	Donateurs bilatéraux
PSO Pays Bas	Donateurs bilatéraux
Fonds d'affectation spéciale de l'initiative du Bassin du Nil	Fonds divers
Banque Nordique de l'Investissement (NIB)	Banques de développement
Fonds Norvégien de l'investissement pour les Pays en développement	Fonds divers
Ressources de la Fondation Papale	Fonds divers
PHARE	Fonds UE
Facilité d'Environnement Favorable au Secteur Privé	Fonds divers
SMAP	Fonds UE
Shell Foundation	Fonds divers
Società Italiana per le Imprese all'Estero	Fonds divers
Swedfund International AB	Fonds divers
Fonds Suisse de l'investissement pour les marchés émergents	Fonds divers
TACIS	Fonds UE
URBAN II	Fonds UE
Partenariat des Sociétés d'Eau (WUP)	Fonds divers
Initiative Ouest Africaine de l'Eau (USAid/JICA)	Fonds divers
Wetlands International	Fonds divers
Banque Mondiale – Agence de développement international (IDA)	Banques de développement
Banque Mondiale – Société financière internationale (SFI)	Banques de développement
Banque Mondiale – Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA)	Banques de développement

## Bibliographie et autres liens web substantiels

- ERM/ Facilité consultative public privé des infrastructures (PPIAF). "Pre-feasibility scoping study for a mini-infrastructure apex programme (MIAP)" (➔ "Etude de Pré-faisabilité de Cadrage de programme apex de mini-infrastructures"). Septembre 2005.
- Institutions européennes pour le Financement de Développement (EDFI – financement du développement du secteur privé): [www.edfi.be/index.htm](http://www.edfi.be/index.htm).
- Initiative de l'Union européenne pour l'Eau (EUWI). <http://www.euwi.net/>
  - Guide financier de l'EUWI. <http://financeguide.euwi.net/>
  - Volet Finances: [www.euwi.net/index.php?main=1&sub=1&id=101](http://www.euwi.net/index.php?main=1&sub=1&id=101)
  - "Final report of the Financial Component" (➔ Rapport final du Volet financier). Octobre 2003. [www.unsgab.org/Recommended%20Paper/11-1.7.pdf](http://www.unsgab.org/Recommended%20Paper/11-1.7.pdf)
- IRC. [www.irc.nl](http://www.irc.nl)
  - Guide de Ressources sur le financement: [www.irc.nl/page/27810](http://www.irc.nl/page/27810)
  - Donateurs et financement - généralités, annuaires, outils de levée de fonds; donateurs bilatéraux et multilatéraux; fonds; agences financières privées, bourses et subventions; prix. Voir [www.irc.nl/funding](http://www.irc.nl/funding).
- McLeod, Ruth. Janvier 2005. "Community-Led Infrastructures Finance Facility (CLIFF) (➔ "Facilité communautaire Financière des Infrastructures). Études de faisabilité pour l'application des opérations de CLIFF dans les Pays africains subsahariens". Homeless International: [www.homeless-international.org/standard\\_1.aspx?id=1.28482](http://www.homeless-international.org/standard_1.aspx?id=1.28482)
- Partenariat de l'Eau des Pays Bas. "International funding programmes in the water sector" (➔ "Programmes de financement international du secteur de l'eau"). Mars 2004. <http://nwp.netmasters05.netmasters.nl/objects/International%20Funding%20Programmes%20in%20the%20Water%20Sector.pdf>
- Rogerson, Andrew; Hewitt, Adrian and Waldenberg, David. Mars 2004. "The International Aid System 2005-2010: Forces For and Against Change". Overseas Development Institute. Working paper 235 (➔ "Système d'Aide International 2005-2010: Forces en faveur et contre le changement". Institut de Développement Outremer. Document de travail 235). [www.odi.org.RU/publications/web\\_papers/aid\\_system\\_rogerson.pdf](http://www.odi.org.RU/publications/web_papers/aid_system_rogerson.pdf)
- Senter Novem. "Business opportunities abroad and financial support. Overview of Grants Programmes and financial support facilities" (➔ "Opportunités commerciales offertes à l'étranger et opportunités d'appui financier. Généralités sur les programmes d'aide et les facilités d'appui financier"). mai 2005.
- Conseil Mondial de l'Eau: [www.worldwatercouncil.org](http://www.worldwatercouncil.org). Des cas d'action de financement: [www.worldwatercouncil.org/index.php?id=452&L=0](http://www.worldwatercouncil.org/index.php?id=452&L=0)

© Unité de Coordination des Ressources en Eau de la CEDEAO, mars 2006.  
Tous droits réservés. D'autres parties pourront utiliser ce guide en partie ou en totalité sous réserve d'approbation d'une telle utilisation par l'Unité de Coordination des Ressources en Eau de la CEDEAO.

